



**Communautés**

**Européennes**

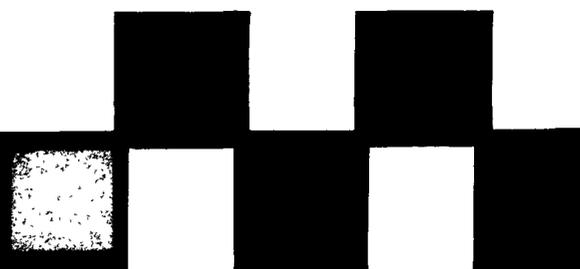
Commission

**Direction  
générale  
des affaires  
économiques  
et financières**

**La situation économique  
de la Communauté**

**1**

**1968**



Rapport trimestriel

**Commission des Communautés européennes**  
**Direction générale des Affaires économiques et financières**  
**Direction des Economies nationales et de la Conjoncture**  
**23, avenue de la Joyeuse Entrée, Bruxelles**

**COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES**

**COMMISSION**

**La situation économique de la Communauté**

**MARS 1968**

## Table des matières

	<i>Pages</i>
<b>I. La situation d'ensemble</b>	<b>3</b>
A. <i>L'évolution au cours des derniers mois</i>	5
1. La demande	5
2. La production	7
3. L'équilibre	8
B. <i>Les perspectives</i>	11
C. <i>La politique conjoncturelle</i>	14
 <b>Annexe</b>	
Recommandation du Conseil du 9 mars 1968 adressée aux Etats membres au sujet de la politique conjoncturelle à suivre en 1968	18
 <b>II. La situation dans les pays de la Communauté</b>	<b>21</b>
A. <i>République fédérale d'Allemagne</i>	23
1. L'évolution au cours des derniers mois	23
2. Les perspectives	25
3. La situation économique à Berlin-Ouest	27
B. <i>France</i>	33
1. L'évolution au cours des derniers mois	33
2. Les perspectives	36
C. <i>Italie</i>	43
1. L'évolution au cours des derniers mois	43
2. Les perspectives	45
D. <i>Pays-Bas</i>	51
1. L'évolution au cours des derniers mois	51
2. Les perspectives	53
E. <i>Union économique belgo-luxembourgeoise</i>	59
Belgique	59
1. L'évolution au cours des derniers mois	59
2. Les perspectives	61
Grand-duché de Luxembourg	67
1. L'évolution au cours des derniers mois	67
2. Les perspectives	67
 <b>Graphiques et tableaux relatifs aux principaux indicateurs économiques</b>	
1. Communauté	15
2. République fédérale d'Allemagne	29
3. France	39
4. Italie	47
5. Pays-Bas	55
6. Belgique	63
7. Grand-duché de Luxembourg	71
 <b>Annexe</b>	
L'évolution des salaires, de la productivité et des coûts salariaux dans l'industrie	75

*Remarque :*

La rédaction du présent rapport a été achevée vers la mi-mars 1968. Pour ce qui concerne l'évolution la plus récente, et pour autant qu'il n'ait pas été possible d'en tenir compte, étant donné le rythme d'élaboration des statistiques nationales et les délais que requiert la publication du rapport en cinq langues, le dernier numéro des « Graphiques et notes rapides sur la conjoncture dans la Communauté » peut constituer un utile complément d'information.

## I. LA SITUATION D'ENSEMBLE

*La reprise économique qui s'est amorcée dans la Communauté au milieu de l'année dernière s'est nettement accentuée au cours de l'hiver. Elle a reçu des impulsions particulièrement vives de l'expansion accélérée de la demande intérieure, et notamment des dépenses d'investissement des entreprises. La situation sur le marché de l'emploi s'est ainsi améliorée et les importations ont montré un développement sensible, tandis que la hausse conjoncturelle des prix demeurait relativement modérée.*

*Les perspectives qui s'ouvrent sur les prochains mois et jusqu'à la fin de l'année annoncent la poursuite d'une croissance économique assez vive. Certes, les exportations vers les pays non membres de la Communauté accuseront vraisemblablement un ralentissement de leur expansion, dans une mesure qu'il n'est pas encore possible de préciser, étant donné les éléments d'incertitude qui subsistent. Mais un développement accéléré de la demande intérieure de la Communauté peut être escompté, qui pourrait même se révéler plus rapide encore qu'on ne le prévoyait jusqu'à présent. Cette hypothèse se fonde, au premier chef, sur l'essor, plus vigoureux qu'on ne l'espérait, de la demande intérieure — et notamment de la demande d'investissement — dans la république fédérale d'Allemagne, ainsi que sur les effets que l'on attend des mesures de relance de la conjoncture prises récemment en France et en Belgique. L'amélioration qui doit en résulter sur le marché de l'emploi permet d'escompter aussi une expansion nettement plus vive de la consommation privée.*

*Eu égard à cette évolution probable de la demande, les prévisions antérieures relatives à la production et aux importations sont également à rajuster en hausse. Le taux de croissance, de 1967 à 1968, du produit brut de la Communauté en termes réels pourrait atteindre quelque 5 %. Par ailleurs, la détérioration de la balance commerciale sera vraisemblablement plus sensible encore qu'on ne l'avait prévu.*

*La conjoncture des prix devrait rester calme. Vers la fin de l'année, toutefois, la notable accélération de l'expansion de la demande et le degré de plus en plus*

*élevé d'utilisation des capacités pourraient entraîner la réapparition de tensions sur certains marchés particuliers.*

*Aussi le Conseil des Communautés européennes, dans la recommandation qu'il a adressée aux Etats membres le 9 mars dernier, sur proposition de la Commission, au sujet de la politique conjoncturelle à suivre en 1968, a-t-il particulièrement insisté sur la nécessité d'assurer un taux d'expansion économique qui permette d'atteindre à un haut degré d'utilisation des capacités sans compromettre les tendances existantes à la stabilisation.*

## A. L'évolution au cours des derniers mois

### 1. La demande

A la fin de l'année dernière, et apparemment au début de 1968, une notable accélération de la demande globale a été enregistrée dans la Communauté. Elle a été due, en ordre principal, aux impulsions plus vives qui ont émané de la demande intérieure.

La *demande extérieure* — au sens des exportations effectives de biens et services — s'est également révélée plus dynamique que durant les mois d'été. Ainsi, suivant les statistiques douanières, les exportations de marchandises ont dépassé de quelque 6,5 % en valeur, au quatrième trimestre, leur niveau de la même période de 1966. Cette évolution est en partie imputable à la reprise progressive de la conjoncture mondiale, que l'incidence des récentes mesures britanniques et américaines en matière de politique économique n'a pas encore sensiblement affectée. Elle a tenu aussi à la conjonction de circonstances favorables du côté de la demande. Enfin, l'élasticité toujours appréciable de l'offre à l'exportation de la Communauté a joué un rôle non négligeable à cet égard. Il semble toutefois que la croissance des exportations ait accusé, en fin d'année et au début de 1968, une légère tendance au ralentissement.

Les ventes aux *Etats-Unis* ont marqué une reprise sensible. Elles ont presque retrouvé, au quatrième trimestre de 1967, le taux de croissance annuelle exceptionnellement élevé observé tout au long de l'année 1966. Ce résultat reflète sans aucun doute le développement toujours rapide de la demande intérieure aux Etats-Unis. En effet, la tendance à l'expansion de la formation brute de capital fixe s'est quelque peu accentuée dans ce pays, tandis que l'augmentation sensible des revenus des ménages a permis un net accroissement de la consommation privée. Par ailleurs, les entreprises américaines procèdent, depuis quelques temps, à la constitution d'importants stocks d'acier et de demi-produits sidérurgiques, notamment dans la perspective des grèves qui pourraient éclater dans l'industrie sidérurgique vers le milieu de l'année; ce processus a eu une incidence favorable sur les exportations de plusieurs pays membres.

Les achats du *Royaume-Uni* ont augmenté sensiblement durant la même période, en dépit de la dévaluation de la livre, effectuée à la mi-novembre, et des mesures intérieures de restriction dont elle s'est accompagnée. Il semble bien, toutefois, que cette expansion ne constitue, pour une part, que le rattrapage des retards occasionnés par la grève des dockers de Londres et de Liverpool, en septembre et en octobre 1967. Pour le reste, elle doit tenir, en ordre principal, au fait que les consommateurs ont temporairement accru, dans des proportions notables, leurs achats de produits importés, en prévision de nouvelles mesures destinées à freiner la demande, telles que les majorations d'impôts qui seraient appliquées, à partir du mois d'avril, dans le cadre du nouveau budget.

L'évolution des ventes de la Communauté aux *autres pays industrialisés*, à la fin de l'année dernière et au début de 1968, est demeurée, dans l'ensemble, assez peu dynamique. C'est notamment le cas pour les exportations vers les pays continentaux de l'AELE; dès la fin de l'année, pourtant, celles-ci pourraient avoir reflété un peu plus nettement la légère reprise économique qui, à en juger d'après divers indicateurs, se serait amorcée dans certains de ces pays.

En ce qui concerne les exportations de la Communauté vers les *pays en voie de développement*, une certaine accélération de l'expansion a été enregistrée dans les derniers mois de l'année dernière. Mais comme elle a tenu, en grande partie, à la vigoureuse reprise des ventes aux pays asiatiques, qui avaient été particulièrement touchées par la crise du Proche-Orient et ses répercussions, on ne peut guère y voir une amélioration de la tendance conjoncturelle. Quant aux exportations vers les *pays du bloc de l'Est*, durant le quatrième trimestre, elles se sont finalement révélées un peu moins importantes qu'on ne pouvait l'espérer sur la base de premières données partielles.

La demande intérieure nominale de la Communauté a marqué un rythme d'expansion plus rapide, et il en a été de même pour la plupart de ses éléments.

La *formation brute de capital fixe*, en particulier, s'est fortement développée vers la fin de l'année 1967, et son évolution est restée nettement orientée à l'expansion durant les premiers mois de 1968. L'accélération des dépenses effectives d'équipement a été particulièrement sensible; elle a fait suite à une notable amélioration de la propension à investir des chefs d'entreprise, observée dès le second semestre de 1967, surtout dans la république fédérale d'Allemagne, ainsi qu'en témoigne, dans ce pays, l'évolution des commandes intérieures de biens d'investissement. Pour ce qui est des investissements sous forme de construction, leur évolution effective a été, en fait, temporairement entravée, dans quelques pays membres, par la rigueur de l'hiver; du point de vue conjoncturel, cependant, leur expansion doit s'être poursuivie ou même

légèrement accentuée. En effet, outre que les investissements des administrations publiques ont encore montré, dans l'ensemble, beaucoup de dynamisme, des progrès appréciables ont de nouveau été réalisés, dans plusieurs pays membres, en ce qui concerne la construction de bâtiments à usage industriel ou commercial. Enfin, dans le secteur de la construction de logements, la reprise conjoncturelle des mises en chantier, observée au cours des derniers mois dans la république fédérale d'Allemagne, a certainement plus que compensé, au niveau de la Communauté, le ralentissement qui s'est fait jour au début de 1968 dans l'Union économique belgo-luxembourgeoise, d'autant plus que, dans les autres pays membres, la tendance est restée orientée à l'expansion.

*Les exportations de marchandises de la Communauté vers les pays non membres*

(Pourcentage des variations en valeur, par rapport à la période correspondante de l'année précédente)

	1966		1967				
	Millions d'UC <sup>(1)</sup>	Année	1 <sup>er</sup> trim.	2 <sup>e</sup> trim.	3 <sup>e</sup> trim.	4 <sup>e</sup> trim.	Année
Ensemble des pays non membres	29 419	+ 8,5	+ 11	+ 9	+ 3	+ 6,5	+ 7,5
dont:							
Pays industrialisés <sup>(2)</sup>	19 127	+ 8,5	+ 9,5	+ 8	+ 3,5	+ 7	+ 7
dont:							
États-Unis	4 098	+ 19,5	+ 12,5	+ 6	- 2	+ 14	+ 8
AELE	9 999	+ 4	+ 4,5	+ 6	+ 1,5	+ 5,5	+ 4,5
— Royaume-Uni	2 541	+ 7,5	+ 5	+ 12,5	+ 7,5	+ 23,5	+ 12
Pays en voie de développement <sup>(3)</sup>	7 957	+ 6	+ 9,5	+ 5,5	- 1,5	+ 3,5	+ 4,5
dont:							
AOM	1 707	- 1,5	+ 8	+ 11	+ 0,5	+ 0,5	+ 0,5
Autres pays <sup>(4)</sup>	2 330	+ 18	+ 27,5	+ 33	+ 17,5	+ 14	+ 22,5

Source : Office statistique des Communautés européennes.

(<sup>1</sup>) 1 UC = 1 unité de compte = 0,888671 g d'or fin = 1 dollar US au taux de change officiel.

(<sup>2</sup>) Classe 1 du code géographique commun pour le commerce extérieur de la CEE.

(<sup>3</sup>) Classe 2 du code géographique commun pour le commerce extérieur de la CEE.

(<sup>4</sup>) Classe 3 du code géographique commun pour le commerce extérieur de la CEE et autres exportations.

L'évolution des investissements sous forme de *stocks* a été influencée de façon déterminante par l'amélioration du climat conjoncturel, les progrès de la production et la disparition de certains facteurs d'incertitude suscités par les réformes des impôts sur le chiffre d'affaires dans quelques pays membres. La forte progression de ces investissements a contribué de façon substantielle à l'accélération de l'expansion économique dans la Communauté.

Par ailleurs, les dépenses de *consommation* se sont nettement accrues dans la Communauté à la fin de l'année écoulée et au début de 1968. Il convient de noter surtout que l'expansion des dépenses de consommation privée est devenue un peu plus vive, notamment grâce au rétablissement progressif de la confiance au sujet de l'évolution ultérieure de l'activité économique. Dans la république fédérale d'Allemagne, une brusque poussée de la consommation privée a été observée en décembre, les consommateurs s'étant départis de leur réserve, notamment en ce qui concerne l'achat de biens de consommation durables; cette attitude a été inspirée, en partie, par la perspective des hausses de prix que pouvait entraîner la mise en vigueur de la taxe à la valeur ajoutée. Dans la plupart des autres pays de la Communauté, l'évolution conjoncturelle des dépenses de consommation privée a également montré, au cours des derniers mois, une tendance plus nette à l'expansion; cette tendance a été particulièrement accentuée aux Pays-Bas, plus faible qu'ailleurs en Belgique. Quant à la vente de voitures particulières, elle a dépassé d'environ 6 % au quatrième trimestre, pour la Communauté considérée dans son ensemble, le niveau enregistré un an auparavant.

L'évolution des revenus disponibles a été, dans une large mesure, conforme à ces tendances. Il semble en particulier que, même dans la république fédérale d'Allemagne, l'expansion de la masse des revenus salariaux et de transfert soit à présent redevenue plus sensible, sous l'effet de la reprise économique, qui s'est nettement reflétée aussi bien sur le nombre de personnes occupées que sur le nombre moyen d'heures de travail fournies.

## 2. La production

Grâce à l'existence de réserves généralement importantes de capacités techniques et de main-d'œuvre, l'offre intérieure de la Communauté

a pu s'adapter aisément à l'expansion accélérée de la demande nominale.

La *production industrielle* a recommencé de s'accroître dans tous les pays membres, parfois à un rythme assez rapide; les pays de l'Union économique belgo-luxembourgeoise sont les seuls où l'expansion soit restée très modérée à la fin de l'année dernière. D'après l'indice désaisonnalisé de l'Office statistique des Communautés européennes (excluant la construction et l'industrie des denrées alimentaires, boissons et tabacs), la production industrielle de la Communauté a augmenté, au quatrième trimestre de 1967, de plus de 3 % par rapport au trimestre précédent, et de 5 % en comparaison annuelle.

Les industries de biens d'équipement, qui avaient été les plus touchées lors de l'affaiblissement de la demande, ont largement contribué à cette croissance exceptionnellement vigoureuse; mais la production de biens de consommation durables, et notamment d'automobiles, s'est, elle aussi, fortement accélérée.

L'industrie de la *construction* a également participé dans une mesure appréciable au développement rapide de l'offre intérieure de la Communauté. Certes, dans quelques pays membres, les intempéries ont entraîné dans ce secteur des pertes de production plus sensibles qu'au cours de l'hiver précédent; néanmoins, grâce à l'amélioration progressive des carnets de commandes, qui s'est même légèrement accentuée ces derniers temps, la tendance conjoncturelle est restée, pour la Communauté considérée dans son ensemble, assez nettement orientée à l'expansion.

La croissance accélérée de la production industrielle, de même que l'activité un peu plus vive observée dans la construction, ont été assurées en partie par d'importants progrès de productivité. Mais le niveau de l'emploi s'est également élevé dans la plupart des pays membres; ce mouvement, qui s'est amorcé par un allongement de la durée du travail, s'est ensuite manifesté, dans une mesure croissante, sous forme d'une augmentation du nombre de salariés. Aussi la situation sur le *marché de l'emploi* de la Communauté s'est-elle progressivement améliorée durant les derniers mois. En effet, une demande parfois très vive de main-d'œuvre supplémentaire a été enregistrée, et le chômage a marqué une régression conjoncturelle ou s'est, tout au moins, largement stabilisé.

### 3. L'équilibre

La reprise progressive de l'activité économique dans la Communauté s'est aussi reflétée nettement dans l'évolution des *importations* en provenance des pays non membres. En effet, les importations de marchandises de la Communauté, après avoir témoigné d'une certaine faiblesse jusque dans le courant de l'été dernier, ont augmenté depuis lors à un rythme accéléré. Les statistiques douanières désaisonnalisées indiquent, pour le quatrième trimestre, un accroissement de quelque 6 % en valeur par rapport au trimestre précédent. En volume toutefois, l'expansion doit avoir été un peu moins vive; en effet, les valeurs cif des importations de

certains des principaux produits, et notamment du pétrole, ont accusé l'augmentation exceptionnelle des taux de fret enregistrée depuis la crise du Proche-Orient.

La demande accrue de la Communauté en matières premières et en produits énergétiques, non seulement pour les besoins courants mais surtout en vue de la reconstitution des stocks, a naturellement bénéficié au premier chef aux pays en voie de développement. Ce sont surtout les achats des pays membres aux pays et territoires associés d'outre-mer qui ont montré, au cours des derniers mois, une expansion appréciable, alors qu'ils n'avaient guère augmenté durant la majeure partie de l'année écoulée. Par

#### *Les importations de marchandises de la Communauté en provenance des pays non membres*

(Pourcentage des variations en valeur, par rapport à la période correspondante de l'année précédente)

	1966		1967				
	Millions d'UC <sup>(1)</sup>	Année	1 <sup>er</sup> trim.	2 <sup>e</sup> trim.	3 <sup>e</sup> trim.	4 <sup>e</sup> trim.	Année
Ensemble des pays non membres	30 756	+ 7,5	- 1	+ 0	- 2	+ 2,5	+ 0
dont:							
Pays industrialisés <sup>(2)</sup>	17 320	+ 6,5	- 3,5	+ 1	- 4,5	- 2	- 2
dont:							
Etats-Unis	6 022	+ 6	- 5,5	+ 6	- 6	- 5,5	- 2,5
AELE	7 245	+ 5	- 2,5	+ 0	- 5	- 1,5	- 2
— Royaume-Uni	2 782	+ 7	- 1	+ 3	- 3	- 10	- 3
Pays en voie de développement <sup>(3)</sup>	11 325	+ 7,5	+ 1,5	- 2	- 0,5	+ 8	+ 1,5
dont:							
AOM	2 283	+ 11,5	+ 3,5	- 6	- 4	+ 6,5	- 0,5
Amérique latine	2 731	+ 4,5	+ 1,5	+ 5	+ 5	- 10,5	+ 0,5
Autres pays <sup>(4)</sup>	2 107	+ 15,5	+ 4	+ 6,5	+ 11	+ 13	+ 8,5

Source : Office statistique des Communautés européennes.

(<sup>1</sup>) 1 UC = 1 unité de compte = 0,888671 g d'or fin = 1 dollar US au taux de change officiel.

(<sup>2</sup>) Classe 1 du code géographique commun pour le commerce extérieur de la CEE.

(<sup>3</sup>) Classe 2 du code géographique commun pour le commerce extérieur de la CEE.

(<sup>4</sup>) Classe 3 du code géographique commun pour le commerce extérieur de la CEE et autres importations.

ailleurs, le développement de la demande de produits finis, et notamment de biens d'équipement, a entraîné un accroissement sensible des importations en provenance des pays industrialisés.

L'amélioration de la conjoncture dans la Communauté a aussi donné lieu à une nette intensification des *échanges intracommunautaires* de marchandises. Sur la base des statistiques d'importation, et abstraction faite des variations saisonnières, ceux-ci auraient augmenté de près de 9 % du troisième au quatrième trimestre, alors qu'ils avaient encore diminué de 3,5 % entre le second trimestre et le troisième. En comparaison annuelle, le taux de progression est ainsi remonté à 7,5 % environ. Tous les pays de la Communauté ont participé à cette vigoureuse expansion. Il n'est pas douteux cependant que le moteur principal en a été le développement rapide des importations de la république fédérale d'Allemagne en provenance des pays partenaires, développement qui a atteint près de 7 % du troisième au quatrième trimestre. Les achats effectués dans la Communauté par les autres pays membres ont également accusé un rythme d'expansion assez rapide. Celui-ci s'est même accéléré, ces derniers temps, pour ce qui concerne les importations de la France, grâce au redressement progressif de la conjoncture dans l'industrie française et à une „normalisation“ des achats de denrées alimentaires, qui s'étaient fortement réduits. Des achats plus importants de cette dernière catégorie de produits ont également contribué à la persistance de la vive progression des importations italiennes. Aux Pays-Bas, la consolidation du nouvel essor de la conjoncture a suscité une expansion très rapide des importations, notamment de matières premières et de biens d'équipement. Enfin, les achats de l'Union économique belgo-luxembourgeoise ont aussi marqué une nette reprise, qui a tenu en partie au rattrapage de retards de livraison entraînés par des grèves, mais en partie aussi à un mouvement de reconstitution des stocks déclenché par le redressement de la production.

Du côté des exportations, le développement accéléré de la demande émanant de la république fédérale d'Allemagne s'est traduit surtout par un accroissement des ventes de la France et de l'Italie aux autres pays de la Communauté.

Les balances commerciales des divers pays membres à l'égard de leurs partenaires ne se sont pourtant pas fondamentalement modifiées. En dépit d'une faible tendance à la réduction, l'excédent de la république fédérale d'Allemagne est resté considérable. Celui de l'Union économique belgo-luxembourgeoise a même montré une nette tendance à l'augmentation. Une certaine amélioration a caractérisé la balance italienne, tandis que le léger déficit du commerce intracommunautaire de la France est resté inchangé. En revanche, les Pays-Bas ont vu s'accroître quelque peu le léger déficit de leurs échanges de marchandises avec les autres pays membres.

Les facteurs internes d'évolution conjoncturelle des *prix* sont demeurés relativement favorables durant les derniers mois. D'une part, en effet, l'offre, tant intérieure qu'extérieure, est demeurée suffisamment élastique pour s'adapter aisément, sur la plupart des marchés, à l'augmentation de la demande. D'autre part, l'évolution des coûts salariaux a été caractérisée par une hausse encore modérée des salaires horaires, allant de pair avec des gains de productivité toujours appréciables. L'accroissement des coûts salariaux par unité produite s'est néanmoins poursuivi en Italie et en Belgique. Dans la république fédérale d'Allemagne, par contre, le développement persistant de la productivité semble avoir entraîné une nouvelle diminution des coûts salariaux.

Au début de 1968, cependant, la hausse des prix à la consommation s'est accélérée dans la Communauté, sous l'action de facteurs autonomes ou exogènes. Ainsi, l'institution de la taxe à la valeur ajoutée, dans la république fédérale d'Allemagne, et son extension au commerce de détail en France, ont provoqué, dans les deux pays, une augmentation notable des prix à la consommation; cet enchérissement a surtout affecté les services dans la république fédérale d'Allemagne, les denrées alimentaires en France. Aux Pays-Bas, la taxe sur le chiffre d'affaires a été portée à 14 % pour les produits précédemment taxés à 10 %. En outre, les loyers ont été majorés dans ce pays, au 1<sup>er</sup> janvier pour les logements sociaux, au 1<sup>er</sup> mai pour les autres catégories. Ils ont également subi un relèvement sensible dans la république fédérale d'Allemagne et en France.

Sous l'effet de la vigoureuse progression des importations, la *balance commerciale* de la Communauté à l'égard des pays tiers a eu tendance à se détériorer durant le quatrième trimestre de l'année dernière; pour des raisons d'ordre saisonnier, l'excédent a toutefois été un peu plus élevé que pour le trimestre précédent. La *balance des paiements* courants devrait avoir marqué une évolution similaire. En revanche, la balance des capitaux de la Communauté s'est soldée, pour le quatrième trimestre, par un déficit important : non seulement d'importantes sorties nettes de capitaux privés à long terme ont encore eu lieu, mais, après la dévaluation de la livre, un retournement de tendance s'est également produit dans l'évolution du solde, jusqu'alors positif, des mouvements de capitaux à court terme.

Les *réserves brutes d'or et de devises* des autorités monétaires des pays membres, qui s'étaient encore fortement accrues jusqu'en novembre dernier, sont depuis lors en diminution continue. Il semble, en revanche, que la position nette en devises des banques commerciales se soit améliorée au début de 1968, à la suite du rapatriement des avoirs à l'étranger, effectué vers la fin de 1967 dans le cadre des opérations habituelles de „window dressing“. Cette évolution a été favorisée par la politique de certaines banques centrales, tendant à faciliter les exportations de capitaux à court terme dans le souci de maintenir la stabilité du niveau des taux d'intérêt sur le marché monétaire international, en particulier sur le marché de l'euro-dollar.

Les opérations avec l'étranger n'ont donc guère stimulé l'expansion des liquidités intérieures de la Communauté.

Quant aux *opérations de trésorerie des administrations publiques*, elles n'ont contribué à l'accroissement des liquidités que dans la république

fédérale d'Allemagne. Des excédents de caractère saisonnier ont été enregistrés en Italie, aux Pays-Bas et en France; dans ce dernier pays, toutefois, ils ont été nettement inférieurs à leur niveau de fin 1966, tandis qu'ils ont dépassé celui-ci en Italie et aux Pays-Bas.

En revanche, la vigoureuse expansion des *crédits bancaires aux entreprises et aux particuliers* a fortement stimulé, dans tous les pays membres, l'augmentation des liquidités. Dans la république fédérale d'Allemagne, en particulier, où le volume du crédit avait marqué une stagnation plus ou moins prononcée durant les dix premiers mois de l'année dernière, la demande de crédit a marqué, à la fin de 1967, un développement exceptionnellement rapide, sous l'effet du vigoureux essor de la conjoncture.

Tandis que, sur les *marchés monétaires* de la Communauté, les taux d'intérêt sont restés à peu près stables durant les derniers mois, les *marchés financiers* ont accusé une certaine tendance à la rigidité, due notamment à la dévaluation de la livre, au relèvement du taux de l'escompte dans d'importants pays non membres, et à l'annonce du programme d'assainissement de la balance américaine des paiements. C'est ainsi que, malgré les interventions des banques centrales, de nettes tendances à la hausse des taux d'intérêt sont apparues, à la fin de l'année dernière, sur les *marchés des obligations* des pays membres. Sur les *marchés des actions*, les cours, qui, durant l'été dernier et jusqu'en automne, avaient été nettement orientés à la hausse dans tous les pays membres, ont temporairement fléchi. La république fédérale d'Allemagne est le seul pays où la hausse se soit poursuivie de manière presque ininterrompue. Un certain redressement des cours s'est également manifesté en France, vers la fin du mois de janvier, après l'annonce d'un important programme de relance de la conjoncture.

## B. Les perspectives

Le précédent rapport trimestriel avait déjà mis l'accent sur les difficultés auxquelles se heurte une prévision de l'évolution économique dans la Communauté au cours de l'année 1968. Diverses incertitudes subsistent, qui concernent notamment le développement de la demande extérieure. En effet, il est encore malaisé de préciser les répercussions que pourraient exercer les dévaluations monétaires de novembre dernier, les mesures internes de restriction prises depuis lors dans d'importants pays non membres, ainsi que le programme d'assainissement de la balance des paiements américaine annoncé au début de janvier. Il s'y ajoute les incertitudes dues au vaste mouvement de spéculation contre le dollar qui s'est déclenché en mars 1968 et a abouti à l'instauration d'un système de double marché de l'or. Les présentes perspectives d'évolution conjoncturelle dans la Communauté et dans les principaux pays tiers, pour les mois à venir, impliquent la mise en œuvre de mesures appropriées, qui permettront d'améliorer les mécanismes de fonctionnement du système monétaire international et d'assurer ainsi une évolution équilibrée du commerce mondial.

Parmi les nouveaux éléments d'appréciation des perspectives d'évolution conjoncturelle aux Etats-Unis, intervenus depuis l'élaboration du précédent rapport trimestriel, il faut citer le projet de budget pour l'exercice 1969, commençant le 1<sup>er</sup> juillet 1968. Sur base annuelle, il prévoit un ralentissement de l'expansion des dépenses publiques, mais aussi, en ce qui concerne les recettes, une augmentation des impôts sur le revenu et sur les sociétés, mesures que le gouvernement réclame instamment depuis de nombreux mois, mais dont l'adoption par le Congrès reste toutefois incertaine. Or, cette majoration d'impôts, de même que l'époque où elle pourrait intervenir, conditionne également en grande partie le succès des efforts visant à endiguer l'expansion inflationniste de la demande. Un ajournement des mesures fiscales provoquerait sans doute une nouvelle accentuation des restrictions dans le domaine monétaire et du crédit, dont témoigne déjà le relèvement du taux de l'escompte effectué le 15 mars. L'effet de freinage d'une telle politique sur la demande intérieure serait toutefois ressenti moins forte-

ment que celui qui émanerait d'une hausse des impôts.

L'évolution des coûts et des prix aux Etats-Unis — difficilement prévisible à l'heure actuelle eu égard aux décisions de politique conjoncturelle qui restent en suspens — aura une incidence sensible sur les exportations de la Communauté vers ce pays. En tout état de cause, l'accélération sans doute appréciable de la croissance du produit national brut des Etats-Unis — qui pourrait atteindre 4,5 % environ en termes réels de 1967 à 1968 — permet d'escompter une progression plus forte qu'en 1967 des achats à la Communauté; mais l'expansion des importations américaines pourrait encore s'accroître si les tensions internes de l'économie américaine n'étaient pas combattues avec une vigueur suffisante. Toutefois, dans l'hypothèse où ces importations seraient, dans un proche avenir, grevées par la création d'une taxe supplémentaire, apparemment envisagée comme moyen d'améliorer la balance des paiements, les perspectives d'exportation de la Communauté se détérioreraient dans une mesure qu'il n'est pas encore possible de déterminer à l'heure actuelle.

Les exportations de la Communauté vers le Royaume-Uni tendront vraisemblablement à diminuer dans les prochains mois, en raison de la dévaluation de la livre et des répercussions, sur les importations britanniques, des mesures internes de restriction prises par les pouvoirs publics. En effet, l'exposé budgétaire du chancelier de l'Echiquier, en date du 19 mars 1968, souligne la volonté du gouvernement britannique de limiter sévèrement, de 1967 à 1968, la progression en volume de la demande intérieure globale, afin de freiner la croissance des importations et de dégager des capacités suffisantes pour l'essor escompté des exportations. La politique de freinage ayant dû, pour diverses raisons, être axée essentiellement sur la consommation privée, le pouvoir d'achat et la propension à dépenser des ménages devront être limités notamment au moyen d'une combinaison de mesures dans le domaine des impôts et des revenus. Au total, le nouveau budget de l'Etat prévoit des majorations d'impôts — notamment

*Emplois et ressources de biens et services*

	1965 <sup>(1)</sup>	1966 <sup>(1)</sup>		1967 <sup>(2)</sup> <sup>(4)</sup>		1968 <sup>(3)</sup> <sup>(4)</sup>
	Aux prix cou- rants en mil- liards d'UC <sup>(5)</sup>	Variations par rapport à l'année précédente en %				
		Volume	Valeur	Volume	Valeur	Volume
Formation brute de capital fixe	69,5	+ 3,3	+ 5,9	+ 1,5	+ 2	+ 6,5
Consommation des administrations	43,8	+ 2,8	+ 8,0	+ 4	+ 7,5	+ 3,5
Consommation des ménages	182,3	+ 4,3	+ 7,8	+ 3	+ 5,5	+ 3,5
Produit brut	301,5	+ 3,9	+ 7,2	+ 3	+ 5	+ 5

Exportations <sup>(6)</sup> moins importations <sup>(6)</sup> , aux prix cou- rants, en milliards d'UC <sup>(5)</sup>	+ 2,8	+ 3,5	+ 5,7	+ 4,4
--	-------	-------	-------	-------

(1) Office statistique des Communautés européennes, « Comptes nationaux 1957 à 1966 ».

(2) Estimations des services de la Commission.

(3) Prévisions des services de la Commission.

(4) L'agrégation au niveau de la Communauté a été effectuée sur la base des parités officielles des taux de change.

(5) 1 UC = 1 unité de compte = 0,888671 g d'or fin = 1 dollar US au taux de change officiel.

(6) Biens, services et revenus de facteurs.

*Remarques générales :*

(a) La différence entre les données relatives à la demande et celles qui concernent les emplois est imputable aux variations de stocks.

(b) Les estimations et les prévisions constituent des approximations qui ont été établies sur la base d'hypothèses déterminées, le plus souvent précisées dans le rapport trimestriel. Elles ont été examinées par les experts des pays membres. Leur élaboration et leur publication n'engagent que la responsabilité de la Commission.

des taxes à la consommation — de plus de 900 millions de livres par an (775 millions de livres dans l'année fiscale 1968/69). D'autre part, le gouvernement s'efforce de renforcer le contrôle des prix et des revenus; la progression des revenus devra en principe être limitée à 3,5 % par an jusqu'à la fin de 1969. En revanche, la renonciation à de nouvelles restrictions en matière de crédit et la diminution du taux de l'escompte intervenue le 21 mars indiquent qu'une accentuation de la politique de freinage par des moyens monétaires ne paraît pas nécessaire dans la situation actuelle.

En ce qui concerne l'évolution des exportations de la Communauté vers les autres pays non membres, des tendances véritablement nouvelles

ne se dégagent pas encore pour les prochains mois. Les ventes aux autres pays industrialisés, comme d'ailleurs aux pays en voie de développement, ne devraient progresser qu'à un rythme assez modéré.

Au total, les perspectives d'exportation de la Communauté correspondent ainsi dans une large mesure à celles qui avaient été décrites dans le précédent rapport trimestriel. Il y a toujours lieu de s'attendre à une expansion ralentie des ventes aux pays non membres dans le courant de l'année 1968 et à une baisse sensible de leur taux de croissance par rapport à 1967.

Il semble, en revanche, que l'expansion de la *demande intérieure* dans la Communauté sera

plus vigoureuse qu'on ne l'avait prévu <sup>(1)</sup>. Cette appréciation nouvelle se fonde, en premier lieu, sur l'essor, plus rapide qu'on ne s'y attendait, de la demande intérieure dans la république fédérale d'Allemagne à la fin de l'année dernière et au début de 1968; elle implique, en outre, une poursuite certaine de cette expansion, qui, comme le montre l'évolution favorable des entrées de commandes dans les industries de biens d'investissement, est déjà très largement soutenue par une importante augmentation des investissements privés. Par ailleurs, les mesures de relance prises en janvier en Belgique et surtout en France sont de nature à accélérer la croissance économique dans ces pays. Il est à présumer que ces facteurs d'expansion s'étendront progressivement à l'ensemble de la Communauté, comme l'indique d'ailleurs l'évolution récente des échanges intracommunautaires. Etant donné que, dans ces conditions, la durée du travail s'allongera, que le nombre des salariés augmentera et que la hausse des salaires pourrait être un peu plus sensible qu'on ne l'avait prévu, il faut s'attendre également à un développement plus rapide de la consommation privée.

---

(1) Voir à cet égard les analyses contenues dans les chapitres consacrés à chacun des pays membres.

Eu égard à cette évolution de la demande, les prévisions touchant la production doivent, elles aussi, être corrigées en hausse. La croissance, de 1967 à 1968, du *produit brut* de la Communauté en termes réels pourrait désormais atteindre 5 %. De ce fait, il y aurait également lieu de rectifier les taux de croissance indiqués jusqu'à présent pour les importations de la Communauté en provenance des pays non membres. Les perspectives d'exportation restant pratiquement inchangées, il faut donc s'attendre, pour la balance commerciale comme pour la *balance des paiements* courants, à une détérioration plus prononcée encore qu'il n'était prévu dans le précédent rapport trimestriel.

Après une hausse sensible observée au début de l'année dans quelques pays membres, à la suite de réformes ou de majorations des impôts à la consommation, une nouvelle accalmie devrait caractériser l'évolution des *prix* durant les prochains mois. Toutefois, étant donné l'expansion accélérée de la demande et l'utilisation croissante des ressources de main-d'œuvre et de capacités techniques, le moment pourrait se rapprocher, à partir duquel des tensions pourraient réapparaître, sur certains marchés particuliers, dans l'évolution des coûts et des prix.

## C. La politique conjoncturelle

Les prévisions relatives à l'évolution de la conjoncture en 1968 impliquent, entre autres, de la part des Etats membres, la poursuite d'une politique conjoncturelle appropriée, telle qu'elle est exposée en détail dans les chapitres suivants du présent rapport. Il y a lieu de se référer également, à cet égard, à la nouvelle recommandation que le Conseil des Communautés européennes, sur proposition de la Commission, a adressée aux Etats membres en date du 9 mars 1968, au sujet de la politique conjoncturelle à suivre en 1968 (voir annexe au présent chapitre). Le comité de politique conjoncturelle et le comité monétaire avaient été consultés au préalable.

Dans cette recommandation, le Conseil a tracé les lignes directrices d'une politique active, mais aussi très souple, de soutien de la conjoncture. Il est conseillé aux autorités des divers pays membres d'assurer, au cours des prochains mois, une croissance économique qui permette d'atteindre à un haut degré d'utilisation des ressources de main-d'œuvre et des capacités techniques. Mais comme, dans la plupart des pays membres, l'évolution des prix n'est pas encore tout à fait satisfaisante, il y a lieu de veiller en même temps au maintien des tendances existantes à la stabilisation. La recommandation souligne, à cet égard, qu'il serait indiqué de prévenir la hausse des taux d'intérêt qui pourrait résulter de la politique appliquée par d'importants pays non membres. Le Conseil n'exclut cependant pas complètement la possibilité que des facteurs externes ne suscitent, au cours du second semestre, un ralentissement de l'activité économique dans la Communauté, évolution qu'il y aurait alors lieu d'enrayer au moyen d'une action concertée visant au soutien de l'expansion de la demande globale.

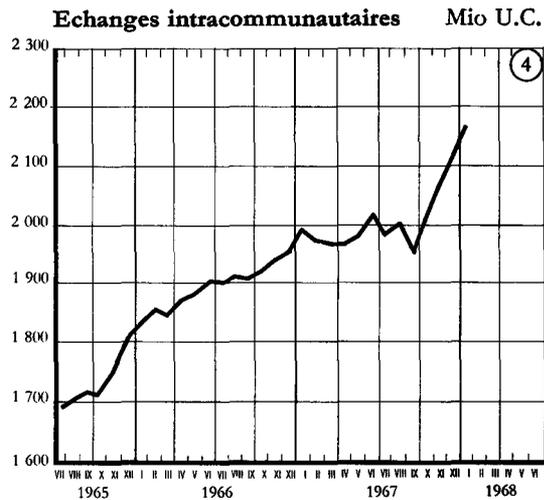
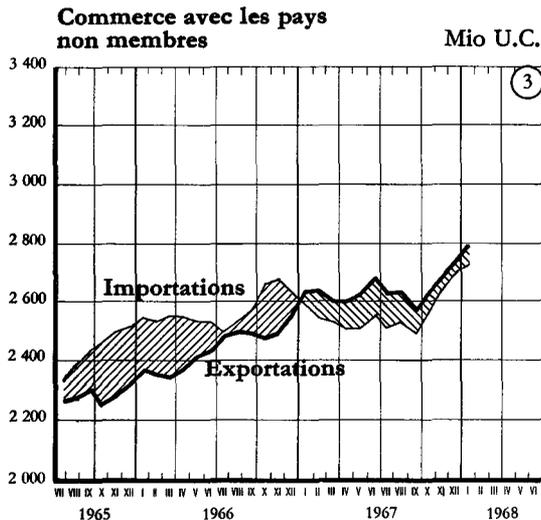
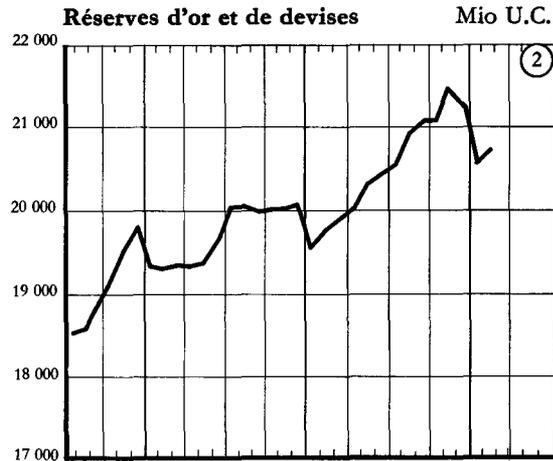
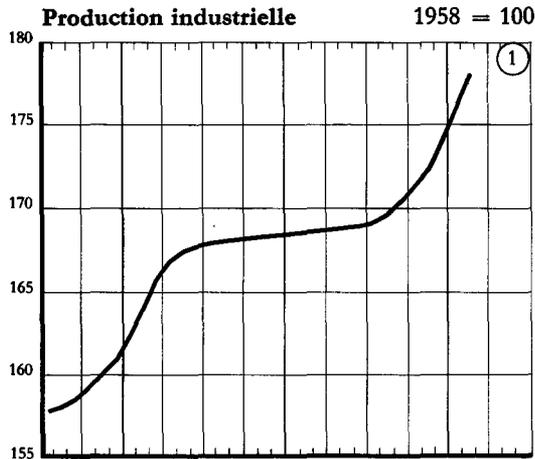
Une analyse détaillée de la situation économique au milieu de l'année devra montrer à quel rythme la demande intérieure se sera développée, quelles auront été les répercussions de cette

expansion sur les balances des paiements des pays membres, et dans quelle mesure la balance des paiements de la Communauté aura déjà été influencée par les premiers effets des dévaluations et des mesures britanniques et américaines. Sans doute sera-t-il également possible, à cette époque, de mieux se rendre compte des incidences plus lointaines de ces divers facteurs exogènes. Il s'agira alors de juger dans quelle mesure le jeu de ceux-ci permettrait de réaliser une expansion équilibrée dans la Communauté et quels seraient éventuellement les correctifs à apporter à l'orientation de la politique conjoncturelle.

Dès à présent, il convient cependant de souligner que, eu égard à l'ampleur de ses réserves de change et à la situation de sa balance des paiements, la Communauté dispose d'une marge de manœuvre considérable pour constituer un centre autonome de conjoncture. Cette marge serait plus grande encore si les pays membres parvenaient à mieux coordonner leurs politiques monétaires. Une politique de soutien, ou éventuellement d'encouragement de l'expansion économique, telle qu'elle est recommandée par la Commission et le Conseil, ne pourrait que contribuer à l'évolution des paiements internationaux vers un meilleur équilibre.

Cette évolution est cependant fonction également de l'efficacité de l'action menée par d'importants pays tiers en vue de limiter l'accroissement de leur demande intérieure. En effet, dans la mesure où les efforts qui sont entrepris en ce sens ne donneraient pas les résultats escomptés, la conjoncture intérieure de la Communauté recevrait des impulsions d'autant plus vives, et la détérioration de la balance des paiements courants de la Communauté n'atteindrait pas l'ampleur attendue. La Communauté pourrait, dans ces conditions, se retrouver, dans un avenir assez proche, dans une situation où le maintien de la stabilité interne nécessiterait une politique plus prudente, alors que l'équilibre de la balance des paiements n'aurait pas encore été atteint.

## INDICATEURS ÉCONOMIQUES



## REMARQUES :

Source : Office statistique des Communautés européennes (O.S.C.E.).

Graphique 1 : Courbe de tendance; estimation établie sur la base des indices de l'O.S.C.E. (non compris la construction ni l'industrie des denrées alimentaires, boissons et tabacs) corrigés des variations saisonnières et accidentelles.

Graphique 2 : Total des réserves brutes d'or et de devises détenues par les autorités monétaires des pays de la Communauté à la fin de chaque mois.

Graphique 3 : Moyennes mobiles sur trois mois de la valeur, corrigée des variations saisonnières, des exportations (f.o.b.) vers les pays non membres et des importations (c.a.f.) en provenance de ceux-ci, d'après les statistiques douanières.

Graphique 4 : Moyennes mobiles sur trois mois de la valeur, corrigée des variations saisonnières, des échanges commerciaux entre les pays membres de la C.E.E., d'après les statistiques douanières d'importation.  
1 U.C. = 1 unité de compte = 0,888671 gramme d'or fin = 1 dollar US au taux de change officiel.

TABLEAU 1: Données de base pour 1966

Superficie totale (1000 km <sup>2</sup> )	1 167,5
Population totale (1000)	183 315
Densité par km <sup>2</sup>	157
Population active occupée (1000)	74 530
Répartition en % de la population active occupée par grands secteurs d'activité :	
— Agriculture	16
— Industrie	44
— Services	40

TABLEAU 2: Évolution de quelques grandeurs économiques importantes

	Variations en volume par rapport à l'année précédente (en %)							Indice en volume 1958 = 100	% du P.N.B. (aux prix cou- rants)
	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1966	1966
Produit brut	7,7	5,4	5,6	4,4	5,9	4,6	3,9	152	—
Production industrielle	12,3	6,7	6,3	5,2	7,0	4,6	5,0	167	—
Importations de marchandises	20,5	5,5	11,2	10,7	7,3	5,1	6,5	197	—
Consommation privée	6,2	6,2	6,3	6,0	4,4	4,4	4,3	150	61
Formation brute de capital fixe	10,4	10,1	7,1	5,4	8,3	3,2	3,3	172	23
Exportations de marchandises	11,1	3,2	0,8	3,8	9,6	10,8	8,5	178	—
Échanges intracommunautaires de marchandises (base importations)	22,0	14,5	13,8	16,2	13,5	11,9	10,9	324	—
Produit brut par tête	6,7	4,4	4,2	3,3	4,7	3,5	2,9	139	—

TABLEAU 3 : Principaux indicateurs mensuels

	Année	Janv.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juill.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
Production industrielle (1958 = 100)	1966	162	167	170	173	173	175	158	133	170	173	178	172
	1967	164	169	171	174	172	175	158	133	173	179	186	184
	1968	174											
Importation de marchandises en provenance des pays non membres (c.a.f. : Mio u.c.)	1966	2 522	2 375	2 789	2 524	2 566	2 626	2 418	2 295	2 605	2 687	2 631	2 675
	1967	2 607	2 392	2 610	2 515	2 564	2 654	2 366	2 376	2 444	2 620	2 784	2 837
	1968	2 696	2 606										
Exportation de marchandises vers les pays non membres (f.o.b. : Mio u.c.)	1966	2 153	2 179	2 567	2 372	2 451	2 485	2 505	2 226	2 460	2 626	2 527	2 849
	1967	2 563	2 413	2 678	2 681	2 595	2 721	2 543	2 358	2 525	2 918	2 763	2 876
	1968	2 781	2 771										
Solde de la balance commerciale (Mio u.c.)	1966	- 369	- 196	- 222	- 152	- 115	- 141	+ 87	- 69	- 145	- 61	- 104	+ 174
	1967	- 44	+ 21	+ 68	+ 166	+ 31	+ 67	+ 177	- 18	+ 81	+ 298	- 21	+ 39
	1968	+ 85	+ 165										
Echanges commerciaux entre les pays membres (Mio u.c.)	1966	1 667	1 790	2 091	1 861	1 903	1 968	1 852	1 696	1 960	2 015	1 977	2 013
	1967	1 925	1 861	2 145	2 002	1 974	2 099	1 913	1 734	1 956	2 245	2 182	2 126
	1968	2 123	2 162										

## REMARQUES

Source : Office statistique des Communautés européennes.

## Tableau 1

- Population totale au milieu de l'année.
- Population active occupée au milieu de l'année.

## Tableau 2

- La dernière colonne du tableau comprend une ventilation en % du produit brut aux prix du marché par grandes catégories de dépenses. Le calcul du produit brut de la Communauté a été effectué sur la base des parités officielles de change.
- Production industrielle : indice de l'Office statistique des Communautés européennes sans la construction, les industries alimentaires, boissons et tabacs.
- Importations (c.a.f.) de marchandises en provenance des pays non membres de la C.E.E. d'après les statistiques douanières.
- Exportations (f.o.b.) de marchandises vers les pays non membres de la C.E.E. d'après les statistiques douanières.
- Échanges commerciaux entre les pays membres de la C.E.E. d'après les statistiques douanières d'importation.

## Tableau 3

- Voir les remarques du tableau 2.
- Les valeurs sont exprimées en millions d'unités de compte. La conversion en unités de compte a été effectuée sur la base des parités officielles de change (1 unité de compte = 0,888671 gr. d'or fin = 1 dollar US).

## Recommandation du Conseil du 9 mars 1968

adressée aux Etats membres au sujet  
de la politique conjoncturelle à suivre en 1968

*Le Conseil des Communautés européennes,*

— vu le traité instituant la Communauté économique européenne, et notamment son article 103,

— vu la proposition de la Commission,

— vu la recommandation du Conseil, du 11 juillet 1967, adressée aux Etats membres au sujet des lignes directrices de la politique conjoncturelle à suivre durant le second semestre de 1967 et des premières dispositions à prendre pour l'année 1968 <sup>(1)</sup>,

— considérant qu'il convient d'adapter et de compléter cette recommandation afin de tenir compte des résultats de l'action engagée, ainsi que des modifications survenues dans les perspectives économiques, à la suite notamment de la dévaluation de certaines monnaies, des politiques restrictives qui l'ont accompagnée et des premières mesures d'application du programme de redressement de la balance des paiements des Etats-Unis d'Amérique,

Recommande aux Etats membres de suivre dans leur politique conjoncturelle en 1968 les lignes directrices ci-après :

1. Depuis le milieu de 1967, l'activité économique a marqué une reprise dans ceux des pays de la Communauté où elle accusait, jusqu'alors, une faiblesse plus ou moins prononcée. La hausse conjoncturelle des prix et des coûts unitaires a, d'une manière générale, continué de se modérer.

Les conditions favorables à l'action de forces spontanées de reprise ont été créées par les mesures de relance adoptées par la plupart des

Etats membres en 1967. Les dispositions complémentaires prises au début de 1968, en Belgique et en France, vont dans le même sens.

2. Au cours des prochains mois, il conviendra d'assurer une croissance qui permette d'atteindre un haut degré d'utilisation des ressources en main-d'œuvre et des ressources techniques dans des conditions favorisant leur emploi le plus productif. Les actions à entreprendre devraient tenir compte de la situation conjoncturelle particulière de chacun des Etats membres.

Compte tenu du fait que l'évolution des prix n'est pas entièrement satisfaisante dans la plupart des Etats membres, il faudrait cependant veiller à sauvegarder les tendances à la stabilisation déjà apparues. Il serait dès lors opportun que les actions éventuelles dans le domaine des investissements ou, le cas échéant, dans celui de la consommation, destinées à soutenir l'activité économique, se réalisent, à titre principal, par des mesures sélectives et de durée limitée.

3. Les dévaluations survenues en novembre 1967 dans des pays tiers, les politiques restrictives qui les ont accompagnées, ainsi que les premières mesures d'application du programme de redressement de la balance des paiements des Etats-Unis d'Amérique, risquent, dans les prochains mois, de raréfier sur les marchés financiers de la Communauté l'offre de capitaux tout en augmentant la demande.

Dans cette éventualité, afin de réaliser les objectifs d'expansion définis précédemment, les Etats membres devraient s'efforcer de stabiliser le niveau de leurs taux d'intérêt.

Une politique efficace dans ce domaine serait d'autant plus facile à mettre en œuvre qu'elle se situerait dans le cadre d'une action concertée

(1) JO n° 159 du 18-7-1967, p. 6.

des Etats membres. Celle-ci devrait d'ores et déjà viser à éviter des divergences dans l'évolution de ces taux à l'intérieur de la Communauté.

La poursuite de ces objectifs devra contribuer dans les pays disposant d'excédents notables de la balance des paiements à la réalisation d'un meilleur équilibre externe.

Les pays dont la balance des paiements est actuellement dans un équilibre approximatif devraient, en poursuivant leur politique de relance économique, accepter une évolution qui pourrait se traduire par l'apparition d'un déficit modéré de leurs paiements extérieurs, aussi longtemps que la stabilité de leur économie ne se trouve pas compromise.

4. Si, au cours du deuxième semestre, sous l'effet des facteurs extérieurs qui viennent d'être mentionnés, l'évolution des exportations et des investissements des entreprises provoquait un ralentissement de l'activité économique dans la Communauté, il conviendrait de contrecarrer, en temps utile, cette tendance par une action concertée visant à soutenir l'expansion de la demande globale par des mesures appropriées dans le domaine des investissements et, pour certains Etats membres, de la consommation privée. Etant donné que ces mesures devraient être mises en application dans un délai très court, les politiques monétaires et budgétaires, qui prendront une importance particulière, devraient rester aussi flexibles que possible.

5. Si toutefois l'expansion de l'activité économique dans la Communauté se révélait trop forte pendant le deuxième semestre, il conviendrait de veiller à éviter des risques de tensions de nature à compromettre une croissance à la fois rapide et équilibrée.

Dans une telle éventualité, il conviendrait d'utiliser le développement accéléré des recettes fiscales pour réduire les déficits budgétaires, et de prévenir l'accroissement des dépenses publiques, en particulier des dépenses de fonctionnement. Une vigilance accrue s'imposerait alors à l'égard des prix et des coûts.

6. Les mesures anticycliques qu'il serait éventuellement nécessaire d'adopter ne devraient pas compromettre ni freiner l'effort d'assainissement structurel des budgets des pouvoirs centraux et des collectivités locales, qui doit être poursuivi sans relâche.

7. Le Conseil se propose de réexaminer la situation et les perspectives économiques de la Communauté vers le milieu de l'année, afin de fixer de nouvelles lignes directrices concernant la mise en œuvre des points 4 et 5.

Fait à Bruxelles, le 9 mars 1968

Par le Conseil

Le président

M. COUVE de MURVILLE



## **II. LA SITUATION DANS LES PAYS DE LA COMMUNAUTÉ**



## A. République fédérale d'Allemagne

*Un vigoureux essor de la conjoncture caractérise à présent l'économie de la république fédérale d'Allemagne. Amorcé sous l'impulsion des mesures de relance prises par les pouvoirs publics, il a été soutenu, depuis lors, par des facteurs d'expansion endogènes très actifs. Le processus de reconstitution des stocks qui s'est ébauché s'est accompagné d'un retournement rapide de la tendance des investissements fixes des entreprises. L'évolution de la consommation privée accuse encore, il est vrai, un certain retard par rapport à cette expansion; mais l'amélioration progressive de l'emploi ouvre, dans ce domaine également, des perspectives favorables pour une prompte et durable reprise.*

*La production intérieure a repris sa vigoureuse croissance. Les importations, elles aussi, augmentent fortement depuis quelque temps. Le climat des prix est demeuré relativement calme, bien que l'instauration du système de la taxe à la valeur ajoutée ait entraîné, au début de l'année, de notables modifications dans la structure des prix et une hausse sensible du niveau des prix à la consommation.*

*Grâce à la vigueur du dynamisme propre de la conjoncture, on peut désormais tenir pour assurée la poursuite de l'essor économique. Le taux de croissance du produit national brut en termes réels, de 1967 à 1968, dépassera 4 % et pourrait atteindre les 5 %.*

*Sur le plan de la politique conjoncturelle, il en découle que le problème du maintien de la stabilité des prix et des coûts pourrait peut-être, dans le cours ultérieur de l'année, requérir de nouveau une attention plus vigilante, si l'on veut assurer à plus long terme une croissance rapide et équilibrée.*

### 1. L'évolution au cours des derniers mois

Le nouvel essor de la conjoncture allemande a pris une ampleur considérable au cours des premiers mois de l'année. Les facteurs endogènes d'expansion ont, en effet, influé très fortement sur la production industrielle et l'activité dans la construction.

Alors que, les années précédentes, l'élément moteur du redressement conjoncturel résidait essentiellement dans la *demande étrangère*, c'est le renversement de la tendance des investissements sous forme de stocks et des investissements fixes qui a joué, cette fois, un rôle décisif. Toutefois, la reprise assez nette des exportations de marchandises, qui a résulté du rétablissement pro-

gressif de la conjoncture dans des pays qui sont d'importants acheteurs de produits allemands, a fourni un soutien appréciable à l'activité économique.

Une fois la première impulsion donnée, grâce à la politique conjoncturelle énergique mise en œuvre par le gouvernement fédéral et à l'action expansionniste de la Bundesbank, c'est dans une mesure croissante un facteur économique endogène, à savoir l'amélioration progressive des perspectives de ventes et de bénéfices, qui a déterminé le développement rapide de la propension à investir enregistré durant les derniers mois. Abstraction faite des influences saisonnières, les entrées de commandes émanant du marché intérieur, dans les industries productrices de biens d'investissement, avaient retrouvé,

dès le quatrième trimestre de 1967, leur niveau élevé de l'année 1965. Par rapport au point le plus bas de la récession, enregistré au premier trimestre de 1967, l'expansion des investissements n'a pas atteint moins de 35 %. Depuis lors, les carnets de commandes ont continué de se gonfler, malgré la disparition de quelques circonstances exceptionnelles, et notamment de certains avantages consentis en matière d'amortissement. Les commandes des entreprises dans le domaine de la construction, de même que les projets en matière de travaux publics et les autorisations délivrées pour la construction de logements, ont également accusé, ces derniers temps, une augmentation conjoncturelle sensible. Cette évolution des commandes a entraîné un renversement complet de la tendance d'évolution des dépenses effectives consacrées à la *formation brute de capital fixe*. Les investissements d'équipement ont repris une croissance très rapide, dont témoigne notamment la vive expansion conjoncturelle des ventes de l'industrie mécanique sur le marché intérieur. Quant aux investissements sous forme de construction, dont le développement a été temporairement entravé, durant les mois d'hiver, par des conditions climatiques particulièrement défavorables, ils augmentent fortement depuis le début du printemps.

Le renversement de la tendance des investissements sous forme de *stocks* a également imprimé, ces derniers temps, de vives impulsions à l'expansion économique. Dans quelques secteurs, les entreprises ont commencé, dès le quatrième trimestre de 1967, à reconstituer leurs stocks, qu'elles avaient fortement réduits durant la période de récession. Il semble que ce mouvement se soit à présent généralisé, depuis l'instauration de la taxe à la valeur ajoutée et la restructuration des prix qui en a résulté.

En revanche, les dépenses de *consommation privée* n'ont pas encore donné d'impulsion bien sensible à l'activité économique. En tout cas, ce n'est qu'au cours des derniers mois que les chiffres d'affaires du commerce de détail ont reflété une légère reprise conjoncturelle de la consommation privée. En effet, il ne semble pas que l'évolution des revenus soit déjà redevenue bien dynamique. Si le nombre de personnes occupées, comme d'ailleurs la durée moyenne du travail, ont recommencé d'augmenter ces derniers temps, le développement de la production a cependant été, jusqu'à présent, acquis en

majeure partie grâce à l'utilisation des réserves de productivité existantes. Dans l'industrie, en particulier, l'accroissement de la production par heure-ouvrier a été exceptionnellement important. Quant à l'évolution des salaires conventionnels, elle est restée relativement modérée. De plus, un chômage saisonnier assez important a temporairement freiné l'accroissement des revenus durant les mois d'hiver.

Dans la construction, en particulier, les jours chômés à cause du mauvais temps, à la fin de l'année dernière et au début de 1968, ont été plus nombreux que l'année précédente. Par la suite cependant, la tendance conjoncturelle à la réduction progressive du chômage et à l'accroissement du nombre d'offres d'emploi est redevenue plus apparente sur le *marché de l'emploi*. A fin février, le nombre de chômeurs était tombé à 589 700, ce qui représente une diminution de 83 900 unités par rapport au chiffre enregistré un an plus tôt. Quant aux offres d'emploi non satisfaites, elles ont accusé une augmentation en comparaison annuelle. A fin février, suivant les statistiques désaisonnalisées, leur nombre dépassait de nouveau, pour la première fois depuis un an, celui des demandes d'emploi.

C'est surtout la vigoureuse expansion de la *production industrielle* qui témoigne de la reprise assez générale de la conjoncture allemande. Suivant l'indice national corrigé des variations saisonnières, la progression du troisième au quatrième trimestre de 1967 s'est chiffrée à quelque 6,5 %. La production industrielle a déjà dépassé, de ce fait, le niveau conjoncturel le plus élevé qu'elle ait atteint précédemment. Bien que l'expansion se soit quelque peu ralentie au cours des mois suivants, après la disparition de certains facteurs exceptionnels, la tendance est restée ininterrompue et nettement ascendante.

Par ailleurs, le développement des *importations* s'est notablement accéléré depuis l'automne dernier. Les approvisionnements anticipés effectués vers la fin de 1967, en prévision de l'institution de la taxe à la valeur ajoutée, ont joué un certain rôle à cet égard. Mais les statistiques relatives aux premiers mois de 1968 montrent clairement que la vigoureuse croissance des importations de matières premières et demi-produits est due, au premier chef, à l'expansion de la production et à la politique de stockage des entreprises, tandis que le développement des im-

portations de produits finis tient essentiellement à celui des investissements.

La situation monétaire a favorisé le renforcement progressif de l'essor conjoncturel. L'expansion de la *liquidité* des banques a été stimulée par l'afflux toujours important de devises en provenance de l'étranger et par les déficits de caisse élevés des administrations centrales. Les banques ont pu restreindre notablement leurs opérations de réescompte et procéder, en outre, à des placements sur le marché des euro-devises.

En même temps, la demande de crédit des entreprises s'est accrue sensiblement, tandis que les taux d'intérêt à court terme demeuraient relativement bas.

Sur le *marché des actions*, la baisse temporairement très vive des cours a mobilisé, au cours des premiers mois de l'année, une masse importante de capitaux à investir. En revanche, l'activité est restée limitée sur le *marché des obligations*, où les taux d'intérêt ont plutôt accusé une légère tendance ascendante.

### Emplois et ressources de biens et services

	1965 <sup>(1)</sup>	1966 <sup>(1)</sup>		1967 <sup>(1)</sup>		1968 <sup>(2)</sup>
	Aux prix courants en milliards de DM	Variations par rapport à l'année précédente en %				
		Volume	Valeur	Volume	Valeur	Volume <sup>(4)</sup>
Exportations <sup>(3)</sup>	91,4	+ 10,8	+ 12,7	+ 9,2	+ 7,5	+ 6,5
Formation brute de capital fixe	118,9	+ 0,2	+ 2,5	- 7,7	- 8,9	+ 7
Consommation des administrations	69,7	+ 1,0	+ 8,2	+ 3,2	+ 6,5	+ 2
Consommation des ménages	255,7	+ 3,5	+ 7,5	+ 0,6	+ 2,4	+ 2
Produit national brut	452,7	+ 2,3	+ 6,2	- 0,1	+ 0,6	+ 5
Importations <sup>(3)</sup>	92,0	+ 2,7	+ 4,9	- 0,4	- 1,9	+ 10,5

<sup>(1)</sup> Statistisches Bundesamt, Wirtschaft und Statistik, n° 2/1968.

<sup>(2)</sup> Prévisions des services de la Commission.

<sup>(3)</sup> Biens, services et revenus de facteurs.

<sup>(4)</sup> Aux prix de l'année précédente.

#### Remarques générales :

(a) La différence entre les données relatives aux ressources, d'une part, et celles qui concernent les emplois, d'autre part, est imputable aux variations de stocks.

(b) Les prévisions constituent des approximations qui ont été établies sur la base d'hypothèses déterminées, le plus souvent précisées dans le rapport trimestriel. Elles ont été examinées par les experts des pays membres. Leur élaboration et leur publication n'engagent que la responsabilité de la Commission.

## 2. Les perspectives

Les perspectives d'évolution pour l'année 1968 apparaissent plus favorables encore, en ce début du printemps, qu'elles n'étaient à la fin de l'an-

née dernière <sup>(1)</sup>. En effet, les facteurs internes d'expansion ont acquis, entre-temps, un dyna-

<sup>(1)</sup> Voir les considérations émises à ce sujet dans le rapport trimestriel n° 4-1967.

misme appréciable, de sorte que la poursuite de l'essor conjoncturel peut désormais être tenue pour assurée. Dans ces conditions, la croissance du produit national brut en termes réels pourrait dépasser les 4 % prévus et atteindre quelque 5 %.

Etant donné la vigueur des tendances spontanées à la reprise, le risque de voir cette progression assez vive compromise par les influences extérieures émanant de la conjoncture mondiale et des mouvements internationaux de capitaux peut être considéré comme minime. Pour l'ensemble de l'année, les *exportations* pourraient atteindre un taux de croissance encore appréciable. Il y a d'ailleurs maintes raisons de penser que les répercussions favorables, sur les autres pays de la Communauté, de la reprise conjoncturelle dans la république fédérale d'Allemagne influenceront elles-mêmes, par la suite, l'économie allemande en élargissant les débouchés à l'exportation.

La croissance toujours vigoureuse de la demande intérieure à laquelle on peut s'attendre pour les prochains mois sera encore, au début, soutenue essentiellement par l'expansion des *investissements*. Outre la poursuite d'une adaptation rapide des stocks aux chiffres d'affaires, on peut prévoir, en particulier, une forte augmentation de l'activité dans la construction. Les conditions d'une notable accélération de cette catégorie d'investissements sont, en effet, devenues plus favorables encore durant les derniers mois, puisque, à en juger d'après les informations partielles disponibles, les administrations publiques, et surtout les communes, qui sont les principaux investisseurs publics, devraient accroître plus sensiblement leurs dépenses de construction dans le courant de l'année. De plus, l'amélioration des perspectives amènera sûrement les entreprises à réviser en hausse leurs programmes d'investissement, d'autant plus qu'aucune difficulté n'est à redouter sur le plan du financement. En effet, les liquidités des entreprises sont notamment renforcées grâce au dégrèvement fiscal des stocks anciens, qui leur auront fourni, depuis le mois de février dernier, un apport total d'environ 4,5 milliards de DM. En outre, la rentabilité des entreprises devrait continuer de s'améliorer, tandis que l'offre de capitaux restera vraisemblablement abondante, à des conditions d'intérêt encore relativement favorables.

A partir du second semestre, les dépenses de *consommation privée* devraient constituer un facteur supplémentaire et appréciable d'expansion. En effet, il est probable qu'à cette époque, les progrès de productivité se ralentissant progressivement, il en résultera non seulement un accroissement plus sensible du nombre de salariés, mais aussi de notables majorations des salaires conventionnels et un glissement des salaires plus prononcé. De plus, les prélèvements des entrepreneurs individuels devraient augmenter fortement.

A ce dynamisme de la demande, dans l'ensemble très accusé, correspondra encore, durant les prochains mois, une élasticité appréciable de l'offre intérieure. En effet, il semble que les ressources de capacités techniques et de main-d'œuvre soient, pour le moment, suffisantes pour assurer une croissance rapide et exempte de tensions. Toutefois, il n'est pas exclu que de nouvelles tensions n'apparaissent par la suite, tout au moins dans des secteurs limités. Dans l'état actuel des choses, celles-ci se manifesteraient tout d'abord sur le marché de l'emploi, où l'offre intérieure de main-d'œuvre pourrait assez rapidement se révéler insuffisante, et où le maintien de l'équilibre dépendrait alors des possibilités de recours à l'offre de main-d'œuvre étrangère. En ce qui concerne les capacités techniques, une pénurie est bien moins à craindre pour le proche avenir. Certes, au cours des derniers mois, le degré d'utilisation de ces capacités a fortement augmenté dans l'industrie, et le regonflement des carnets de commandes a déjà donné lieu, çà et là, à un allongement des délais de livraison. La *production industrielle* pourra cependant, dans l'ensemble, continuer de se développer rapidement, et d'appréciables réserves de capacités restent également disponibles dans la *construction*, où, entre autres, la vague de commandes résultant du deuxième programme de relance de la conjoncture laisse prévoir une forte accélération de l'activité à partir du printemps.

De plus, une partie de la demande globale supplémentaire se répercutera sur l'étranger, en particulier sur les autres pays de la Communauté. Dès le quatrième trimestre de l'année écoulée, l'économie de la république fédérale d'Allemagne a cessé d'avoir une incidence négative sur la conjoncture mondiale, mais a, au contraire, contribué dans une mesure croissante à l'amélioration de celle-ci. La vigoureuse progression

des *importations* ne peut manquer de se poursuivre. Bien qu'elle doive entraîner une réduction des excédents du commerce extérieur, ceux-ci devraient néanmoins demeurer appréciables, étant donné l'écart important qui existe entre le niveau des importations et celui des exportations.

L'évolution des *prix* que laissent prévoir ces perspectives de développement respectif de la demande et de l'offre pourrait s'écarter graduellement de la stabilité acquise en 1967. Dès le début de 1968, l'instauration de la taxe à la valeur ajoutée a entraîné un sensible relèvement du niveau général des prix. Un nouvel enchérissement résultera, particulièrement pour la consommation privée, de l'augmentation des taux d'imposition prévue pour le milieu de l'année. En outre, quelques facteurs qui, du côté de l'offre et des coûts, exerçaient jusqu'à présent un effet modérateur sur les prix, pourraient perdre de leur influence, tandis que l'accélération prévisible du rythme d'expansion de la demande offre certaines possibilités d'accroître les marges bénéficiaires.

Il en découle, sur le plan de la *politique conjoncturelle*, qu'il faudrait de nouveau, durant les prochains mois, se préoccuper davantage du maintien de la stabilité des prix, et prendre les dispositions nécessaires pour être en mesure de prévenir le plus tôt possible la réapparition de tensions inflationnistes. La nécessité d'une politique d'expansion contrôlée augmente donc à mesure que les facteurs de croissance conjoncturelle retrouvent leur dynamisme propre.

Il conviendrait toutefois, dans les premiers temps, de demeurer très attentif à l'affermissement de la reprise conjoncturelle. La politique monétaire, en particulier, devrait peut-être viser davantage à faire baisser le niveau encore relativement élevé des taux d'intérêt, et utiliser la marge d'action existante — notamment sur le plan international — pour susciter sur le marché des capitaux une évolution des taux d'intérêt plus conforme aux impératifs de la politique conjoncturelle. Cet effort devrait aller de pair avec une politique de la dette publique tendant à décharger autant que possible le marché financier. Mais ceci implique de nouveau un financement monétaire très important des déficits budgétaires, puisque, d'après les informations les plus récentes, les besoins de crédits, et en

particulier ceux du Bund, devraient encore atteindre, en 1968, leur niveau exceptionnellement élevé de l'année précédente. Il est vrai qu'à court terme un financement monétaire de déficits de l'ordre d'importance prévu serait encore acceptable du point de vue de la stabilité intérieure; à plus longue échéance, cependant, il importe, dans le cadre de l'ajustement annuel et de la poursuite de la programmation financière, d'intensifier notablement les efforts visant à l'amélioration structurelle de l'ensemble des finances publiques, objectif qui pourrait notamment requérir un freinage efficace de l'expansion des dépenses.

### 3. La situation économique à Berlin-Ouest

En 1967, l'économie berlinoise a été un peu plus touchée que celle du territoire fédéral par le ralentissement de la conjoncture. Le produit national brut en termes réels a diminué d'un peu plus de 1 %. Le creux de la récession s'est situé au troisième trimestre; il a été suivi d'un alignement sur le redressement conjoncturel observé sur le territoire fédéral.

L'évolution des *exportations* de marchandises a nettement reflété la faiblesse de la conjoncture dans la République fédérale. C'est ainsi que les ventes sur le territoire fédéral n'ont pu s'accroître que de 3,1 % par rapport à 1966. En revanche, les exportations de marchandises à destination de l'étranger ont progressé d'environ 9 %, constituant ainsi un élément de soutien appréciable de la production et de l'emploi.

Dans l'ensemble, la *formation brute de capital fixe* a régressé de 1966 à 1967. Ce recul a tenu exclusivement au fléchissement sensible des investissements d'équipement, qui a atteint 8,5 % en volume, tandis que l'expansion des investissements sous forme de construction se poursuivait au contraire, mais à un rythme ralenti. Le second semestre a toutefois vu s'amorcer une reprise des investissements d'équipement.

Les dépenses de *consommation privée*, qui, au début de 1967, avaient encore exercé un effet expansionniste appréciable sur l'activité économique, ont ensuite accusé un fléchissement conjoncturel plus marqué que sur le territoire fédéral. Bien que l'augmentation des revenus de transfert ait été particulièrement forte en 1967,

elle n'a pourtant pas entièrement compensé la progression ralentie des revenus du travail.

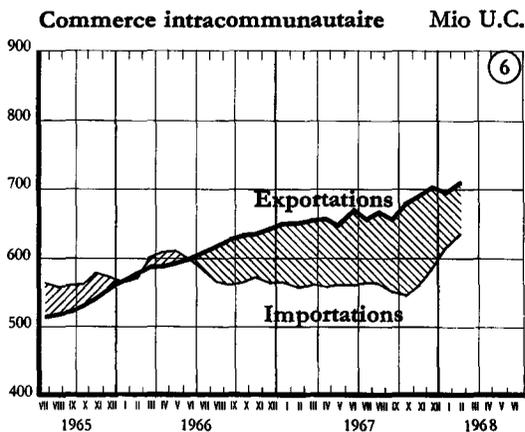
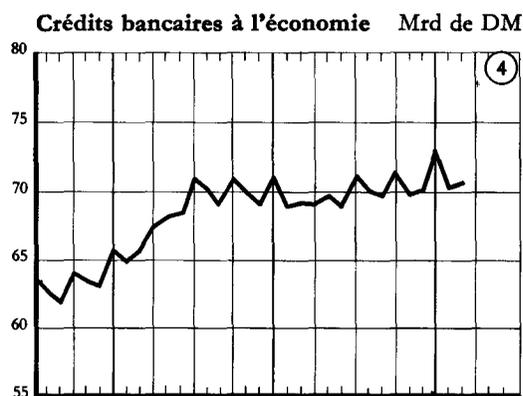
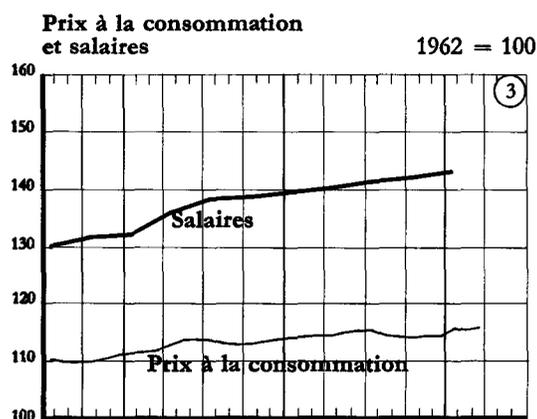
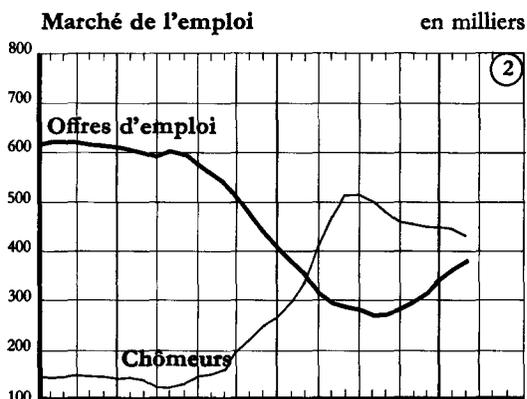
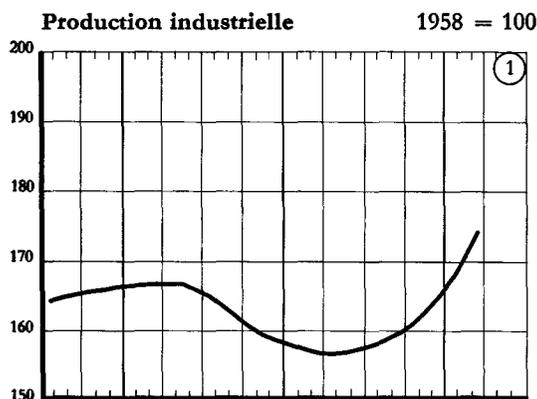
Sur le *marché de l'emploi*, l'aggravation conjoncturelle du chômage est restée relativement limitée, grâce à l'activité assez vive qui a été observée dans la construction. A fin décembre, le taux de chômage, notablement moins élevé que sur le territoire fédéral, s'élevait à 1,8 % du nombre de personnes actives salariées. Alors qu'à cette époque 8,5 % seulement des chômeurs berlinois émanaient du secteur de la construction (contre près de 20 % pour le territoire fédéral), la proportion atteignait un peu moins de 20 % dans la métallurgie, et quelque 14 % pour le personnel administratif et les employés de bureau (contre 11 % et 6 % environ sur le territoire fédéral).

La *production industrielle* a diminué de 4,6 % de 1966 à 1967, mais une reprise assez nette a été observée vers la fin de l'année. Ceci est surtout le cas pour la construction mécanique et l'industrie électrotechnique, qui, à elles deux, fournissent environ 35 % de la production industrielle berlinoise. Dans l'industrie du vêtement, la situation des ventes s'est également améliorée ces derniers temps.

Les *perspectives* d'évolution au cours des prochains mois laissent présager que le redressement de la conjoncture se poursuivra. Les inscriptions de commandes dans l'industrie manufacturière, qui, l'année dernière, avaient diminué de 2,4 % en moyenne, ont dépassé de 10 %, au quatrième trimestre, le niveau enregistré un an auparavant. Grâce à la reprise de la demande émanant du territoire fédéral et aux commandes toujours importantes du secteur public, le rythme d'expansion de l'économie berlinoise devrait se rapprocher progressivement, au cours de l'année 1968, de celui qui est observé sur le territoire fédéral.

Pour que la propension à investir puisse continuer à se renforcer à plus long terme, il faudrait que la lumière soit faite à bref délai sur les formes que revêtira, à l'avenir, l'aide à l'économie berlinoise. En matière de politique économique, la prorogation de la loi sur l'aide à Berlin, qui arrive à expiration à la fin de 1969, offrirait la possibilité d'aménager le système d'aide tout en conservant le niveau actuel de préférence, de façon à susciter, à plus long terme, une amélioration qualitative de la structure économique de Berlin, également souhaitable sur le plan de la politique conjoncturelle.

INDICATEURS ÉCONOMIQUES



REMARQUES :

Source : Office statistique des Communautés européennes (O.S.C.E.) (sauf mention contraire).

Graphique 1 : Courbe de tendance; estimation établie sur la base des indices de l'O.S.C.E. (non compris la construction ni l'industrie des denrées alimentaires, boissons et tabacs) corrigés des variations saisonnières et accidentelles.

Graphique 2 : Tendence sur la base des séries désaisonnalisées.

Graphique 3 : Source : Statistisches Bundesamt. Indice du coût de la vie au milieu du mois. Indice des gains horaires bruts moyens dans l'industrie (y compris la construction).

Graphique 4 : Crédits à court terme aux entreprises et particuliers à l'intérieur du pays.

Graphiques 5 et 6 : Séries corrigées des variations saisonnières. Moyennes mobiles sur trois mois. Les exportations sont comptées f.o.b., et les importations c.a.f. Conversion sur la base des taux de change officiels. 1 U.C. = 1 unité de compte = 0,888671 gramme d'or fin = 1 dollar US au taux de change officiel.

République fédérale d'Allemagne

TABLEAU 1: Données de base pour 1967

Superficie totale (1000 km <sup>2</sup> )	248,5
Population totale (1000)	59 873
Densité par km <sup>2</sup>	241
Population active occupée (1000)	26 292
Répartition en % de la population active occupée par grands secteurs d'activité :	
— Agriculture	10,6
— Industrie	48,4
dont : Construction	8,1
— Services	41,0
Répartition en % du produit intérieur brut :	
— Agriculture	5,1
— Industrie	49,4
dont : Construction	7,7
— Services	45,5
Produit national brut par tête (DM)	8 077

TABLEAU 2: Évolution de quelques grandeurs économiques importantes

	Variations en volume par rapport à l'année précédente (en %)								Indice en volume 1958 = 100	% du P.N.B. (aux prix cou- rants)
	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1967	1967
Produit national brut	8,8	5,4	4,2	3,4	6,6	5,6	2,3	— 0,1	152	—
Production industrielle	10,7	6,3	4,5	2,7	8,5	6,7	1,9	— 2,2	158	—
Importations totales	16,9	8,1	11,4	8,0	10,7	15,0	2,8	— 0,4	232	19,6
Consommation privée	6,9	6,8	5,9	2,9	5,3	6,3	3,5	0,6	153	58,2
Consommation publique	7,6	7,8	11,5	7,5	— 0,5	6,9	1,1	3,2	168	16,6
Formation brute de capital fixe	11,3	9,4	5,9	2,9	12,0	6,5	0,2	— 7,7	165	22,7
Exportations totales	13,0	3,5	3,9	9,0	9,6	7,2	11,0	9,2	212	22,9
Produit national brut par tête	7,7	4,0	2,8	2,2	5,3	4,3	1,2	— 0,5	138	—
Produit national brut par personne active occupée	7,0	4,0	3,4	3,0	6,2	4,9	2,6	2,9	148	—

TABLEAU 3 : Commerce extérieur (évolution à prix courants)

	Variations par rapport à l'année précédente (en %)							Indice 1958 = 100	Valeur absolue (Mio. u.c.)	% du total
	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967			
<b>Exportation de marchandises</b>										
Total	11,1	4,5	10,2	10,9	10,3	12,5	8,0	247	21 736	100
Intra-C.E.E.	19,6	20,9	20,8	8,4	6,7	16,0	9,4	333	8 002	36,8
Extra-C.E.E.	7,6	1,0	4,7	12,5	12,4	10,6	7,2	215	13 734	63,2
<b>Exportation de produits alimentaires, boissons, tabacs</b>										
Total	4,3	7,3	16,0	20,5	25,0	- 2,0	27,0	206	541	2,5
Intra-C.E.E.	1,0	8,1	23,9	22,1	22,6	6,6	61,2	436	285	1,3
Extra-C.E.E.	6,3	6,9	11,5	19,5	26,6	- 7,3	2,7	218	255	1,2
<b>Exportation de matières premières et produits industriels</b>										
Total	11,3	4,5	10,1	10,8	10,0	12,9	7,5	246	21 195	97,5
Intra-C.E.E.	20,1	12,2	20,8	8,1	6,3	16,3	8,1	330	7 717	35,5
Extra-C.E.E.	7,6	0,9	4,6	12,3	12,1	11,0	7,2	214	13 478	62,0
<b>Importation de marchandises</b>										
Total	8,3	12,2	6,0	12,2	19,6	3,2	- 3,7	236	17 352	100
Intra-C.E.E.	13,3	16,6	8,7	17,4	30,7	4,2	- 1,1	362	6 864	39,6
Extra-C.E.E.	6,1	10,3	4,7	9,7	13,6	2,5	- 5,4	192	10 488	60,4
<b>Importation de produits alimentaires, boissons, tabacs</b>										
Total	7,9	20,1	- 8,3	8,3	21,6	2,4	- 4,2	184	3 582	20,6
Intra-C.E.E.	15,8	15,9	- 0,0	9,3	28,0	6,8	0,1	286	1 442	8,3
Extra-C.E.E.	4,4	22,2	- 12,2	7,8	18,1	- 0,1	- 6,9	149	2 140	12,3
<b>Importation de matières premières et produits industriels</b>										
Total	8,4	9,9	10,7	13,3	19,0	3,3	- 3,6	254	13 769	79,4
Intra-C.E.E.	12,5	16,8	11,5	19,7	31,3	3,5	- 1,4	389	5 422	31,3
Extra-C.E.E.	6,7	6,8	10,3	10,2	12,5	3,2	- 5,0	207	8 347	48,1

TABLEAU 4 : Principaux indicateurs mensuels

	Année	Janv.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juill.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
<b>Production industrielle (1958 = 100)</b>	1966	151	156	162	168	167	168	153	142	162	166	169	156
	1967	144	149	153	158	158	157	149	138	161	168	176	174
	1968	152	159										
<b>Chômeurs (en 1000)</b>	1966	269	236	141	121	108	101	102	106	113	146	216	372
	1967	621	674	576	501	458	401	377	359	341	361	395	526
	1968	673	590	460									
<b>Entrées de commandes : total (1958 = 100)</b>	1966	173	178	216	193	193	188	176	170	192	192	183	169
	1967	160	162	187	176	179	190	171	170	194	216	207	195
	1968	184	189										
<b>dont : intérieures</b>	1966	163	170	208	186	185	178	169	161	184	181	169	150
	1967	144	145	171	163	165	171	160	158	182	206	192	173
	1968	163	171										
<b>extérieures</b>	1966	211	213	250	227	230	234	207	208	232	243	248	255
	1967	229	239	260	237	243	277	227	223	249	261	271	291
	1968	274	269										
<b>Construction : autorisations de bâtir (Mrd DM)</b>	1966	2,95	2,97	4,00	3,75	3,85	4,03	4,15	4,03	4,04	4,13	3,33	3,47
	1967	2,76	2,68	3,11	3,50	3,32	3,69	3,78	3,60	3,70	4,35	3,88	3,13
	1968												
<b>Consommation privée : vente au détail (1958 = 100)</b>	1966	147	147	179	179	176	165	177	162	168	182	194	242
	1967	155	148	181	171	174	172	174	165	171	181	195	259
	1968	152	151	178									
<b>Importations totales de marchandises (Mio u.c.)</b>	1966	1 446	1 397	1 685	1 476	1 541	1 544	1 478	1 449	1 482	1 607	1 530	1 533
	1967	1 393	1 276	1 442	1 406	1 403	1 556	1 401	1 408	1 414	1 579	1 613	1 653
	1968	1 553	1 538	1 659									
<b>Exportations totales de marchandises (Mio u.c.)</b>	1966	1 492	1 490	1 757	1 559	1 701	1 645	1 708	1 537	1 727	1 809	1 719	2 012
	1967	1 750	1 629	1 816	1 867	1 724	1 884	1 726	1 654	1 791	1 989	1 906	2 025
	1968	1 869	1 862	2 102									
<b>Solde de la balance commerciale (Mio u.c.)</b>	1966	+ 46	+ 93	+ 72	+ 83	+ 160	+ 101	+ 230	+ 88	+ 246	+ 201	+ 189	+ 479
	1967	+ 357	+ 352	+ 373	+ 461	+ 321	+ 327	+ 325	+ 246	+ 377	+ 410	+ 292	+ 372
	1968	+ 316	+ 324	+ 443									
<b>Réserves officielles en or et en devises (Mio u.c.)</b>	1966	6 190	6 139	6 150	6 072	5 974	6 193	6 441	6 433	6 454	6 616	6 652	6 771
	1967	6 490	6 684	6 759	6 723	6 759	6 702	6 639	6 690	6 808	6 737	6 914	6 853
	1968	6 486	6 749	7 030									
<b>Disponibilités monétaires (Mrd DM)</b>	1966	74,0	74,5	74,2	75,9	76,9	77,7	77,7	77,3	76,7	76,5	79,3	79,5
	1967	74,4	76,3	75,6	77,0	77,6	78,7	79,3	79,7	80,2	80,5	84,2	87,8
	1968	81,5	81,3										

## République fédérale d'Allemagne

### REMARQUES

Source : Office statistique des Communautés européennes (sauf mention contraire).

#### Tableau 1

- Population totale : moyenne annuelle estimée.
- Population active occupée : moyenne annuelle estimée. Répartition par secteurs d'activité : 1966. Source : Statistisches Bundesamt.
- Répartition du produit intérieur brut au coût des facteurs : 1966. Industrie y compris l'artisanat. Source : Statistisches Bundesamt.
- Produit national brut aux prix du marché.

#### Tableau 2

- Variations aux prix de 1958 (pour 1967, aux prix de 1954).
- Produit national brut aux prix du marché.
- Production industrielle : valeur ajoutée par l'industrie (y compris l'artisanat).
- Exportations et importations totales : biens, services et revenus de facteurs.

#### Tableau 3

- Exportations f.o.b., importations c.a.f. Conversion sur la base des taux de change officiels. Le regroupement des produits est effectué sur la base de la « Classification statistique et tarifaire pour le Commerce international » (C.S.T.) : produits alimentaires, boissons et tabacs : groupes C.S.T. 0 et 1; matières premières et produits industriels : groupes C.S.T. 2 à 9.

#### Tableau 4

- Production industrielle. Source : Statistisches Bundesamt. Ensemble de l'industrie, y compris la construction, corrigé de l'inégalité des mois.
- Nombre de chômeurs : situation en fin de mois; chiffres non désaisonnalisés. Source: Bundesanstalt für Arbeitsvermittlung und Arbeitslosenversicherung.
- Entrées de commandes. Source : Statistisches Bundesamt. Industrie manufacturière (sans les industries alimentaires). Indice de valeur brut.
- Construction. Source : Statistisches Bundesamt. Autorisations de bâtir, devis pour le coût de la construction (sauf génie civil).
- Consommation privée. Source : Statistisches Bundesamt. Indice de valeur du chiffre d'affaires du commerce de détail.
- Exportations f.o.b., importations c.a.f. Conversion sur la base des taux de change officiels. Source : Statistisches Bundesamt.
- Réserves officielles en or et en devises : réserves brutes en or et devises convertibles de la Bundesbank. Situation en fin de mois.
- Disponibilités monétaires : billets et monnaies divisionnaires en circulation (sans les encaisses des instituts de crédit) et dépôts à vue des entreprises non bancaires et des particuliers résidents (sans les dépôts des pouvoirs publics auprès de la Bundesbank). Situation en fin de mois.

## B. France

*La reprise de l'expansion conjoncturelle, qui s'était amorcée dès l'été 1967, s'est poursuivie au cours des premiers mois de 1968, grâce surtout au dynamisme de la demande extérieure et à l'action stimulante exercée par la gestion du budget de l'Etat. Les dépenses de consommation privée ont sans doute augmenté à un rythme un peu plus soutenu, en liaison avec un certain raffermissement dans l'évolution de l'emploi et une progression légèrement plus accentuée des revenus disponibles.*

*Dans ces conditions, la production intérieure — notamment la production industrielle — et les importations ont continué de croître. Les tendances conjoncturelles à la hausse des prix sont restées relativement modérées, bien que la mise en vigueur de la réforme de la taxe sur la valeur ajoutée se soit traduite, au début de l'année, par une augmentation sensible du coût de la vie.*

*Pour consolider la reprise conjoncturelle et parer aux risques de ralentissement momentané qui pesaient sur la croissance économique du fait de l'intervention de facteurs particuliers, les pouvoirs publics ont adopté à la mi-janvier 1968 un plan de soutien de l'activité économique, qui s'exerce à la fois en faveur de la consommation et des investissements. Ainsi, l'expansion de la demande devrait devenir relativement rapide en cours d'année. Dans la mesure où cette prévision se réalisera, il sera alors opportun d'accorder une attention accrue à ce que soient maintenues les conditions favorables à l'équilibre interne et que soit évitée une détérioration trop forte de l'équilibre externe. A cet égard, la gestion budgétaire au cours du deuxième semestre de 1968 jouera un rôle déterminant.*

### 1. L'évolution au cours des derniers mois

Stimulé par une demande extérieure de plus en plus dynamique et étayé par une action conjoncturelle de l'Etat visant notamment à atténuer les conséquences à court terme de certaines mesures structurelles d'assainissement et de modernisation, le redressement de la croissance économique engagé depuis l'été 1967 s'est poursuivi au cours des derniers mois de l'année et au début de 1968 à un rythme qui, sans être très rapide, n'en est pas moins soutenu.

Un des principaux facteurs d'expansion a été la *demande extérieure*. En particulier, les exportations de marchandises, en reprise graduelle depuis le printemps de 1967, ont encore amplifié leur mouvement d'expansion au cours des derniers mois; de juillet 1967 à février 1968, leur rythme de progression, exprimé en taux

annuel, a dépassé 20 %. En janvier-février 1968, elles étaient supérieures de 14 % en valeur au niveau qu'elles avaient atteint l'an dernier à la même époque. A l'expansion déjà constatée des exportations vers l'Italie, l'UEBL et les Pays-Bas, est venue s'ajouter, de façon décisive, la reprise récente des ventes à la république fédérale d'Allemagne où la croissance économique est maintenant très vigoureuse. A l'exception notamment des ventes aux Etats-Unis et au Royaume-Uni, les exportations vers les pays non membres sont toutefois devenues plus hésitantes, en particulier vers la zone franc et les autres pays en voie de développement.

Cette expansion de la demande extérieure et la disparition de certains facteurs négatifs qui avaient manifesté leurs effets avant l'entrée en vigueur de la réforme des taxes sur la valeur ajoutée au 1<sup>er</sup> janvier 1968 — tels que le com-

portement très restrictif adopté par les commerçants dans le domaine du stockage — ont entraîné au cours des derniers mois une amélioration de l'activité et des revenus, et, de ce fait, le maintien — voire une légère accentuation — de la progression de la demande intérieure.

L'expansion des dépenses d'*investissement fixe* s'est poursuivie depuis l'automne précédent, mais à un rythme un peu ralenti malgré la vive augmentation des dépenses d'investissement des administrations et des entreprises publiques. En effet, après les efforts vigoureux que les entrepreneurs avaient été incités à fournir en 1966 et pendant une grande partie de 1967, la progression des investissements productifs privés semble avoir accusé une pause momentanée, comme en témoigne l'évolution des commandes reçues par les industries de biens d'équipement.

Par contre, l'évolution des *stocks*, qui avait exercé des influences déprimantes sur la conjoncture en 1967, devrait s'être au moins stabilisée, sinon raffermissée au cours des derniers mois. En particulier, un processus de reconstitution des stocks pourrait s'être amorcé au niveau du commerce depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1968, date de la mise en œuvre de la réforme des taxes sur la valeur ajoutée.

La progression des dépenses de *consommation privée*, qui avait déjà marqué une sensible amélioration à l'automne de 1967, s'est vraisemblablement accélérée vers la fin du premier trimestre de 1968. L'élément déterminant à cet égard a sans doute été une évolution de nouveau plus favorable des revenus des ménages, aussi bien du côté des revenus salariaux que du côté des revenus des entrepreneurs individuels, du fait de la reprise de la production et des ventes. En outre, le gouvernement a décidé de relever le SMIG de 3,26 % et le SMAG de 3,8 % à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1968; une majoration anticipée des allocations familiales et des prestations de vieillesse a été également appliquée au 1<sup>er</sup> février 1968. Certes, quelques facteurs exceptionnels ont perturbé la progression, d'un mois à l'autre, des revenus disponibles, mais, exerçant leurs effets en sens divers, tout laisse à penser qu'ils n'ont pas modifié la tendance à une expansion un peu raffermissée des revenus disponibles des ménages : prélèvement accru au titre des cotisations à la Sécurité sociale, et, à l'inverse, déduction fiscale de 100 francs accordée par le gouvernement au titre de

l'impôt versé en 1967, et nouvelle déduction de 15 % du premier tiers provisionnel versé en 1968. Il est d'ailleurs probable que les hausses de prix qui ont été observées pour certains postes de la consommation privée — coûts des soins médicaux, produits alimentaires — et qui résultaient, soit des dispositions appliquées en matière de sécurité sociale au 1<sup>er</sup> novembre 1967, soit de la mise en œuvre de la réforme de la taxe sur la valeur ajoutée au 1<sup>er</sup> janvier 1968, ont entraîné, de façon autonome et momentanée, un surcroît de dépenses des ménages, au détriment de leur taux d'épargne.

L'accélération intervenue dans la progression de la demande extérieure et l'expansion continue de la demande intérieure se sont traduites par une poursuite de la croissance très régulière de la production industrielle. L'indice de *production industrielle* de l'INSEE — désaisonnalisé, bâtiment exclu — qui avait déjà augmenté de 2 % environ entre le troisième et le quatrième trimestre de 1967, a maintenu ce rythme de progression au cours des premiers mois de 1968. Malgré le vif développement des commandes publiques, la production dans le bâtiment et les travaux publics a reflété encore une certaine hésitation dans la demande de logements, dont le redressement est resté limité jusqu'ici aux habitations sociales.

Etant donné que cette croissance de la production a été réalisée grâce à d'importants progrès de productivité, la situation de l'*emploi* ne s'est que peu améliorée dans cette phase initiale de reprise. Cependant, la durée hebdomadaire du travail devrait s'être légèrement accrue au cours des derniers mois et, tout récemment, les effectifs salariés occupés ont, semble-t-il, accusé un certain redressement. En tout cas, des tendances très nettes à la stabilisation sont apparues sur le marché du travail, comme en témoignent les mouvements observés dans les offres et les demandes d'emploi non satisfaites.

L'augmentation des *importations* a été très vive : elle a surtout porté sur les biens de consommation et aussi, pour une part non négligeable, sur les matières premières en raison de l'adaptation graduelle des stocks à un niveau de production plus élevé. En janvier-février 1968, les importations de marchandises dépassaient de quelque 5 % en volume le niveau qu'elles avaient atteint un an auparavant.

*Emplois et ressources de biens et services*

	1965 <sup>(1)</sup>	1966 <sup>(1)</sup>		1967 <sup>(2)</sup>		1968 <sup>(3)</sup>	
	Aux prix cou- rants en milliards de FF	Variations par rapport à l'année précédente en %					
		Volume	Valeur	Volume	Valeur	Volume	
Exportations <sup>(4)</sup>	70,0	+ 6,9	+ 8,2	+ 5	+ 4,5	+ 7,5	
Formation brute de capital fixe	100,6	+ 6,2	+ 8,4	+ 7,5	+ 9,5	+ 6,5	
Consommation des administrations	62,4	+ 3,4	+ 6,8	+ 5	+ 8,5	+ 5,5	
Consommation des ménages	295,5	+ 4,9	+ 7,8	+ 4	+ 7	+ 4,5	
Produit national brut	464,7	+ 4,9	+ 7,7	+ 4	+ 7	+ 5	
Importations <sup>(4)</sup>	65,4	+ 11,1	+ 13,2	+ 5	+ 5	+ 10	

<sup>(1)</sup> Office statistique des Communautés européennes, « Comptes nationaux 1957 à 1966 ».

<sup>(2)</sup> Estimations des services de la Commission.

<sup>(3)</sup> Prévisions des services de la Commission.

<sup>(4)</sup> Biens, services et revenus de facteurs.

*Remarques générales :*

(a) La différence entre les données relatives aux ressources et celles qui concernent les emplois est imputable aux variations de stocks.

(b) Les estimations et les prévisions constituent des approximations qui ont été établies sur la base d'hypothèses déterminées, le plus souvent précisées dans le rapport trimestriel. Elles ont été examinées par les experts des pays membres. Leur élaboration et leur publication n'engagent que la responsabilité de la Commission.

Comme il a déjà été noté, certains facteurs exceptionnels ont conféré aux récentes hausses de *prix* une tendance nettement plus accentuée : les majorations de certains tarifs publics, à l'automne, l'augmentation du coût des soins médicaux en novembre dernier et les effets de la réforme de la fiscalité indirecte sur les prix de détail, au début de l'année 1968, ont provoqué une majoration de l'indice INSEE du coût de la vie de 2,4 % entre septembre 1967 et janvier 1968, contre 1,1 % un an plus tôt. De janvier 1967 à janvier 1968, l'augmentation du coût de la vie a atteint 4,0 %. Il convient de noter que l'enchérissement rapide observé au cours des derniers mois n'a qu'un caractère momentané et ne correspond nullement à la tendance conjoncturelle à la hausse des prix, qui reste très modérée; il n'en exerce pas moins un

prélèvement sensible sur le développement du pouvoir d'achat des revenus.

L'amplification du mouvement d'exportation a permis à la *balance commerciale* de marquer une nette amélioration et de revenir, au début de l'année 1968, à un niveau proche de l'équilibre. La tendance au redressement graduel de la *balance des paiements courants*, déjà constatée au cours de l'année 1967, devrait donc s'être maintenue au cours des derniers mois. La légère diminution des *réserves officielles d'or et de devises* observée depuis la fin du mois de novembre 1967 peut s'expliquer surtout par le rapatriement partiel des capitaux transférés en France lors des récents événements monétaires internationaux.

L'évolution des *liquidités intérieures* au cours des derniers mois n'a pas subi de modifications essentielles par rapport aux tendances qui avaient été décrites pour le quatrième trimestre de 1967 dans le précédent rapport trimestriel; exception faite de fluctuations momentanées liées aux dates de recouvrements d'impôts, l'action de la trésorerie publique a continué de stimuler la création de liquidités, à laquelle participe également la forte expansion des crédits bancaires à l'économie. Les taux d'intérêt pratiqués sur le *marché monétaire* ont légèrement augmenté, à la suite notamment des événements monétaires internationaux, mais l'institut d'émission est intervenu pour contenir ce mouvement dans des limites très étroites.

## 2. Les perspectives

Le rapport trimestriel n° 4-1967 notait que la reprise de la croissance économique amorcée depuis l'été 1967 devrait se poursuivre et s'affermir en 1968, grâce surtout à une expansion plus homogène des différentes composantes de la demande intérieure et au dynamisme de la demande extérieure : ces perspectives demeurent valables. Il était également indiqué que le risque ne pouvait toutefois être entièrement exclu de voir l'évolution conjoncturelle s'écarter momentanément — surtout en début d'année — de cette tendance de base à l'expansion, du fait que d'importantes réformes de structure — notamment dans le domaine de la fiscalité — seraient appliquées en 1968. Aussi était-il suggéré que des mesures soient éventuellement prises, à effet immédiat mais limité dans le temps, qui permettent d'accentuer temporairement l'évolution des revenus disponibles des ménages afin d'éviter que l'apparition d'une hausse importante et autonome du niveau des prix à la consommation ne détermine une contraction excessive dans l'expansion en volume de la consommation privée.

C'est sans doute dans cette perspective et aussi en liaison avec les dangers que peuvent comporter pour l'économie internationale les mesures adoptées ou en cours d'adoption au Royaume-Uni et aux Etats-Unis, qu'il faut situer le plan de soutien conjoncturel de l'activité économique décidé par le gouvernement à la mi-janvier 1968.

Ce plan de soutien s'exerce à la fois en faveur de la consommation privée et de l'investissement. Dans le premier cas, les mesures prises

ont des effets pratiquement immédiats, puisqu'elles comportent des majorations anticipées pour les allocations de vieillesse (12 % au 1<sup>er</sup> février, au lieu du 1<sup>er</sup> octobre 1968) et pour les allocations familiales (4,5 % au 1<sup>er</sup> février, au lieu du 1<sup>er</sup> août 1968), ainsi qu'une diminution de 15 % du montant du premier tiers provisionnel payable au 15 février 1968, qui renforce les dispositions législatives déjà adoptées pour 1968 en matière d'allègement de la fiscalité directe; en outre, la taxe de circulation sur les viandes est réduite de 40 %. L'ensemble de ce premier groupe de mesures représente un coût budgétaire global pour l'Etat. de 1 410 millions de francs, dont la majeure partie — 1 260 millions — interviendra en 1968 : le stimulant ainsi apporté à la consommation des ménages peut être estimé, en année pleine, à 0,3 % environ.

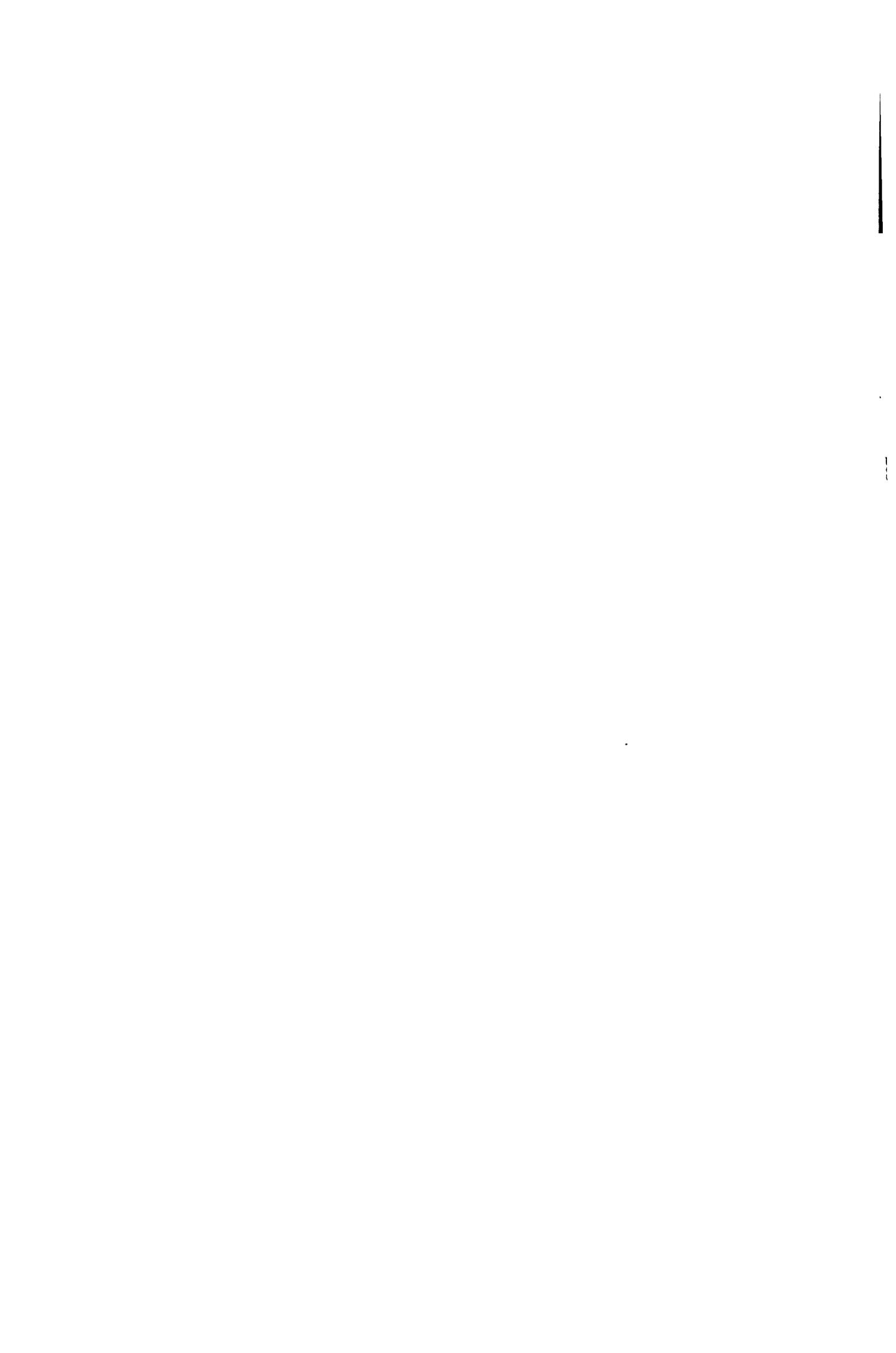
Les mesures arrêtées en faveur des investissements productifs exerceront leurs effets de façon plus progressive au cours des prochains mois. Il a été décidé, en particulier, d'aménager le régime transitoire de dégrèvement de la TVA pour certaines catégories de biens d'investissement — soit une moins-value de recettes fiscales de l'ordre de 800 millions de francs en 1968 — et d'accorder une dotation supplémentaire de 1 250 millions de francs au Fonds de développement économique et social (FDES) pour le financement de prêts aux entreprises nationales et privées. En outre, une relance est prévue dans le domaine du logement, par une amélioration des mécanismes de financement, par une restructuration des catégories et des loyers des logements sociaux et par un financement de 10 000 HLM supplémentaires.

Les montants globaux engagés par ce plan de soutien conjoncturel s'établissent à 4,4 milliards de francs, dont près de 4 milliards pour la seule année 1968. La charge additionnelle supportée par le budget de l'Etat sera de l'ordre de 3,4 milliards de francs en 1968, soit environ 0,6 % du produit national brut. De ce fait, le déficit budgétaire prévu pour 1968, que la loi de finances initiale avait établi à près de 2 milliards de francs, atteint dès à présent environ 5,5 milliards. Si l'on tient compte notamment de l'utilisation des crédits de report de l'année 1967, on ne peut guère s'attendre que le découvert d'exécution des lois de finances en 1968 soit nettement inférieur au montant de 6,5 milliards de francs qui avait été enregistré en 1967.

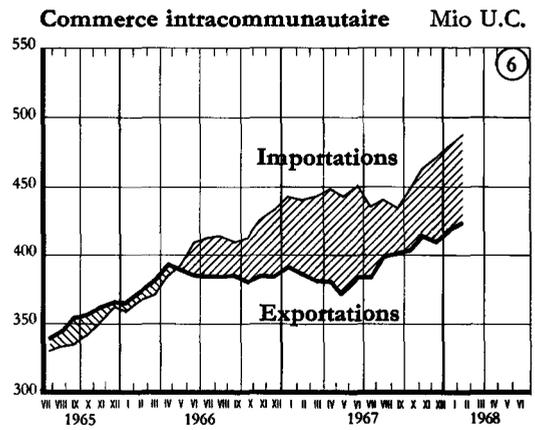
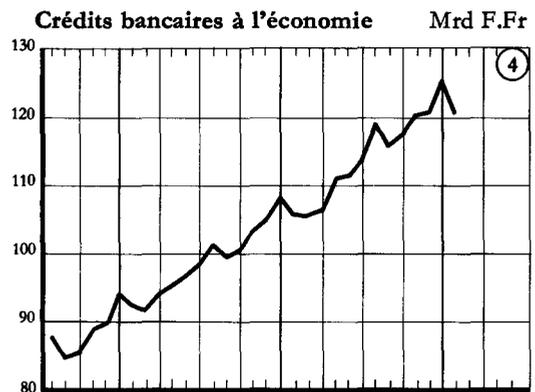
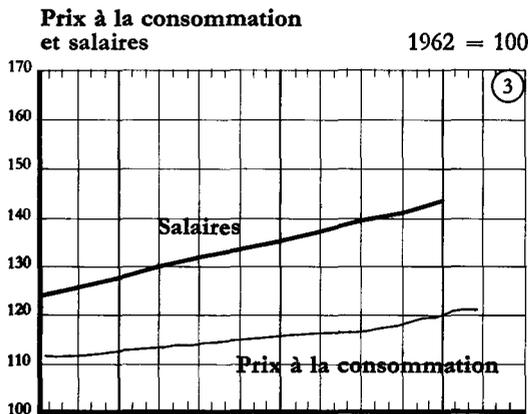
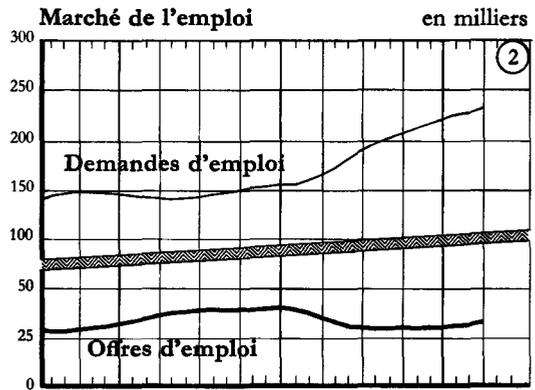
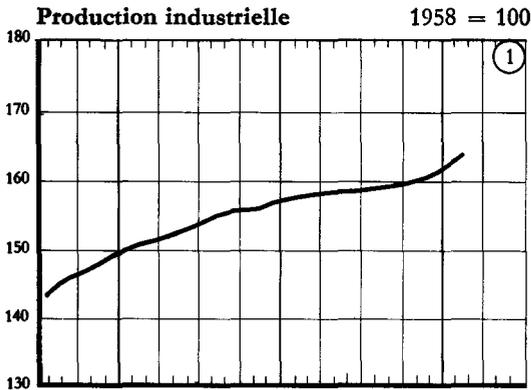
L'ampleur du programme ainsi mis en œuvre ne laisse plus peser de grandes incertitudes sur les prévisions d'évolution conjoncturelle pour les prochains mois : l'expansion de la production devrait se poursuivre et même, dans le cours ultérieur de 1968, s'accroître sous les impulsions conjuguées d'une demande de consommation en progression plus sensible du fait de l'évolution favorable des revenus disponibles, et d'un développement de l'activité d'investissement déterminé par une meilleure appréciation des possibilités de ventes et de profits. Un certain ajustement des perspectives quantitatives fournies dans le précédent rapport trimestriel devient donc nécessaire; en particulier, la progression du produit national brut en volume, entre 1967 et 1968, pourrait dépasser le taux de 4,5 % initialement prévu et avoisiner 5 %.

La vigueur de l'expansion de la demande à laquelle on peut maintenant s'attendre pour

l'année 1968 conduit à accorder une attention accrue à l'évolution des coûts et des prix. En effet, il y a lieu, dans cette nouvelle phase conjoncturelle, de maintenir des conditions favorables à l'équilibre interne et d'éviter une dégradation trop forte de l'équilibre externe, pour assurer à l'économie une croissance suffisamment rapide et durable. Une contribution décisive à cet égard serait fournie par une politique budgétaire qui se bornerait ultérieurement, quand les forces endogènes d'expansion seront revenues assez fortes, à accompagner l'expansion. En particulier, il serait alors opportun d'utiliser d'éventuelles plus-values fiscales pour réduire un déficit budgétaire qui, dans le cas contraire, pourrait atteindre un niveau tel qu'il limiterait sensiblement la marge d'action future de la politique conjoncturelle. Le Conseil des Communautés européennes a d'ailleurs attiré l'attention sur ce problème dans sa recommandation du 9 mars 1968 sur la politique conjoncturelle à suivre en 1968.



INDICATEURS ÉCONOMIQUES



REMARQUES :

Source : Office statistique des Communautés européennes (O.S.C.E.) (sauf mention contraire).

Graphique 1 : Courbe de tendance; estimation établie sur la base des indices de l'O.S.C.E. (non compris la construction ni l'industrie des denrées alimentaires, boissons et tabacs) corrigés des variations saisonnières et accidentelles.

Graphique 2 : Source: I.N.S.E.E. Séries désaisonnalisées. Moyennes mobiles sur trois mois. Situation au 1<sup>er</sup> du mois.

Graphique 3 : Source: I.N.S.E.E. Indice national des prix à la consommation (259 articles). Indice du taux des salaires horaires, toutes activités, France entière.

Graphique 4 : Source: Conseil national du Crédit. Crédits à court terme (jusqu'à deux ans) des organismes monétaires aux entreprises et aux particuliers — chiffres en fin de période.

Graphiques 5 et 6 : Séries corrigées des variations saisonnières. Moyennes mobiles sur trois mois. Les exportations sont comptées f.o.b., et les importations c.a.f. Conversion sur la base des taux de change officiels. 1 U.C. = 1 unité de compte = 0,888671 gramme d'or fin = 1 dollar US au taux de change officiel.

France

TABLEAU 1: Données de base pour 1966

Superficie totale (1000 km <sup>2</sup> )	551,2
Population totale (1000)	49 275
Densité par km <sup>2</sup>	89
Population active occupée (1000)	19 675
Répartition en % de la population active civile occupée par grands secteurs d'activité :	
— Agriculture	16,7
— Industrie	39,9
dont : Construction	9,6
— Services	43,4
Répartition en % du produit intérieur brut :	
— Agriculture	8
— Industrie	41
dont : Construction	8
— Services	52
Produit national brut par tête (Ffr)	10 132

TABLEAU 2 : Évolution de quelques grandeurs économiques importantes

	Variations en volume par rapport à l'année précédente (en %)							Indice en volume 1958 = 100	% du P.N.B. (aux prix cou- rants)
	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1966	1966
Produit national brut	+ 7,4	+ 4,4	+ 7,1	+ 4,8	+ 6,0	+ 4,5	+ 4,9	151	—
Production industrielle	+ 7,6	+ 5,5	+ 6,7	+ 5,8	+ 7,4	+ 4,3	+ 5,8	155	—
Importations totales	+16,5	+ 7,0	+ 8,7	+12,2	+12,2	+ 3,6	+11,1	193	14,8
Consommation privée	+ 5,6	+ 5,9	+ 6,9	+ 6,8	+ 4,7	+ 3,8	+ 4,9	148	63,7
Consommation publique	+ 2,7	+ 3,4	+ 4,3	+ 1,2	+ 4,9	+ 5,9	+ 3,4	137	13,3
Formation brute de capital fixe	+ 6,8	+10,5	+ 7,9	+ 7,5	+11,7	+ 5,7	+ 6,2	175	21,8
Exportations totales	+17,2	+ 5,5	+ 3,1	+ 7,9	+ 7,7	+11,4	+ 6,9	198	15,1
Produit national brut par tête	+ 6,3	+ 3,3	+ 5,1	+ 3,0	+ 4,7	+ 3,4	+ 3,8	136	—
Produit national brut par personne active occupée	+ 7,3	+ 4,4	+ 6,8	+ 3,5	+ 4,7	+ 4,5	+ 4,8	148	—

TABLEAU 3 : Commerce extérieur (évolution à prix courants)

	Variations par rapport à l'année précédente (en %)							Indice 1958 = 100	Valeur absolue (Mio. u.c.)	% du total	
	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967				1967
<b>Exportation de marchandises</b>											
Total	+ 5,1	+ 2,1	+ 9,8	+11,3	+11,8	+ 8,3	+ 4,5	222	11 377	100	
Intra-C.E.E.	+18,7	+12,0	+14,0	+12,8	+18,0	+12,0	+ 2,0	414	4 701	41,3	
Extra-C.E.E.	- 0,6	- 2,9	+ 7,3	+10,3	+ 7,8	+ 5,8	+ 6,3	168	6 676	58,7	
<b>Exportation de produits alimentaires, boissons, tabacs</b>											
Total	+17,4	- 2,9	+22,0	+14,4	+11,4	+ 7,4	+ 3,0	266	1 769	15,5	
Intra-C.E.E.	+26,1	+ 1,4	+34,5	+16,6	+26,3	+19,4	+ 6,0	730	890	7,8	
Extra-C.E.E.	+13,6	- 5,1	+15,4	+13,0	+ 2,0	- 2,0	0	162	879	7,7	
<b>Exportation de matières premières et produits industriels</b>											
Total	+ 3,3	+ 3,0	+ 7,8	+10,7	+11,8	+ 8,5	+ 4,8	216	9 608	84,5	
Intra-C.E.E.	+17,5	+13,9	+10,9	+12,1	+16,4	+10,5	+ 1,1	376	3 811	33,5	
Extra-C.E.E.	- 2,7	- 2,6	+ 6,0	+ 9,8	+ 8,9	+ 7,2	+ 7,4	168	5 797	51,0	
<b>Importation de marchandises</b>											
Total	+ 6,3	+12,6	+16,1	+15,4	+ 2,7	+14,5	+ 4,5	221	12 377	100	
Intra-C.E.E.	+13,8	+20,0	+23,9	+20,4	+ 6,7	+20,8	+10,7	438	5 373	43,4	
Extra-C.E.E.	+ 3,2	+ 9,1	+12,2	+12,6	+ 0,3	+10,5	+ 0,2	160	7 004	56,6	
<b>Importation de produits alimentaires, boissons, tabacs</b>											
Total	- 2,3	+19,8	+ 5,1	+14,9	- 0,5	+ 8,4	- 2,6	132	1 870	15,1	
Intra-C.E.E.	-12,3	+37,6	+37,4	+26,2	+ 8,9	+ 1,3	+16,6	484	446	3,6	
Extra-C.E.E.	- 0,8	+17,4	0	+12,5	- 2,8	+10,3	- 7,4	108	1 424	11,5	
<b>Importation de matières premières et produits industriels</b>											
Total	+ 3,5	+10,9	+18,8	+15,5	+ 3,4	+15,8	+ 5,9	250	10 507	84,9	
Intra-C.E.E.	+16,3	+18,7	+22,7	+19,8	+ 6,5	+22,9	+10,2	434	4 927	39,8	
Extra-C.E.E.	+ 4,5	+ 6,6	+16,3	+12,6	+ 1,2	+10,6	+ 2,4	182	5 580	45,1	

TABLEAU 4 : Principaux indicateurs mensuels

	Année	Janv.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juill.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
<b>Production industrielle (1958 = 100)</b>	1966	151	157	158	158	158	162	142	95	154	161	166	167
	1967	160	161	163	161	159	165	142	97	158	165	170	171
	1968	166											
<b>Chômeurs (en 1000)</b>	1966	171,3	167,3	155,7	145,6	134,0	122,7	121,1	124,4	137,2	153,7	165,7	173,5
	1967	193,8	194,3	189,2	188,7	179,0	168,3	168,3	174,4	193,4	216,9	238,2	248,2
	1968	271,8	273,8										
<b>Construction: nombre de permis de construire pour logements (en milliers)</b>	1966	41,3	36,3	42,1	48,0	36,6	49,4	44,2	40,5	38,2	42,1	44,2	47,2
	1967	31,6	36,2	41,1	37,7	42,2	40,3	41,3	35,7	36,7	37,2	39,8	49,6
	1968												
<b>Consommation privée : chiffres d'aff. des grands magasins (1962 = 100)</b>	1966	121	107	126	127	124	135	129	114	141	140	143	222
	1967	127	110	137	129	133	139	131	119	157	139	149	226
	1968												
<b>Importations totales de marchandises (Mio u.c.)</b>	1966	897	935	1 098	994	1 002	1 060	929	779	993	1 030	1 054	1 104
	1967	1 067	1 039	1 172	1 047	1 056	1 018	927	772	1 011	1 058	1 064	1 150
	1968	(1 090)	(1 104)										
<b>Exportations totales de marchandises (Mio u.c.)</b>	1966	774	873	1 023	947	915	960	951	729	843	950	920	1 013
	1967	883	903	992	970	921	1 024	956	702	917	1 039	1 020	1 056
	1968	(984)	(1 055)										
<b>Solde de la balance commerciale (Mio u.c.)</b>	1966	- 123	- 62	- 75	- 47	- 87	- 100	+ 22	- 50	- 150	- 80	- 134	- 91
	1967	- 184	- 136	- 180	- 77	- 135	+ 6	+ 29	- 70	- 94	- 19	- 44	- 94
	1968	(- 106)	(- 49)										
<b>Réserves officielles brutes en or et en devises (Mio u.c.)</b>	1966	5 468	5 503	5 571	5 649	5 724	5 821	5 967	5 963	5 893	5 856	5 798	5 744
	1967	5 710	5 716	5 705	5 722	5 748	5 772	5 811	5 824	5 835	5 848	6 182	6 108
	1968	6 053	6 014										
<b>Disponibilités monétaires (Mrd Fr.)</b>	1966	174,5	173,5	175,6	177,3	177,7	182,1	186,3	184,0	184,7	185,0	182,7	190,7
	1967	187,8	185,6	188,3	191,7	189,6	194,6	197,6	193,7	195,2	194,1	190,0	199,7
	1968	193,4											

## France

### REMARQUES

Source : Office statistique des Communautés européennes (sauf mention contraire).

#### Tableau 1

- Population totale au milieu de l'année.
- Population active civile occupée au milieu de l'année.
- Répartition du produit intérieur brut au coût des facteurs.
- Produit national brut aux prix du marché.

#### Tableau 2

- Produit national brut aux prix du marché.
- Production industrielle: valeur ajoutée par l'industrie.
- Exportations et importations totales : biens, services et revenus de facteurs.

#### Tableau 3

- Exportations f.o.b., importations c.a.f. Conversion sur la base des taux de change officiels. Le regroupement des produits est effectué sur la base de la « Classification statistique et tarifaire pour le Commerce international » (C.S.T.); produits alimentaires, boissons et tabacs : groupes C.S.T. 0 et 1; matières premières et produits industriels : groupes C.S.T. 2 à 9.

#### Tableau 4

- Production industrielle. Bâtiments, industries des denrées alimentaires, boissons, tabacs, exclus.
- Chômeurs: Situation en fin de mois.
- Construction. Source : Bulletin statistique du Ministère de la Construction.
- Consommation privée. Indice du chiffre d'affaires des grands magasins, des magasins populaires et des autres magasins non spécialisés. Source : Centre d'observation économique de la Chambre de Commerce de Paris.
- Exportations f.o.b., importations c.a.f. Conversion sur la base des taux de change officiels.
- Réserves officielles en or et en devises : réserves brutes en or et en devises convertibles de la Banque de France et du Fonds de Stabilisation des Changes. Situation en fin de mois.
- Disponibilités monétaires. Source : Conseil national du Crédit. Monnaie fiduciaire (total de la monnaie divisionnaire et des billets en circulation, à l'exclusion de la partie détenue par la Banque de France) et dépôts à vue (dépôts de particuliers et d'entreprises à la Banque de France, aux comptes courants postaux et chez les comptables publics) et les dépôts à vue correspondant à l'activité métropolitaine des banques : banques inscrites, banques populaires, caisses de Crédit agricole, Banque française du Commerce extérieur, que ces dépôts soient libellés en francs français ou dans une autre devise, qu'ils appartiennent à des résidents ou à des non-résidents. Situation en fin de mois.

## C. Italie

*Comme on s'y attendait, une conjoncture plus dynamique s'est dessinée en Italie, vers la fin de l'année dernière, après plusieurs mois d'une évolution économique assez hésitante. L'impulsion décisive a émané de la demande étrangère, dont la vive expansion a été due, en ordre principal, à l'amélioration continue de la conjoncture allemande. La demande intérieure s'est développée également, du fait surtout d'une reprise sensible des investissements d'équipement. Du côté de l'offre, qui a pu s'adapter sans tension notable à l'évolution de la demande, on a observé, en particulier, un net redressement de la production industrielle et une croissance toujours rapide des importations.*

*Les perspectives économiques pour l'année 1968, telles qu'elles ont été exposées dans le précédent rapport trimestriel, ne se sont pas sensiblement modifiées. Elles sont franchement favorables, en dépit des incertitudes qui subsistent au sujet de la demande étrangère. Il y a toujours lieu de penser que le taux de croissance du produit national brut en termes réels s'établira aux environs de 5,5 %.*

### 1. L'évolution au cours des derniers mois

Après une brève période de faiblesse, la conjoncture italienne a pris un cours nettement plus dynamique dans les derniers mois de 1967, et il est à présumer que cette évolution s'est poursuivie au début de l'année 1968. C'est la demande étrangère qui doit en avoir été le facteur déterminant.

En effet, la tendance des *exportations*, qui, l'an dernier, avait témoigné temporairement d'une faiblesse prononcée, est redevenue nettement ascendante. C'est surtout le cas pour les ventes de marchandises, et tout particulièrement pour les exportations vers les autres pays de la Communauté; celles-ci se sont fortement développées, du fait notamment du redressement de la conjoncture dans la république fédérale d'Allemagne. Les exportations de denrées alimentaires et de biens d'investissement ont accusé une expansion supérieure à la moyenne. Le taux de croissance en valeur, d'une année à l'autre, des exportations de marchandises s'est élevé à 9,5 % au quatrième trimestre de 1967, contre 3,5 % au troisième; il a atteint 11,8 % en janvier. Les exportations de services pourraient, elles aussi, avoir marqué un développement appréciable.

Il n'est pas douteux qu'au total la demande intérieure ait également progressé, mais à un rythme bien moins rapide que la demande étrangère.

En ce qui concerne les dépenses d'*investissement*, il semble que les investissements d'équipement, après un temps d'arrêt, aient repris leur expansion conjoncturelle dans les derniers mois de 1967. A en juger d'après l'évolution de la production et du commerce extérieur de biens d'équipement importants, ce mouvement a été assez prononcé, tout au moins en octobre et novembre. Les chiffres relativement bas de décembre peuvent s'expliquer, du moins en majeure partie, par l'incidence de facteurs exceptionnels. Les résultats, pour les mois d'octobre à janvier, des enquêtes CEE menées auprès des chefs d'entreprise permettent en tout cas de conclure à une amélioration notable des carnets de commandes intérieures dans l'industrie des biens d'équipement. Quant à la croissance des investissements sous forme de construction, elle serait demeurée lente, si l'on se réfère aux indicateurs, qui présentent, il est vrai, certaines contradictions.

Les dépenses de *consommation privée* ont certainement augmenté. Leur expansion a dû rester modérée, sous l'effet du ralentissement antérieur

de la conjoncture; mais elle s'est vraisemblablement accélérée dans les premiers mois de 1968, du fait surtout de l'incidence exercée vers la fin de l'année dernière, sur l'évolution des revenus, par la reprise de la demande étrangère et de la demande d'investissement.

Cette évolution de la demande, ainsi que des conditions climatiques exceptionnellement favorables, ont entraîné une nette augmentation de l'offre. D'après les estimations établies par l'ISCO pour son dernier rapport semestriel au Conseil national de l'économie et du travail (CNEL), le *produit national brut* en termes réels, après une baisse légère du deuxième au troisième trimestre, n'aurait pas augmenté de moins de 3,3 % au quatrième trimestre, abstraction faite du mouvement saisonnier. Suivant la même source, cet accroissement serait dû, en ordre principal, à l'expansion fortement accélérée de la production agricole et à la vigoureuse reprise de la production industrielle. Les résultats de celle-ci, qui n'accusent, en comparaison annuelle, qu'un taux de croissance de 0,3 % pour décembre 1967, contre 8,5 % en octobre-novembre, ont été fortement influencés par des facteurs non conjoncturels, tels que des jours chômés supplémentaires, par suite de « ponts » particulièrement longs entre jours de fête. En janvier, le taux de croissance annuelle a de nouveau été notablement plus élevé (4,5 %); selon des estimations provisoires et abstraction faite des variations saisonnières, le niveau de la production industrielle aurait atteint un nouveau record.

L'expansion des *importations* de marchandises, et en particulier de matières premières, est restée vive; elles ont dépassé de 12 % en valeur, au quatrième trimestre, le niveau auquel elles se situaient un an auparavant. Il est vrai qu'en janvier, d'après les données de l'ISTAT, les importations ont été inférieures au résultat enregistré en janvier 1967; mais cette apparente diminution serait de caractère exclusivement statistique. Les importations de services paraissent également s'être développées à un rythme rapide.

Alors qu'auparavant l'évolution du *nombre de personnes occupées* était demeurée plutôt hésitante pendant un certain temps, la demande de main-d'œuvre a dû, par la suite, se raffermir quelque peu, sous l'effet de la reprise de la pro-

duction. En tout cas, suivant les plus récentes enquêtes par sondages de l'ISTAT, l'accroissement saisonnier du nombre de chômeurs, d'octobre à janvier, s'est révélé, cette fois, particulièrement faible.

En ce qui concerne les *prix* — dont la hausse s'était nettement accélérée, essentiellement sous l'influence de facteurs exogènes ou autonomes, tels que la crise du Proche-Orient et le rajustement de tarifs publics — des tendances assez prononcées à la stabilisation se sont fait jour à la fin de l'année; elles ont notamment résulté de l'offre particulièrement abondante de produits agricoles. L'indice des prix à la consommation a même accusé temporairement, au quatrième trimestre de 1967, une baisse légère, tandis que les prix de gros continuaient d'augmenter lentement. En janvier toutefois, l'écart s'est de nouveau légèrement accentué entre l'évolution des prix à la consommation et celle des prix de gros.

L'évolution des exportations et des importations esquissée ci-dessus s'est traduite par une forte tendance à l'amélioration de la *balance des paiements* courants. Principalement pour cette raison, la détérioration saisonnière de la balance générale des paiements enregistrée au quatrième trimestre de 1967 et en janvier dernier a été relativement faible. Les réserves nettes d'or et de devises des institutions monétaires officielles ont ainsi pu s'accroître légèrement au quatrième trimestre, à la différence de ce qui avait été observé un an plus tôt; leur diminution saisonnière, en janvier-février, s'est révélée peu sensible.

La réduction des *liquidités intérieures des banques* a dû se poursuivre. Il semble pourtant qu'elle ait été moins accusée qu'à la même époque de l'année précédente. En effet, pour maintenir un potentiel de crédit suffisant, les autorités monétaires ont fourni aux banques, de diverses manières, des ressources particulièrement importantes, principalement sous forme de crédit de réescompte et d'avances sur titres, mais aussi en modifiant une nouvelle fois les dispositions relatives à la composition des réserves obligatoires. Le développement du crédit bancaire doit avoir continué de se ralentir légèrement, tandis que l'expansion de la demande sur le marché des capitaux accusait plutôt une accélération.

*Emplois et ressources de biens et services*

	1965 <sup>(1)</sup>	1966 <sup>(1)</sup>		1967 <sup>(1)</sup>		1968 <sup>(2)</sup>
	Aux prix cou- rants en milliards de Lit.	Variations par rapport à l'année précédente en %				
		Volume	Valeur	Volume	Valeur	Volume
Exportations <sup>(3)</sup>	6 602	+ 13,2	+ 12,0	+ 6,0	+ 7,4	+ 9
Formation brute de capital fixe	6 724	+ 3,4	+ 5,3	+ 10,1	+ 12,9	+ 9
Consommation des administrations	5 183	+ 3,5	+ 6,9	+ 2,7	+ 4,8	+ 3,5
Consommation des ménages	22 324	+ 5,9	+ 9,0	+ 6,1	+ 9,3	+ 5,5
Produit national brut	35 648	+ 5,7	+ 8,0	+ 5,9	+ 8,7	+ 5,5
Importations <sup>(3)</sup>	5 435	+ 13,7	+ 16,2	+ 10,5	+ 12,5	+ 12

<sup>(1)</sup> «Relazione generale sulla situazione economica del paese (1957)».

<sup>(2)</sup> Prévisions des services de la Commission.

<sup>(3)</sup> Biens, services et revenus de facteurs.

*Remarques générales :*

(a) La différence entre les données relatives aux ressources, d'une part, et celles qui concernent les emplois, d'autre part, est imputable aux variations de stocks.

(b) Les prévisions constituent des approximations qui ont été établies sur la base d'hypothèses déterminées, le plus souvent précisées dans le rapport trimestriel. Elles ont été examinées par les experts des pays membres. Leur élaboration et leur publication n'engagent que la responsabilité de la Commission.

Grâce aux mesures de soutien directes et indirectes de la Banca d'Italia, et malgré l'annonce et la réalisation partielle d'importantes émissions de titres publics, qui atteindront un montant approximatif de 750 milliards de liras, la hausse des *taux d'intérêt sur le marché des capitaux* est demeurée modérée jusqu'en novembre, et ne s'est accentuée que légèrement le mois suivant.

## 2. Les perspectives

L'exposé des perspectives d'évolution de la conjoncture italienne en 1968, tel qu'il figure dans le précédent rapport trimestriel, paraît toujours valable. Il ne sera donc pas repris, mais seulement complété brièvement ci-dessous. L'évolu-

tion reste, en effet, orientée à l'expansion, d'autant plus que la reprise conjoncturelle que l'on avait prévue pour le quatrième trimestre de 1967 s'est nettement manifestée.

Cette appréciation repose surtout, comme on l'a indiqué à l'époque, sur l'hypothèse d'une croissance rapide des exportations et des investissements.

Au sujet de la *demande étrangère*, il existe des facteurs particuliers d'incertitude, étant donné les dévaluations de l'automne dernier, notamment celle de la livre sterling, et plus encore, semble-t-il, les mesures visant à l'assainissement de la balance américaine des paiements, mesures qui ont été annoncées le 1<sup>er</sup> janvier dernier et dont le détail n'est pas encore connu. Toutefois,

pour les raisons exposées dans le précédent rapport trimestriel, ces facteurs d'incertitude ne devraient pas, dans l'ensemble, avoir une incidence décisive.

Certains secteurs pourraient cependant être plus touchés que d'autres. C'est ainsi que l'industrie touristique — particulièrement importante pour l'économie du Sud de l'Italie et des îles — subira vraisemblablement une certaine perte de croissance. D'une part, par suite surtout de la dévaluation de la monnaie espagnole, la concurrence des autres pays de tourisme s'est intensifiée, encore que cette tendance soit entravée par d'autres facteurs; on pourrait citer surtout, parmi ceux-ci, le fait que la capacité de l'industrie touristique est déjà largement utilisée dans ces pays, et que les possibilités de la développer encore, à court terme, y sont évidemment limitées. D'autre part, les voyages à l'étranger sont devenus ou vont devenir plus onéreux pour les habitants des pays qui ont dévalué, ou qui ont projeté de prendre d'autres mesures destinées à assainir leur balance des paiements. A cet égard, il ne faut cependant pas perdre de vue que les dépenses des touristes américains et anglais en Italie n'ont représenté, en 1966, que 4 % à peine de la valeur totale des exportations de biens et services de ce pays, et que ce pourcentage a dû se réduire l'année suivante.

Quant aux dépenses d'*investissement*, il convient de mentionner les résultats, à présent connus, de la dernière enquête semestrielle CEE sur les investissements d'importants secteurs industriels. Il en ressort que — avant l'annonce, il est vrai, des mesures susmentionnées, visant à l'assainissement des balances des paiements — les projets d'extension des investissements des entreprises représentaient, au total, un accroissement de plus de 20 %, taux encore un peu plus élevé que celui qui avait été enregistré un an auparavant.

En ce qui concerne la *politique conjoncturelle*, les autorités italiennes ont décidé quelques mesures visant à stimuler ou, à tout le moins, à faciliter les exportations. C'est ainsi qu'à la fin de l'année dernière les prescriptions imposées

en matière de devises aux entreprises exportatrices ont été notablement simplifiées et que des dispositions ont été prises, un peu plus tard, pour accélérer le versement des ristournes accordées à l'exportation sur l'imposition du chiffre d'affaires. En outre, une loi votée au mois de mars prévoit, en faveur des investissements dans l'industrie touristique, des dégrèvements fiscaux, ainsi que des bonifications d'intérêt et subventions en capital.

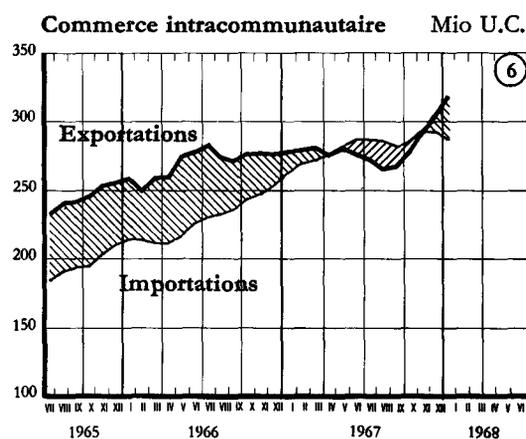
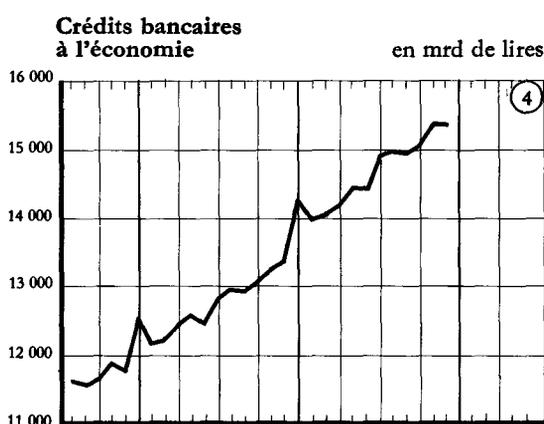
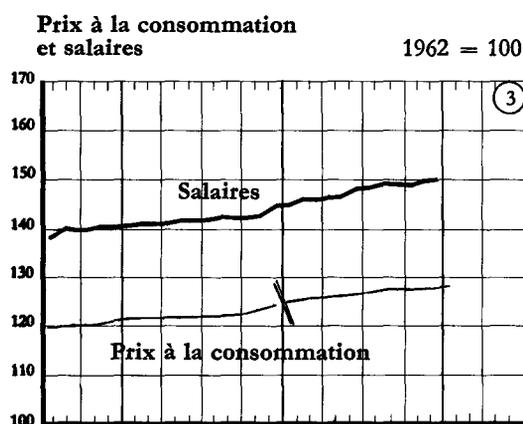
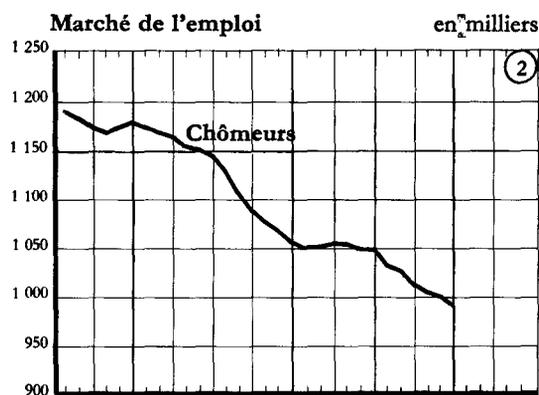
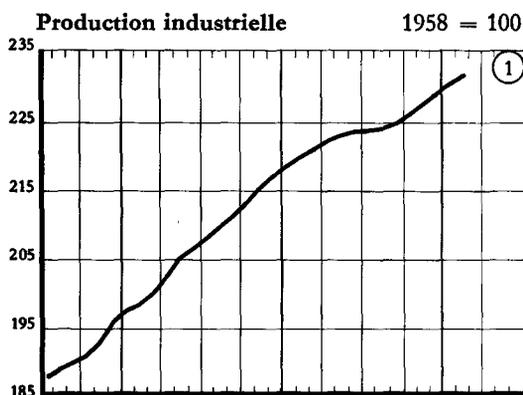
D'autres mesures — probablement plus importantes — ayant une incidence sur la conjoncture, et qui ont également été prises entre la période de fin d'année et le mois de février, concernent, tout d'abord, la prorogation de certaines dispositions existantes (maintien de majorations spéciales du taux de l'impôt sur le revenu; prorogation de mesures favorisant la construction; maintien des dégrèvements fiscaux accordés pour les fusions d'entreprises). Par ailleurs, le Parlement a voté un projet de loi déposé par le gouvernement, qui prévoit à partir du 1<sup>er</sup> mai une amélioration sensible du régime des pensions, comportant notamment une majoration de celles-ci.

Le gouvernement italien a déclaré à maintes reprises qu'afin d'assurer un rythme d'expansion rapide de l'activité économique, il poursuivra sa politique de taux d'intérêt relativement peu élevés, et qu'il est prêt à tolérer, dans certaines limites, les pertes de devises qui en résulteront vraisemblablement, surtout à la suite des mesures visant à l'assainissement des balances des paiements britannique et américaine.

Cette orientation de la politique économique de l'Italie se situe dans la ligne de la recommandation que le Conseil des Communautés européennes a récemment adressée aux Etats membres, sur proposition de la Commission, en matière de politique conjoncturelle <sup>(1)</sup>. De toute évidence, elle rend plus impérieuse encore la nécessité d'éviter un recours excessif des pouvoirs publics au marché financier, nécessité sur laquelle il a été particulièrement insisté dans le précédent rapport trimestriel.

(1) Voir annexe au chapitre I.

INDICATEURS ÉCONOMIQUES



REMARQUES :

Source : Office statistique des Communautés européennes (O.S.C.E.) (sauf mention contraire).

Graphique 1 : Courbe de tendance; estimation établie sur la base des indices de l'O.S.C.E. (non compris la construction ni l'industrie des denrées alimentaires, boissons et tabacs) corrigés des variations saisonnières et accidentelles.

Graphique 2 : Nombre de personnes inscrites comme chômeurs. Série du Ministère italien du Travail, désaisonnalisée par l'O.S.C.E., moyennes mobiles sur 3 mois.

Graphique 3 : Source ISTAT. Salaires minima conventionnels des ouvriers dans l'industrie. Prix à la consommation, à partir de janvier 1967, nouvelle série.

Graphique 4 : Crédits à court terme. Source: Banca d'Italia.

Graphiques 5 et 6 : Séries corrigées des variations saisonnières. Moyennes mobiles sur trois mois. Les exportations sont comptées f.o.b., et les importations c.a.f. Conversion sur la base des taux de change officiels. 1 U.C. = 1 unité de compte = 0,888671 gramme d'or fin = 1 dollar US au taux de change officiel.

Italie

TABLEAU 1: Données de base pour 1967

Superficie totale (1000 km <sup>2</sup> )	301,2
Population totale (1000)	52 409
Densité par km <sup>2</sup>	174
Population active occupée (1000)	19 107
Répartition en % de la population active occupée par grands secteurs d'activité :	
— Agriculture	23,9
— Industrie	40,7
dont : Construction	10,1
— Services	35,4
Répartition en % du produit intérieur brut :	
— Agriculture	10,9
— Industrie	35,6
dont : Construction	7,3
— Services	41,4
Produit national brut par tête (Lit.)	799 000

TABLEAU 2 : Évolution de quelques grandeurs économiques importantes

	Variations en volume par rapport à l'année précédente (en %)							Indice en volume 1958 = 100	% du P.N.B. (aux prix cou- rants)
	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1966	1966
Produit national brut	6,3	8,2	6,3	5,8	2,9	3,9	5,8	157	—
Production industrielle	11,1	9,3	8,8	7,9	2,0	3,1	8,0	175	—
Importations totales	37,8	14,8	16,4	22,6	- 5,4	1,5	13,5	276	16
Consommation privée	6,2	7,3	6,7	10,0	2,0	2,0	6,0	155	63
Consommation publique	4,0	4,8	5,4	5,1	3,4	3,6	3,5	140	14
Formation brute de capital fixe	13,4	11,8	10,0	9,8	- 7,1	- 8,9	3,8	147	18
Exportations totales	18,2	16,5	12,2	7,0	12,0	20,4	12,5	300	19
Produit national brut par tête	5,7	7,7	5,6	5,0	2,0	3,0	5,0	148	—
Produit national brut par personne active occupée	6,6	8,0	7,4	7,6	3,1	5,8	7,4	166	—

TABLEAU 3 : Commerce extérieur (évolution à prix courants)

	Variations par rapport à l'année précédente (en %)							Indice 1958 = 100	Valeur absolue (Mio. u.c.)	% du total
	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967			
<b>Exportation de marchandises</b>										
Total	14,7	11,4	8,2	18,0	20,7	11,7	8,3	343,0	8 699,7	100
Intra-C.E.E.	21,8	23,7	10,3	26,4	27,6	12,8	3,4	556,2	3 373,0	38,8
Extra-C.E.E.	11,8	5,8	7,0	13,4	16,4	11,0	11,7	276,0	5 326,7	61,2
<b>Exportation de produits alimentaires, boissons, tabacs</b>										
Total	10,6	14,5	- 3,4	2,4	20,5	1,5	4,8	177,0	903,2	10,4
Intra-C.E.E.	14,7	23,4	- 8,7	8,8	31,4	0,4	- 1,7	242,4	459,3	5,3
Extra-C.E.E.	7,4	6,5	2,1	- 3,3	9,5	2,8	12,4	138,3	443,9	5,1
<b>Exportation de matières premières et produits industriels</b>										
Total	15,5	10,9	10,2	20,5	20,7	13,1	8,7	394,9	7 796,5	89,6
Intra-C.E.E.	23,9	23,9	15,6	30,4	26,9	15,2	4,3	698,9	2 913,7	33,5
Extra-C.E.E.	13,7	4,5	7,7	15,5	17,2	11,8	11,6	308,5	4 882,8	56,1
<b>Importation de marchandises</b>										
Total	10,6	15,9	24,5	- 4,1	- 1,6	16,7	13,2	307,5	9 699,1	100
Intra-C.E.E.	17,2	22,9	31,1	- 4,5	- 3,1	21,6	21,7	496,1	3 391,6	35,0
Extra-C.E.E.	8,1	13,0	21,5	- 3,9	3,9	14,4	9,0	255,3	6 307,5	65,0
<b>Importation de produits alimentaires, boissons, tabacs</b>										
Total	5,3	7,3	57,5	2,4	18,9	9,7	0,7	325,7	1 778,9	18,3
Intra-C.E.E.	- 1,3	10,0	73,1	15,7	20,6	13,5	26,6	619,3	481,8	4,9
Extra-C.E.E.	6,6	6,8	54,4	- 0,6	18,4	8,7	- 6,4	276,9	1 297,1	13,4
<b>Importation de matières premières et produits industriels</b>										
Total	11,6	17,5	19,2	- 5,5	- 2,4	18,6	16,4	303,7	7 920,2	81,7
Intra-C.E.E.	19,2	24,1	27,8	- 6,6	- 6,3	23,0	20,9	480,3	2 909,8	30,0
Extra-C.E.E.	8,4	14,4	14,8	- 4,8	- 0,2	16,3	13,9	250,2	5 010,4	51,7

TABLEAU 4 : Principaux indicateurs mensuels

	Année	Janv.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juill.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
<b>Production industrielle (1966 = 100)</b>	1966	90,7	91,8	105,1	97,5	106,6	99,2	105,6	78,0	108,5	107,8	103,8	105,4
	1967	103,1	103,1	114,6	109,9	112,9	111,1	113,6	79,5	114,1	117,2	112,7	105,7
	1968	108,2											
<b>Chômeurs (en 1000)</b>	1966	1 012	.	.	665	.	.	719	.	.	681	.	.
	1967	878	.	.	628	.	.	584	.	.	669	.	.
	1968	812											
<b>Construction : échanges internes de matériaux de construction (1964 = 100)</b>	1965	88,0	74,9	95,2	88,0	91,3	107,5	105,6	100,4	101,1	101,6	101,6	98,7
	1966	78,2	70,8	97,2	100,2	106,8	103,3	110,5	111,1	94,2	111,6	105,4	103,7
	1967	98,7	86,9	109,6	108,0	121,3	131,7	122,0	125,0	101,1	127,7	130,9	113,8
<b>Consommation privée : vente au détail des grands magasins (1958 = 100)</b>	1965	270	215	249	303	284	318	296	241	330	354	319	542
	1966	313	231	275	313	319	338	306	267	330	377	355	586
	1967	302	245	336	303	352	363	348	284				
<b>Importations totales de marchandises (Mio u.c.)</b>	1966	716	665	729	665	717	706	707	561	815	802	754	734
	1967	827	760	796	809	785	810	851	689	791	870	879	839
	1968	(755)	(738)										
<b>Exportations totales de marchandises (Mio u.c.)</b>	1966	572	598	712	612	722	699	723	592	681	758	678	685
	1967	661	690	771	715	768	708	745	615	715	818	754	745
	1968	(738)	(773)										
<b>Solde de la balance commerciale (Mio u.c.)</b>	1966	- 144	- 66	- 17	- 53	+ 5	- 7	+ 16	+ 31	- 134	- 44	- 76	- 48
	1967	- 166	- 70	- 23	- 95	- 17	- 102	- 106	- 74	- 77	- 52	- 125	- 94
	1968	(- 17)	(+ 35)										
<b>Réserves officielles nettes en or et en devises (Mio u.c.)</b>	1966	4 425,9	4 386,4	4 337,6	4 404,2	4 433,8	4 537,3	4 772,8	4 995,8	4 758,2	4 672,6	4 642,4	4 679,4
	1967	4 514,2	4 473,1	4 535,5	4 647,4	4 708,2	4 721,0	4 876,2	5 135,0	5 233,0	5 359,5	5 335,0	5 246,0
	1968	5 139,0	5 148,0										
<b>Disponibilités monétaires (Mrd Lit.)</b>	1965	11 984	11 861	12 077	12 225	12 522	12 687	12 885	12 808	13 108	13 227	13 420	14 495
	1966	14 029	13 933	14 046	14 118	14 321	14 598	14 850	14 744	15 003	15 182	15 274	16 373
	1967	15 840	15 662	15 981	16 157	16 417	16 576	16 778	16 623	16 964	16 956	17 075	

( ) Chiffres provisoires.

## Italie

### REMARQUES

Source : Office statistique des Communautés européennes (sauf mention contraire).

#### Tableau 1

Source : Relazione generale sulla situazione economica del Paese (1967).

- Population présente (population résidente, déduction faite des personnes provisoirement émigrées).
- Répartition du produit intérieur brut au coût des facteurs.
- Produit national brut aux prix du marché.

#### Tableau 2

- Produit national brut aux prix du marché.
- Production industrielle : valeur ajoutée par l'industrie au coût des facteurs.
- Exportations et importations totales : biens, services et revenus de facteurs.

#### Tableau 3

- Exportations f.o.b., importations c.a.f. Conversion sur la base des taux de change officiels. Le regroupement des produits est effectué sur la base de la « Classification statistique et tarifaire pour le Commerce international » (C.S.T.); produits alimentaires, boissons et tabacs : groupe C.S.T. 0 à 1; matières premières et produits industriels : groupes C.S.T. 2 à 9.

#### Tableau 4

- Production industrielle. Source : Istituto Centrale di Statistica.
- Chômeurs. Source : Istituto Centrale di Statistica.
- Construction : échanges internes de matériaux de construction calculés sur la base des taxes sur le chiffre d'affaires. Source : Istituto Nazionale per lo Studio della Congiuntura.
- Consommation privée : vente au détail des grands magasins établie à partir des chiffres d'affaires de 5 grands magasins à prix unique. Peu représentatif du développement de l'ensemble de la consommation privée.
- Exportations f.o.b., importations c.a.f. Conversion sur base des taux de change officiels.
- Réserves officielles en or et en devises. Source : Ufficio Italiano Cambi. Situation en fin de mois.
- Disponibilités monétaires: billets et monnaies divisionnaires en circulation, à l'exclusion des encaisses du Trésor. Comptes courants à vue du secteur non bancaire auprès des établissements de crédit recensés; chèques circulaires (vaglia e assegni) de la Banque centrale et des autres banques et instituts de crédit. Situation en fin de mois.

## D. Pays-Bas

*Le redressement de la conjoncture qui s'était esquissé au milieu de 1967 s'est accentué durant les derniers mois de l'année et au début de 1968. La production est désormais franchement orientée à l'expansion, et le marché de l'emploi, qu'une détente progressive et assez sensible avait caractérisé jusqu'à l'automne dernier, montre depuis lors un notable revirement.*

*Les conditions de l'équilibre sont toutefois devenues un peu moins favorables. Il semble en effet que la hausse conjoncturelle des prix et des coûts accuse une légère tendance à l'accélération, allant de pair avec une détérioration assez sensible de la balance des paiements courants.*

*Il y a maintes raisons de penser que cette situation ne se modifiera pas de manière fondamentale d'ici la fin de l'année. Aussi la politique conjoncturelle, tout en continuant de soutenir la croissance économique par une mise en œuvre sélective des instruments disponibles et un dosage judicieux des mesures appliquées, devrait-elle s'attacher à éliminer sans retard les tendances au déséquilibre qui se font jour.*

### 1. L'évolution au cours des derniers mois

L'expansion conjoncturelle des *exportations* est restée vive à la fin de l'année dernière et au début de 1968, par suite surtout d'une reprise de la demande émanant des autres pays de la Communauté. D'après les statistiques douanières, l'augmentation en valeur des exportations de marchandises, en comparaison annuelle, a dépassé 8 % au quatrième trimestre de 1967 et a même atteint 14,4 % en janvier-février.

L'accroissement des dépenses relatives à la *formation brute de capital fixe* doit s'être légèrement accéléré au cours des derniers mois. En ce qui concerne les investissements des entreprises, la vive augmentation des dépenses de construction pourrait s'être ralentie quelque peu, depuis que certains facteurs exceptionnels, tels que d'importants retards à rattraper et l'élasticité inhabituellement élevée de l'offre, sont devenus moins actifs. En revanche, les dépenses d'équipement, dont la baisse conjoncturelle avait atteint son point le plus bas au troisième trimestre de 1967, paraissent accuser une reprise assez prononcée. Il semble aussi que les dépenses relatives à la construction de logements soient un peu

plus nettement orientées à l'expansion depuis l'été dernier. Quant aux investissements des administrations publiques, ils ont continué d'augmenter fortement.

Vers la fin de l'année dernière, les investissements sous forme de *stocks* ont manifestement donné de vives impulsions à l'activité économique. En tout cas, non seulement la demande de matières premières et de demi-produits, mais aussi celle de produits finis, se sont développées dans des proportions qui impliquent une reconstitution des stocks. Il semble cependant que des achats anticipatifs effectués dans la perspective de la majoration, au 1<sup>er</sup> janvier 1968, de la taxe à l'importation, aient également joué un rôle à cet égard.

La forte expansion des dépenses de *consommation des administrations publiques* s'est apparemment poursuivie durant les derniers mois de 1967. Les dépenses de *consommation privée* ont, elles aussi, continué d'augmenter, et probablement à un rythme accéléré. Cette progression a surtout porté sur les biens de consommation traditionnels. Toutefois, le développement particulièrement vigoureux de la consommation enregistré vers la fin de 1967 pourrait aussi

s'expliquer, jusqu'à un certain point, par des achats effectués en prévision de la majoration de la taxe sur le chiffre d'affaires, mesure qui, pour un certain nombre de produits, est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1968.

Sous l'effet de l'évolution plus dynamique de la demande globale, la croissance de la production a marqué une légère accélération. Suivant l'indice CBS calculé par jour ouvrable, la *production industrielle* a dépassé de 6,8 %, au dernier trimestre de 1967, son niveau de la même période de l'année précédente. La progression a été particulièrement forte pour la production de gaz naturel, ainsi que dans les industries chimique et pétrolière.

La reprise générale de la demande s'est aussi traduite par un recours accru à l'offre étrangère. En effet, les *importations* de biens et services se sont développées à un rythme nettement plus rapide. D'après les statistiques douanières, l'augmentation en volume des importations de marchandises, en comparaison annuelle, s'est élevée à quelque 9,5 % au quatrième trimestre de 1967, et jusqu'à 14 % en janvier-février. L'accroissement a porté essentiellement sur les matières premières et les demi-produits — en partie destinés à la reconstitution des stocks — ainsi que sur les biens d'investissement.

La situation sur le *marché de l'emploi* s'est progressivement améliorée au cours des derniers mois. En effet, le nombre de chômeurs, notamment dans le secteur de la construction, est en régression conjoncturelle depuis octobre 1967, tandis que le nombre d'offres d'emploi non satisfaites montrait, pour la première fois depuis deux ans, une légère tendance à l'augmentation. Le taux de chômage (rapport entre le nombre de chômeurs et la population active civile, abstraction faite des influences saisonnières) a diminué; mais il dépassait toujours, en janvier-février, le taux enregistré un an plus tôt, puisqu'il s'établissait à 1,8 %, contre 1,6 % en janvier-février 1967. La différenciation régionale du chômage, précédemment très accusée, s'est manifestement atténuée au cours des derniers mois, le nombre de demandeurs d'emploi ayant notamment pu être réduit dans les provinces où le taux de chômage était supérieur à la moyenne.

L'évolution des *prix* est demeurée relativement modérée au quatrième trimestre de 1967. L'in-

dice du coût de la vie (abstraction faite des cotisations de sécurité sociale et de l'impôt sur les salaires) a dépassé d'environ 3,5 % son niveau de la période correspondante de 1966. Cependant, certaines tendances conjoncturelles à la hausse paraissent s'être accentuées depuis la fin de l'année, sans compter que des facteurs autonomes, tels que l'augmentation de la taxe sur le chiffre d'affaires pour certains produits et la majoration des loyers des logements sociaux, ont fait monter le coût de la vie. En janvier-février, le taux de croissance annuelle du coût de la vie atteignait 3,9 %.

La *balance commerciale* a été marquée, durant les derniers mois, par la vive expansion des importations. La *balance des paiements* courants, qui accusait encore, au troisième trimestre de 1967, un excédent de 414 millions de florins (sur la base des transactions et compte tenu des prestations sans contrepartie), s'est soldée, le trimestre suivant, par un déficit de quelque 75 millions de florins <sup>(1)</sup>. Néanmoins, par suite d'un afflux très important de capitaux à court terme, auquel ont certainement contribué les changements intervenus dans la situation monétaire internationale, la balance globale des paiements s'est soldée, pour les trois derniers mois de 1967, par un excédent de 240 millions de florins. Les *réserves nettes d'or et de devises* de la banque centrale ont accusé une forte augmentation, allant de pair avec une détérioration de la position nette en devises des banques commerciales.

L'évolution de la balance des paiements et les transactions du secteur privé ont exercé, durant le quatrième trimestre de 1967, une incidence expansionniste assez prononcée sur les *liquidités intérieures*. Mais l'excédent de trésorerie de l'Etat, qui a été plus important qu'un an auparavant, a eu une forte influence en sens inverse. La demande de crédit bancaire à long terme du secteur privé a été peu importante, tandis que la demande de crédit à court terme accusait une expansion exceptionnellement vigoureuse qui, au quatrième trimestre, a atteint le taux de 24 % en comparaison annuelle. La hausse des taux d'intérêt sur le marché des capitaux s'est poursuivie, mais elle s'est légèrement ralentie au début de l'année.

---

(1) Pour l'ensemble de l'année 1967, la balance des paiements courants a laissé un déficit de 353 millions de florins (sur la base des transactions).

*Emplois et ressources de biens et services*

	1965 <sup>(1)</sup>	1966 <sup>(1)</sup>		1967 <sup>(2)</sup>		1968 <sup>(3)</sup>
	Aux prix cou- rants en milliards de Fl.	Variations par rapport à l'année précédente en %				
		Volume	Valeur	Volume	Valeur	Volume
Exportations <sup>(4)</sup>	33,36	+ 7,0	+ 6,2	+ 7	+ 6,5	+ 8
Formation brute de capital fixe	17,03	+ 6,2	+ 12,2	+ 7	+ 11	+ 1
Consommation des administrations	10,74	+ 2,9	+ 11,8	+ 5	+ 13,5	+ 2
Consommation des ménages	39,87	+ 2,6	+ 9,0	+ 5	+ 8	+ 4,5
Produit national brut	68,99	+ 2,8	+ 8,9	+ 5,5	+ 9,5	+ 4
Importations <sup>(4)</sup>	33,11	+ 7,8	+ 8,4	+ 6	+ 5,5	+ 7,5

(1) Office statistique des Communautés européennes, « Comptes nationaux 1957 à 1966 ».

(2) Estimations du Bureau central du plan.

(3) Prévisions des services de la Commission.

(4) Biens, services et revenus de facteurs.

*Remarques générales :*

(a) La différence entre les données relatives aux emplois, d'une part, et celles qui concernent les ressources, d'autre part, est imputable aux variations de stocks.

(b) Les prévisions constituent des approximations qui ont été établies sur la base d'hypothèses déterminées, le plus souvent précisées dans le rapport trimestriel. Elles ont été examinées par les experts des pays membres. Leur élaboration et leur publication n'engagent que la responsabilité de la Commission.

## 2. Les perspectives

Les résultats des négociations salariales qui ont eu lieu au début de l'année pour le renouvellement des conventions collectives à court terme entraînent la nécessité d'apporter quelques retouches au tableau des perspectives d'évolution de la conjoncture en 1968, tel qu'il a été esquissé dans le précédent rapport trimestriel. En effet, la crainte, dont celui-ci faisait état, de voir la hausse des salaires dépasser sensiblement le taux prévu par les autorités néerlandaises, s'est depuis lors révélée fondée. Aussi, pour autant que le système actuel de libre formation des salaires ne soit pas fondamentalement modifié, est-il peu probable que l'expansion de la masse salariale accuse le ralentissement que l'on escomptait initialement. L'augmentation des

coûts salariaux par unité produite, qui, notamment sous l'influence de facteurs exceptionnels, s'était nettement atténuée l'année dernière, pourrait donc redevenir plus vive, tandis que la hausse des prix à la consommation, contrairement à l'hypothèse retenue jusqu'à présent, serait plus rapide qu'en 1967.

L'incidence de ces perspectives nouvelles d'évolution des salaires, des coûts salariaux et des prix, en ce qui concerne l'importance relative des divers éléments de l'offre et de la demande en 1968, affectera sans doute aussi les conditions de l'équilibre externe.

Pour ce qui est des *exportations*, il faut, en principe, s'attendre à un certain affaiblissement de la capacité concurrentielle des Pays-Bas. Toute-

fois, à en juger d'après l'évolution des exportations au cours de ces dernières années, une détérioration de la position concurrentielle de l'économie néerlandaise, trouvant son origine dans l'évolution des coûts et des prix, a toujours pu, jusqu'à présent, être plus que compensée par une amélioration de la structure et du volume de l'offre à l'exportation, du moins pour ce qui concerne les exportations de marchandises. On peut espérer que ces facteurs structurels favorisent encore les exportations néerlandaises en 1968. Hormis l'hypothèse d'une forte détérioration de la conjoncture dans les principaux pays non membres, la prévision d'une expansion encore appréciable des exportations en 1968 devrait donc se réaliser. Néanmoins, le rythme de croissance relativement rapide qui a caractérisé le second semestre de 1967 pourrait avoir tendance à se ralentir notablement au cours des prochains mois.

En revanche, les prévisions relatives aux *importations* de biens et services doivent être légèrement corrigées en hausse, puisqu'il faut maintenant s'attendre à une évolution plus dynamique de la demande, et surtout des achats de biens de consommation. Dans ces conditions, la *balance des paiements* courants se soldera vraisemblablement, en 1968, soit par un excédent très modeste, soit même par un déficit, au lieu du surplus de 500 millions de florins que citaient encore, au début de l'année, les estimations officielles.

Cette évolution peu favorable de la balance des paiements étant imputable à des facteurs internes, la *politique conjoncturelle* devrait s'efforcer à la fois d'orienter l'évolution de la demande et

d'en influencer la structure de manière à assurer le maintien de l'équilibre.

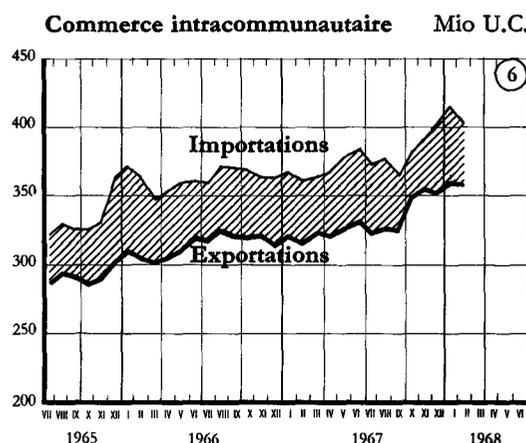
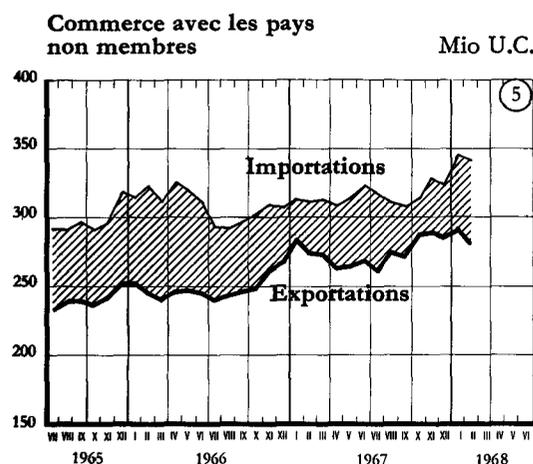
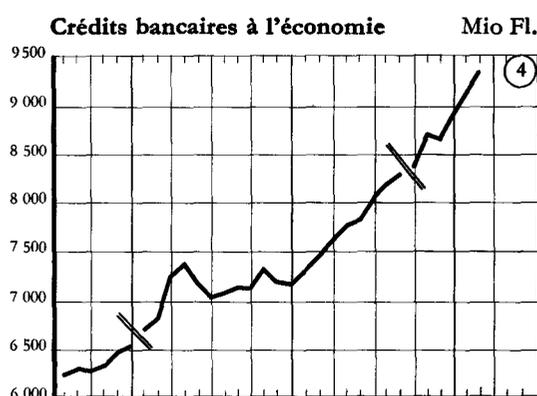
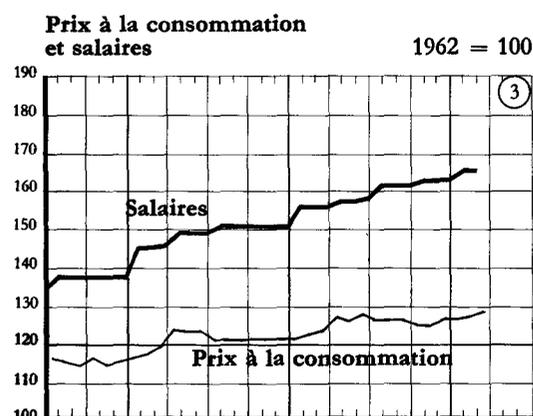
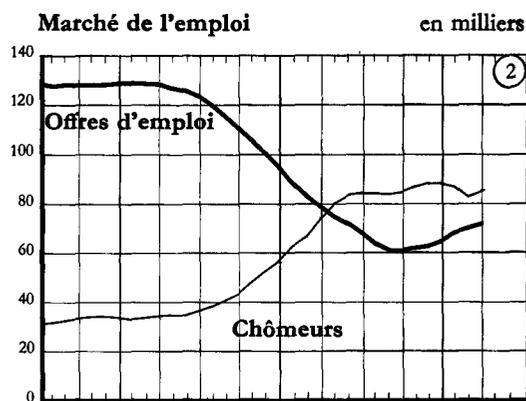
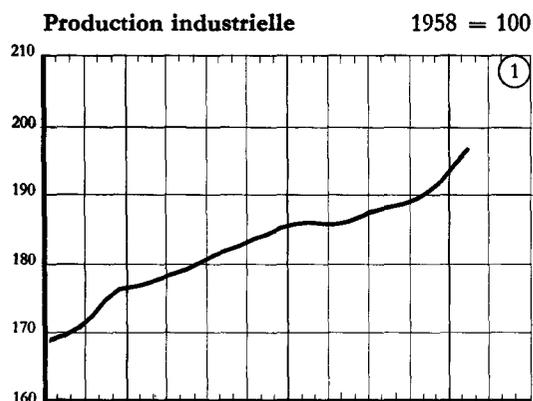
D'une part, en effet, l'accélération de la hausse des salaires et des prix qui se dessine n'entraînera pas seulement une expansion plus rapide des dépenses de consommation des ménages, mais suscitera aussi une plus forte augmentation des dépenses des administrations publiques. Le déséquilibre budgétaire et le problème de l'insuffisance de l'épargne s'en trouveront, sans aucun doute, encore aggravés.

D'autre part, le développement escompté des investissements d'équipement pourrait être enrayé, dans le courant de l'année, si l'accroissement des coûts devait prendre trop d'ampleur et si l'évolution vraisemblablement déficitaire de la balance globale des paiements devait restreindre la marge de liquidités et susciter une tendance à la hausse des taux d'intérêt.

La nécessité de limiter strictement l'effet expansionniste des budgets publics devient donc plus impérieuse encore, si l'on ne veut pas en revenir à une orientation restrictive de la politique monétaire, qui ne manquerait pas d'avoir des répercussions défavorables sur la croissance économique.

De plus, le gouvernement devrait toujours, dans le cadre de sa politique des revenus, s'attacher instamment à contenir la hausse des salaires dans des limites compatibles avec une expansion équilibrée de l'économie, tout en améliorant les conditions nécessaires pour que les majorations de salaires soient, pour la plus large part possible, accordées sous une forme qui favorise l'épargne.

# INDICATEURS ÉCONOMIQUES



**REMARQUES :**

Source : Office statistique des Communautés européennes (O.S.C.E.) (sauf mention contraire).

Graphique 1 : Courbe de tendance; estimation établie sur la base des indices de l'O.S.C.E. (non compris la construction ni l'industrie des denrées alimentaires, boissons et tabacs) corrigés des variations saisonnières et accidentelles.

Graphique 2 : Série désaisonnalisée. Moyennes mobiles sur trois mois.

Graphique 3 : Indice du coût de la vie. Source: C. B. S. Salaires: Indice des salaires horaires bruts dans l'industrie (industries extractives et construction non comprises); indice des salaires conventionnels.

Graphique 4 : Crédits à court terme des banques commerciales. Série révisée à partir de septembre 1967.

Graphiques 5 et 6 : Séries corrigées des variations saisonnières. Moyennes mobiles sur trois mois. Les exportations sont comptées f.o.b., et les importations c.a.f. Conversion sur la base des taux de change officiels. 1 U.C. = 1 unité de compte = 0,888671 gramme d'or fin = 1 dollar US au taux de change officiel.

**Pays-Bas**

**TABLEAU 1: Données de base pour 1966**

Superficie totale (1000 km <sup>2</sup> )	33,5
Population totale (1000)	12 455
Densité par km <sup>2</sup>	372
Population active occupée (1000)	4 548
Répartition en % de la population active occupée par grands secteurs d'activité :	
— Agriculture	8,2
— Industrie	41,6
dont : Construction	10,4
— Services	50,2
Répartition en % du produit intérieur brut :	
— Agriculture	7,5
— Industrie	41,4
dont : Construction	(7)
— Services	51,1
Produit national brut par tête (Fl)	6 033

**TABLEAU 2: Évolution de quelques grandeurs économiques importantes**

	Variations en volume par rapport à l'année précédente (en %)							Indice en volume 1958 = 100	% du P.N.B. (aux prix cou- rants)
	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966		
Produit national brut	+ 8,9	+ 3,5	+ 3,8	+ 3,7	+ 9,4	+ 5,3	+ 2,8	151	—
Production industrielle	+10,1	+ 4,2	+ 4,8	+ 5,4	+10,2	+ 6,5	+ 5,6	171	—
Importations totales	+17,3	+ 5,8	+ 7,5	+ 9,5	+14,4	+ 7,2	+ 7,8	220	47,8
Consommation privée	+ 6,4	+ 5,8	+ 6,5	+ 7,7	+ 6,3	+ 7,8	+ 2,6	159	57,8
Consommation publique	+ 6,6	+ 4,4	+ 5,1	+ 7,8	+ 1,9	- 0,6	+ 2,9	130	16,0
Formation brute de capital fixe	+11,6	+ 6,7	+ 4,4	+ 2,1	+17,6	+ 5,6	+ 6,2	188	25,4
Exportations totales	+13,3	+ 3,0	+ 6,2	+ 6,2	+11,6	+ 8,7	+ 7,0	190	47,2
Produit national brut par tête	+ 7,6	+ 2,2	+ 2,4	+ 2,2	+ 7,9	+ 3,8	+ 1,4	136	—
Produit national brut par personne active occupée	+ 6,9	+ 2,1	+ 1,7	+ 2,3	+ 7,8	+ 4,0	+ 1,8	135	—

TABLEAU 3 : Commerce extérieur (évolution à prix courants)

	Variations par rapport à l'année précédente (en %)							Indice 1958 = 100	Valeur absolue (Mio. u.c.)	% du total
	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967			
<b>Exportation de marchandises</b>										
Total	+ 6,9	+ 6,5	+ 8,2	+17,0	+10,1	+ 5,6	+ 7,9	226	7 288	100
Intra-C.E.E.	+10,9	+10,0	+17,3	+22,1	+10,2	+ 5,3	+ 6,7	299	4 008	54,9
Extra-C.E.E.	+ 3,6	+ 3,2	- 0,6	+11,2	+10,0	+ 6,0	+ 9,4	175	3 285	45,1
<b>Exportation de produits alimentaires, boissons, tabacs</b>										
Total	+ 0,8	+ 6,9	+ 9,3	+ 9,5	+13,0	+ 0,3	+ 9,9	193	1 728	23,7
Intra-C.E.E.	+ 3,1	+10,0	+12,1	+12,8	+19,7	- 0,2	+ 9,6	252	1 061	14,6
Extra-C.E.E.	- 1,8	+ 3,3	+ 5,8	+ 5,1	+ 3,6	+ 1,0	+10,5	141	667	9,1
<b>Exportation de matières premières et produits industriels</b>										
Total	+ 9,2	+ 6,3	+ 7,9	+19,6	+ 9,2	+ 7,3	+ 7,3	239	5 560	76,3
Intra-C.E.E.	+14,3	+10,0	+19,4	+25,6	+ 7,1	+ 7,4	+ 5,8	321	2 942	40,4
Extra-C.E.E.	+ 5,2	+ 3,2	- 2,4	+13,1	+11,9	+ 7,3	+ 9,1	186	2 618	35,9
<b>Importation de marchandises</b>										
Total	+12,8	+ 4,6	+11,6	+18,2	+ 5,9	+ 7,5	+ 4,0	230	8 340	100
Intra-C.E.E.	+21,1	+ 6,7	+14,9	+19,0	+ 8,7	+ 8,7	+ 5,0	300	4 547	54,5
Extra-C.E.E.	+ 5,8	+ 2,5	+ 8,3	+17,4	+ 2,9	+ 6,0	+ 2,9	180	3 793	45,5
<b>Importation de produits alimentaires, boissons, tabacs</b>										
Total	+ 5,9	+ 6,3	+15,5	+16,2	+ 3,5	+ 3,9	+11,3	204	1 142	13,7
Intra-C.E.E.	+41,5	- 7,0	+11,8	+22,0	+13,1	+ 8,8	+22,7	378	302	3,6
Extra-C.E.E.	- 1,0	+10,0	+16,3	+14,9	- 1,2	+ 2,5	+ 7,6	175	840	10,1
<b>Importation de matières premières et produits industriels</b>										
Total	+14,0	+ 4,3	+11,0	+18,6	+ 6,3	+ 8,0	+ 2,9	235	7 198	86,3
Intra-C.E.E.	+20,0	+ 7,6	+15,0	+19,0	+ 7,8	+ 8,7	+ 3,9	295	4 245	50,9
Extra-C.E.E.	+ 7,7	+ 0,7	+ 6,1	+13,0	+ 4,2	+ 7,0	+ 1,6	181	2 953	35,4

TABLEAU 4 : Principaux indicateurs mensuels

	Année	Janv.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juill.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
<b>Production industrielle (1963 = 100)</b>	1966	117	119	123	126	125	124	105	115	125	133	135	132
	1967	123	126	128	131	126	130	108	122	132	139	144	144
	1968	135											
<b>Construction (Mio Fl)</b>	1966			1 554			2 029			2 204			2 122
	1967			2 036			2 364			2 503			2 383
	1968												
<b>Chômeurs (en 1000)</b>	1966	54,8	55,3	34,5	30,7	25,6	26,3	32,1	32,6	35,7	41,7	58,5	86,7
	1967	104,7	101,8	87,4	78,2	67,2	64,7	74,4	71,4	72,2	78,3	89,4	111,7
	1968	121,2	111,1										
<b>Investissements (Mio Fl)</b>	1966			4 128			4 937			4 924			5 108
	1967			4 699			5 446			5 321			
	1968												
<b>Consommation privée (1963 = 100)</b>	1966	129	114	130	141	133	136	148	132	136	142	147	159
	1967	142	125	146	144	149	151	152	144	152	140	161	172
	1968												
<b>Importations totales de marchandises (Mio u.c.)</b>	1966	625	626	759	701	630	634	652	620	696	670	668	688
	1967	680	639	719	690	694	737	650	652	683	733	746	717
	1968	823	693										
<b>Exportations totales de marchandises (Mio u.c.)</b>	1966	500	470	572	570	544	612	549	498	632	597	615	593
	1967	601	532	606	582	592	642	536	605	641	636	665	601
	1968	681	615										
<b>Solde de la balance commerciale (Mio u.c.)</b>	1966	- 125	- 156	- 188	- 131	- 86	- 71	- 103	- 122	- 64	- 72	- 53	- 95
	1967	- 80	- 107	- 113	- 108	- 102	- 95	- 114	- 46	- 42	- 47	- 81	- 116
	1968	- 142	- 78										
<b>Réserves officielles en or et en devises (Mio u.c.)</b>	1966	1 970	1 972	1 997	1 943	1 953	1 918	2 012	2 010	1 996	2 002	2 036	2 036
	1967	1 970	1 995	1 998	1 995	2 065	2 094	2 104	2 064	2 104	2 229	2 271	2 268
	1968	2 194											
<b>Disponibilités monétaires (Mrd Fl)</b>	1966	17,09	17,07	17,04	17,50	18,10	18,58	18,43	18,04	17,98	17,77	18,08	18,34
	1967	17,89	17,97	18,27	18,74	19,31	19,98	19,67	19,33	19,55	19,19	19,44	19,51
	1968												

## **Pays-Bas**

### REMARQUES

Source : Office statistique des Communautés européennes (sauf mention contraire).

#### *Tableau 1*

- Population totale au milieu de l'année.
- Population active occupée. Source : C.B.S. Moyenne annuelle.
- Répartition du produit intérieur brut au coût des facteurs.
- Produit national brut aux prix du marché.

#### *Tableau 2*

- Produit national brut aux prix du marché.
- Production industrielle : valeur ajoutée par l'industrie.
- Exportations et importations totales : biens, services et revenus de facteurs.

#### *Tableau 3*

- Exportations f.o.b., importations c.a.f. Conversion sur la base des taux de change officiels. Le regroupement des produits est effectué sur la base de la « Classification statistique et tarifaire pour le Commerce international » (C.S.T.); produits alimentaires, boissons et tabacs : groupes C.S.T. 0 et 1; matières premières et produits industriels : groupes C.S.T. 2 à 9.

#### *Tableau 4*

- Production industrielle. Source : Centraal Bureau voor de Statistiek (C.B.S.). Indice général corrigé pour la composition du mois.
- Construction. Source : C.B.S. Production dans la construction. Total en valeur, chiffres trimestriels.
- Chômeurs. Source : C.B.S. Nombre total de chômeurs.
- Investissements. Source : C.B.S. Investissements fixes bruts. Total en valeur, chiffres trimestriels.
- Consommation privée. Source : C.B.S. Indice de la consommation privée, en valeur.
- Exportations f.o.b., importations c.a.f. Conversion sur la base des taux de change officiels.
- Réserves officielles en or et en devises : réserves brutes en or et en devises convertibles des institutions monétaires officielles. Situation en fin de mois.
- Disponibilités monétaires : billets et monnaies divisionnaires en circulation sans les encaisses des institutions monétaires. Dépôts à vue auprès des instituts de crédit. Situation en fin de mois.

## E. Union économique belgo-luxembourgeoise

### Belgique

*Depuis l'automne dernier, l'expansion économique a marqué en Belgique une légère accélération, due, en ordre principal, à une reprise appréciable de la demande des autres pays membres. Aux impulsions données à l'offre par l'exportation s'est ajouté un mouvement de reconstitution des stocks, qui toutefois a surtout influencé l'évolution des importations. La tendance favorable des exportations devant vraisemblablement persister, et compte tenu de l'incidence des mesures de relance que le gouvernement a prises au début de l'année, on peut tenir pour assuré, en 1968, un taux de croissance annuelle de 3 % du produit national brut en termes réels.*

*Il ne semble pas, cependant, que le marché de l'emploi doive déjà s'améliorer bien sensiblement. Aussi une politique conjoncturelle qui continuerait de donner priorité au soutien de l'expansion et au relèvement du niveau de l'emploi serait-elle pleinement justifiée.*

#### 1. L'évolution au cours des derniers mois

Un net renversement de la tendance des *exportations* de biens et services a été enregistré à l'automne de 1967, même en faisant abstraction des effets de rattrapage, temporairement très accusés, qui ont suivi la grève de plusieurs semaines des services des douanes. En effet, l'expansion conjoncturelle des exportations a repris depuis lors, et elle a été déterminée essentiellement par la demande accrue en provenance des autres pays membres, en particulier de la République fédérale d'Allemagne et de la France. Les ventes aux pays non membres, notamment aux États-Unis, ont aussi recommencé de progresser, mais à un rythme plus modéré.

En revanche, la croissance de la demande intérieure finale pourrait être restée assez lente au cours des derniers mois de l'année dernière et au début de 1968.

En effet, rien ne permet de supposer que la tendance à l'affaiblissement de l'expansion des dépenses relatives à la *formation brute de capital fixe*, observée jusqu'à l'automne dernier, se soit modifiée depuis.

Par ailleurs, l'augmentation des dépenses de *consommation privée* est restée limitée, bien que la hausse des salaires horaires ait été légèrement accentuée par l'application de l'échelle mobile dans des secteurs importants de l'économie. La quasi-stagnation qui a encore caractérisé le niveau de l'activité, ainsi que la prudence dont les consommateurs ont encore témoigné en présence de l'aggravation continue du chômage, paraissent avoir exercé, comme précédemment, une influence modératrice sur l'expansion de la demande de consommation.

La tendance des importations et, dans une moindre mesure, celle de la production, se sont améliorées au cours des derniers mois de 1967. D'après l'indice de l'Institut national de statistique, la *production industrielle* a augmenté, au quatrième trimestre, de plus de 2,5 % par rapport à la même période de l'année précédente. Du point de vue conjoncturel, elle a légèrement dépassé, à la fin de 1967, le niveau où elle se situait au début de la même année. Mais la production n'a guère varié, en tendance, dans la construction, en dépit de l'augmentation continue des dépenses de travaux publics.

L'intensité de la reprise des *importations*, et aussi le fait que la progression la plus forte

a été enregistrée pour les achats aux pays non membres, indiquent qu'un processus de reconstitution des stocks de matières premières et de demi-produits s'est engagé. Alors que, d'après les statistiques douanières, la valeur des importations de marchandises, pour les neuf premiers mois de 1967, était restée inférieure au résultat de la même période de 1966, elle l'a dépassé de 5 % au quatrième trimestre.

La reprise de la production n'a pas encore été suffisante pour modifier notablement la situation sur le *marché de l'emploi*. Plus lente que précédemment, l'augmentation du nombre de chômeurs s'est cependant poursuivie, si bien que le taux de chômage <sup>(1)</sup> atteignait 2,6 % en jan-

(1) Nombre désaisonnalisé des chômeurs complets indemnisés, en pourcentage de la population active civile.

vier dernier. L'évolution des offres d'emploi accuse néanmoins une certaine modification de la tendance.

D'après le nouvel indice, la hausse des *prix à la consommation* se serait légèrement ralentie au cours des derniers mois, en dépit d'une évolution encore très dynamique des prix des services. En janvier-mars, l'indice accusait, malgré tout, une progression de 3,1 % par rapport au niveau enregistré un an plus tôt.

La reprise assez marquée des importations a contribué à la persistance d'une légère tendance à la détérioration de la *balance des paiements* courants, observée depuis le milieu de l'année 1967. Néanmoins, un net excédent a encore été enregistré au quatrième trimestre. Par ailleurs, grâce notamment aux importantes entrées nettes

### Emplois et ressources de biens et services

	1965 <sup>(1)</sup>	1966 <sup>(2)</sup>		1967 <sup>(3)</sup>		1968 <sup>(3)</sup>
	Aux prix courants en milliards de FB	Variations par rapport à l'année précédente en %				
		Volume	Valeur	Volume	Valeur	Volume
Exportations <sup>(4)</sup>	327,0	+ 3,7	+ 7,2	+ 6	+ 6,5	+ 7
Formation brute de capital fixe	177,8	+ 5,9	+ 9,2	+ 2,5	+ 5,5	+ 2,5
Consommation des administrations	109,2	+ 6,5	+ 10,8	+ 3,5	+ 9,5	+ 2,5
Consommation des ménages	549,4	+ 2,9	+ 7,1	+ 2,5	+ 5,5	+ 2,5
Produit national brut	847,4	+ 2,8	+ 7	+ 2,5	+ 6,5	+ 3,5
Importations <sup>(4)</sup>	320,0	+ 7,8	+ 11	+ 3	+ 2	+ 8,5

(1) Office statistique des Communautés européennes, « Comptes nationaux 1957 à 1966 ».

(2) Estimations des services de la Commission.

(3) Prévisions des services de la Commission.

(4) Biens, services et revenus de facteurs.

#### Remarques générales :

(a) La différence entre les données relatives aux emplois, d'une part, et celles qui concernent les ressources, d'autre part, est imputable aux variations de stocks.

(b) Les estimations et les prévisions constituent des approximations qui ont été établies sur la base d'hypothèses déterminées, le plus souvent précisées dans le rapport trimestriel. Elles ont été examinées par les experts des pays membres. Leur élaboration et leur publication n'engagent que la responsabilité de la Commission.

de capitaux qui ont encore eu lieu, la balance globale des paiements s'est soldée, au quatrième trimestre, par un solde positif de 6,5 milliards de francs.

L'expansion des *liquidités intérieures* s'est poursuivie, mais son rythme s'est légèrement ralenti. Les tendances à la baisse des taux d'intérêt sont restées nettement prédominantes sur le marché monétaire, ce qui, au mois de mars 1968, a déterminé la banque nationale à ramener le taux de l'escompte de 4 à 3,75 %. Sur le marché des capitaux, en revanche, les taux d'intérêt n'ont marqué qu'un fléchissement peu sensible, ce qui a tenu essentiellement à la demande de capitaux toujours considérable émanant des administrations, notamment pour le financement des programmes de travaux publics.

## 2. Les perspectives

Le précédent rapport trimestriel prévoyait la possibilité d'une légère accélération de l'expansion économique au cours de l'année 1968, sous l'effet d'une assez nette reprise de la demande étrangère.

Cette reprise s'est effectivement produite depuis lors, et il est probable que les *exportations* de biens et services continueront d'augmenter au cours des prochains mois à un rythme assez rapide. Sans doute les dévaluations, ainsi que les mesures restrictives qui ont été prises dans le Royaume-Uni et aux Etats-Unis, auront-elles une incidence négative sur les possibilités de vente dans les pays non membres. Mais les perspectives d'accroissement des exportations vers les pays partenaires se sont encore améliorées, du fait notamment de l'essor, désormais assuré, de la conjoncture allemande. De plus, le ralentissement prévisible de la hausse des coûts unitaires et les dispositions qui viennent d'être prises, notamment dans le domaine fiscal, pour stimuler les exportations, constituent autant de facteurs positifs. Au total, les impulsions émanant de la demande étrangère ne peuvent manquer d'être sensibles au cours des prochains mois.

D'autre part, on peut s'attendre que les investissements sous forme de *stocks* stimulent, eux aussi, assez vivement l'expansion économique au cours des prochains mois. Il est toutefois probable que cette action portera davantage sur les importations que sur la production intérieure, tout au moins au cours d'une première phase,

qui sera sans doute caractérisée essentiellement par un mouvement de reconstitution des stocks de matières premières et de demi-produits.

En ce qui concerne les autres éléments de la demande intérieure, on ne décèle, pour le moment, aucun indice permettant de prévoir une accélération spontanée et sensible de l'expansion. Certes, le degré d'utilisation des capacités techniques de production ne manquera pas d'augmenter au cours de l'année, étant donné la croissance plus vive de la production; mais il est peu probable que la propension à investir des chefs d'entreprise en reçoive dès l'année 1968 une impulsion bien sensible. L'évolution de la *formation brute de capital fixe* devrait pourtant, au total, se révéler un peu plus dynamique qu'on ne l'avait initialement prévu. En effet, le gouvernement a annoncé, en janvier, un programme de relance de la conjoncture, qui prévoit essentiellement une extension des programmes de travaux publics pour un montant approximatif de 2 milliards de francs, ainsi que la construction de 2 000 logements sociaux supplémentaires.

En ce qui concerne la *consommation privée*, les améliorations notables apportées à diverses prestations sociales, au début de l'année, ainsi que l'assouplissement annoncé de la réglementation des ventes à tempérament et du crédit à la consommation, constituent assurément des facteurs de soutien. Il ne semble cependant pas que ceux-ci puissent suffire à susciter une très nette reprise de la consommation privée; en effet, la progression des taux de salaires sera probablement moins rapide qu'en 1967, et la propension à l'épargne ne devrait diminuer que modérément, étant donné les tendances à la détente qui persistent sur le marché de l'emploi.

Le développement de la demande globale se traduira surtout, au premier semestre, par un accroissement des *importations*. Par la suite, lorsque les stocks de matières premières et demi-produits auront retrouvé leur niveau optimal, il se pourrait que l'expansion des importations se ralentisse, et que s'accélére celle de la production intérieure, en particulier de la production industrielle.

L'augmentation conjoncturelle du *chômage*, encore observée durant les derniers mois de 1967, ne se poursuivra vraisemblablement pas au même rythme. Il serait cependant hasardeux de prédire dès maintenant un net renversement

de la tendance et une régression du chômage, étant donné que les progrès de production escomptés pourront être obtenus en recourant surtout aux réserves de productivité existantes. Le nombre de chômeurs pourrait donc rester relativement élevé pendant la majeure partie de l'année.

Comme, par ailleurs, une accentuation des tensions sur les prix n'est guère prévisible, et qu'en particulier la hausse des *prix à la consommation* devrait rester relativement modérée, les mesures complémentaires que le gouvernement a décidées en janvier, à l'effet de stimuler la croissance économique, sont à considérer comme respectant pleinement les priorités qui s'imposent actuellement en matière de *politique conjoncturelle*.

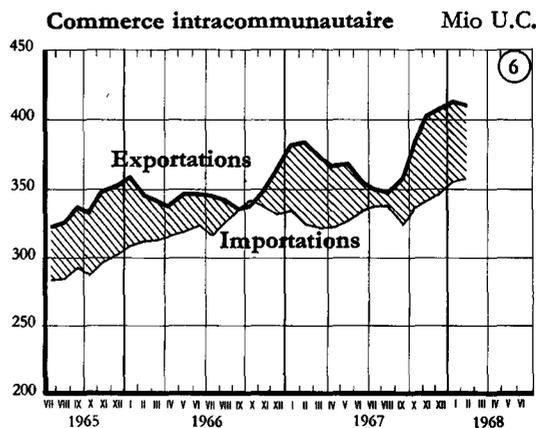
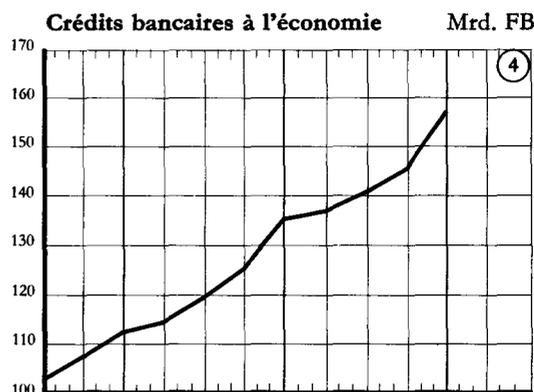
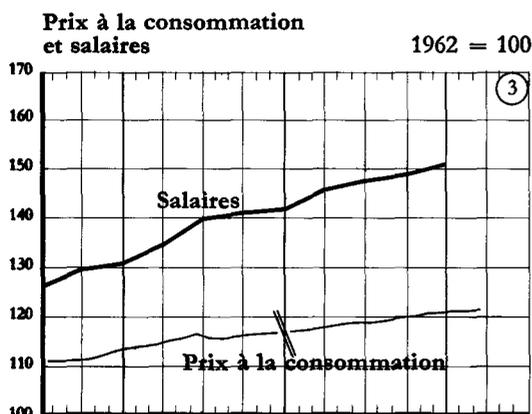
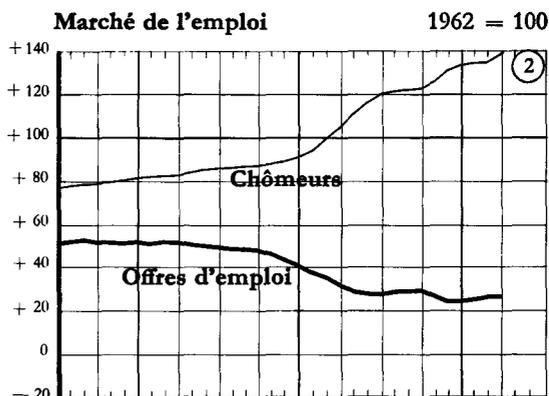
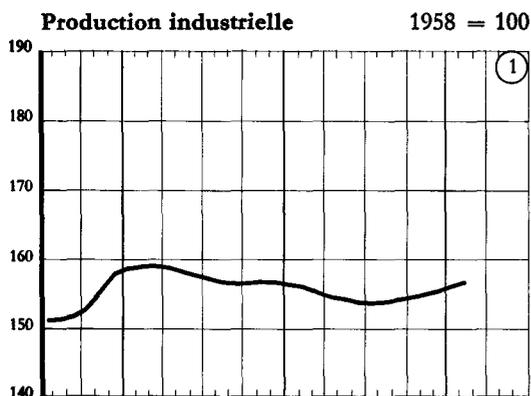
En effet, les projets du gouvernement visent à obtenir une meilleure utilisation des ressources existantes de main-d'œuvre et de capacités techniques, sans qu'il en résulte de nouveaux dangers pour la stabilité des prix. Il faut se féliciter, eu égard notamment à la nécessité d'assurer à plus long terme une croissance à la fois rapide et équilibrée, que l'on s'efforce d'atteindre cet objectif en recourant de préférence à des mesures de stimulation des investissements. C'est ainsi que seront augmentées les dépenses consacrées aux travaux publics et à la construction de logements sociaux. Il est prévu, en outre, d'accroître les moyens de financement de la Société nationale d'investissement et de développer, notamment en faveur des petites et moyennes entre-

prises, le système des aides aux investissements des entreprises privées.

L'expansion de la demande sera cependant soutenue en d'autres domaines. C'est ainsi qu'on a annoncé un assouplissement des dispositions relatives aux ventes à tempérament et à l'octroi de crédits personnels, afin de donner une certaine impulsion à la consommation privée. Diverses mesures ont aussi été prises pour stimuler les exportations : on peut citer notamment l'octroi de bonifications d'intérêt pour certains crédits à l'exportation, ainsi que des dégrèvements fiscaux, tels que l'exemption de la taxe de facture pour les fournitures de marchandises et de services aux industries exportatrices.

L'incidence directe et quantifiable de ces différentes mesures sur l'expansion globale de l'économie peut être évaluée à 0,3 % au moins du produit national brut. Dans ces conditions, et compte tenu des tendances spontanées d'évolution de la demande qui se sont fait jour pendant les derniers mois, on peut tenir pour assuré que le taux de croissance du produit national brut en termes réels atteindra 3,5 % en 1968. Toutefois, si l'évolution de la conjoncture au cours des prochains mois laissait prévoir qu'un taux de croissance satisfaisant ne pourrait être obtenu — par exemple dans l'hypothèse d'une évolution de la demande étrangère moins favorable qu'on ne s'y attendait — il pourrait apparaître opportun d'imprimer de nouvelles impulsions à l'économie, notamment en agissant sur les budgets publics.

## INDICATEURS ÉCONOMIQUES

**REMARQUES :**

Source : Office statistique des Communautés européennes (O.S.C.E.) (sauf mention contraire).

Graphique 1 : Courbe de tendance; estimation établie sur la base des indices de l'O.S.C.E. (non compris la construction ni l'industrie des denrées alimentaires, boissons et tabacs) corrigés des variations saisonnières et accidentelles.

Graphique 2 : Chômeurs complets indemnisés. Série désaisonnalisée. Moyennes mobiles sur trois mois.

Graphique 3 : Prix à la consommation. Nouvel indice à partir de janvier 1967. Source: Ministère des Affaires économiques. Salaires conventionnels ouvriers, ensemble des branches. Source: Ministère du Travail et de l'Emploi.

Graphique 4 : Crédits financés par les organismes monétaires.

Graphiques 5 et 6 : Séries U.E.B.L. corrigées des variations saisonnières. Moyennes mobiles sur trois mois. Les exportations sont comptées f.o.b., et les importations c.a.f. Conversion sur la base des taux de change officiels.

1 U.C. = 1 unité de compte = 0,888671 gramme d'or fin = 1 dollar US au taux de change officiel.

**Belgique**

**TABLEAU 1: Données de base pour 1966**

Superficie totale (1000 km <sup>2</sup> )	30,5
Population totale (1000)	9 669
Densité par km <sup>2</sup>	312
Population active occupée (1000)	3 669
Répartition en % de la population active occupée par grands secteurs d'activité :	
— Agriculture	6,0
— Industrie	45,3
dont : Construction	(7,5)
— Services	48,7
Répartition en % du produit intérieur brut :	
— Agriculture	5,8
— Industrie	41,2
dont : Construction	6,9
— Services	53,0
Produit national brut par tête (Fb)	95 100

**TABLEAU 2 : Évolution de quelques grandeurs économiques importantes**

	Variations en volume par rapport à l'année précédente (en %)							Indice en volume 1958 = 100	% du P.N.B. (aux prix cou- rants)
	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1966	1966
Produit national brut	+ 5,4	+ 4,7	+ 5,9	+ 4,5	+ 6,9	+ 3,6	+ 2,8	143	—
Production industrielle	+ 8,2	+ 4,7	+ 7,5	+ 5,2	+10,2	+ 3,2	+ 2,9	156	—
Importations totales	+12,2	+ 7,2	+ 4,8	+ 7,7	+10,7	+ 7,6	+ 7,8	196	39,2
Consommation privée	+ 5,7	+ 2,2	+ 4,4	+ 4,8	+ 3,5	+ 4,1	+ 2,9	133	64,9
Consommation publique	+ 5,3	+ 1,6	+ 8,8	+11,5	+ 4,1	+ 6,9	+ 6,5	162	13,3
Formation brute de capital fixe	+12,8	+10,9	+ 5,8	+ 0,2	+11,8	+ 3,6	+ 5,9	178	21,4
Exportations totales	+ 9,5	+ 8,3	+ 7,7	+ 7,2	+11,2	+ 8,1	+ 3,7	183	38,7
Produit national brut par tête	+ 4,9	+ 4,2	+ 5,3	+ 3,7	+ 5,8	+ 2,7	+ 2,1	135	—
Produit national brut par personne active occupée	+ 5,1	+ 3,7	+ 4,1	+ 3,6	+ 5,7	+ 2,7	+2,2	135	—

TABLEAU 3: Commerce extérieur (évolution à prix courants)

	Variations par rapport à l'année précédente (en %)							Indice 1958 = 100	Valeur absolue (Mio. u.c.)	% du total
	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967			
<b>Exportation de marchandises</b>										
Total	+ 3,9	+10,2	+11,9	+15,5	+14,2	+ 5,2	+ 3,0	230	7 031	100
Intra-C.E.E.	+ 9,7	+17,7	+19,6	+19,0	+12,8	+ 6,1	+ 3,2	322	4 429	63
Extra-C.E.E.	- 1,7	+ 1,9	+ 1,6	+10,3	+16,5	+ 3,9	+ 2,5	155	2 602	37
<b>Exportation de produits alimentaires, boissons, tabacs</b>										
Total	+15,6	+20,6	+29,6	+ 3,2	+31,5	+ 8,4	+18,4	361	553	7,9
Intra-C.E.E.	+18,7	+31,2	+30,7	+ 5,2	+31,6	+ 5,4	+25,6	479	420	6,0
Extra-C.E.E.	+ 8,7	+25,7	+26,8	- 2,1	+31,3	+17,1	+ 1,1	204	133	1,9
<b>Exportation de matières premières et produits industriels</b>										
Total	+ 3,4	+ 9,2	+10,9	+16,4	+13,1	+ 5,0	+ 1,8	223	6 478	92,1
Intra-C.E.E.	+ 8,9	+16,7	+18,8	+20,1	+11,4	+ 6,2	+ 1,4	311	4 009	57,0
Extra-C.E.E.	- 2,0	+ 0,9	+ 0,7	+10,8	+15,8	+ 3,2	+ 2,5	153	2 469	35,1
<b>Importation de marchandises</b>										
Total	+ 6,6	+ 8,0	+12,2	+15,9	+ 7,6	+12,6	- 0,1	229	7 167	100
Intra-C.E.E.	+12,7	+ 8,9	+15,5	+17,5	+10,1	+15,4	- 0,6	272	3 983	55,6
Extra-C.E.E.	+ 1,0	+ 7,1	+ 8,8	+14,0	+ 4,8	+ 9,1	+ 0,6	190	3 184	44,4
<b>Importation de produits alimentaires, boissons, tabacs</b>										
Total	+ 0,1	+11,0	+ 9,0	+16,8	+15,2	+ 8,1	+ 9,9	210	981	13,7
Intra-C.E.E.	+ 7,4	+ 3,2	+17,2	+16,3	+22,5	+10,6	+11,8	270	419	5,9
Extra-C.E.E.	- 4,0	+15,9	+ 4,3	+17,2	+10,6	+ 6,4	+ 8,5	180	562	7,8
<b>Importation de matières premières et produits industriels</b>										
Total	+ 7,6	+ 7,6	+12,7	+15,7	+ 6,6	+13,2	- 1,5	232	6 186	86,3
Intra-C.E.E.	+13,3	+ 9,4	+15,4	+17,6	+ 8,9	+16,0	- 1,9	273	3 564	49,7
Extra-C.E.E.	+ 1,9	+ 5,6	+ 9,6	+13,4	+ 3,7	+ 9,7	- 0,9	193	2 622	36,6

TABLEAU 4: Principaux indicateurs mensuels

	Année	Janv.	Fév.	Mars	Avril	Mal	Juin	Juill.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
<b>Production industrielle (1958 = 100)</b>	1966	143	144	162	151	146	158	120	146	162	160	155	156
	1967	150	147	160	155	146	161	113	146	162	165	162	156
	1968												
<b>Construction (1962 = 100)</b>	1966	68,1	97,3	117,6	108,8	106,9	118,9	71,1	117,8	122,6	112,7	109,8	100,7
	1967	84,6	94,1	117,0	110,3	113,7	121,1	71,4	115,7	118,0	121,5	116,4	78,5
	1968												
<b>Chômeurs (en 1000)</b>	1966	69,7	68,2	63,3	61,1	57,5	53,3	55,7	54,9	56,0	58,4	65,0	74,9
	1967	82,5	85,7	84,4	83,8	81,9	77,9	79,1	78,1	80,3	87,5	96,0	106,7
	1968	114,5	113,7										
<b>Investissements (1961 = 100)</b>	1966	106,7	141,0	154,7	155,1	165,8	170,0	117,8	153,9	160,2	155,9	165,1	156,1
	1967	134,6	151,1	167,0	167,7	170,4	176,8	122,1	159,1	160,2	160,2	165,1	156,1
	1968												
<b>Consommation privée (1961 = 100)</b>	1966	135,8	137,5	140,9	146,9	143,4	147,4	144,4	145,6	149,0	141,2	145,7	151,0
	1967	146,0	147,1	150,2	152,4	154,2	158,0	156,1	152,6	153,9	149,8	153,5	160,9
	1968												
<b>Importations totales de marchandises (Mio u.c.)</b>	1966	519	554	618	556	587	611	520	592	594	609	616	641
	1967	581	550	630	574	610	655	465	598	514	640	688	649
	1968	624	704										
<b>Exportations totales de marchandises (Mio u.c.)</b>	1966	493	528	620	560	534	604	514	471	603	575	594	621
	1967	574	594	609	604	581	597	525	460	529	697	618	649
	1968	621	675										
<b>Solde de la balance commerciale (Mio u.c.)</b>	1966	- 26	- 27	+ 7	+ 3	- 53	- 6	- 9	- 121	+ 9	- 34	- 22	- 20
	1967	- 7	+ 44	- 22	+ 30	- 29	- 58	+ 60	- 133	+ 15	+ 57	- 70	0
	1968	- 3	- 29										
<b>Réserves officielles en or et en devises (Mio u.c.)</b>	1966	1 968	1 946	1 956	1 954	1 950	1 950	1 964	1 956	1 926	1 960	1 956	1 952
	1967	1 970	1 939	1 951	1 972	2 044	2 118	2 152	2 196	2 212	2 220	2 250	2 200
	1968	(2 168)	(2 142)	(2 142)									
<b>Disponibilités monétaires (Mrd Fb)</b>	1966	310,2	307,0	314,6	319,8	323,2	329,3	329,6	324,3	322,4	324,0	327,4	339,7
	1967	325,0	320,5	326,5	333,9	335,2	347,6	339,5	337,5	343,5	338,8	341,9	351,2
	1968	341,9											

( ) Chiffres provisoires.

## Belgique

### REMARQUES

Source : Office statistique des Communautés européennes (sauf mention contraire).

#### Tableau 1

- Population totale au milieu de l'année.
- Population active occupée au milieu de l'année.
- Répartition du produit intérieur brut au coût des facteurs.
- Produit national brut aux prix du marché.

#### Tableau 2

- Produit national brut aux prix du marché.
- Production industrielle : valeur ajoutée par l'industrie.
- Exportations et importations totales : biens, services et revenus de facteurs.

#### Tableau 3

- Statistiques U.E.B.L. Exportations f.o.b., importations c.a.f. Conversion sur la base des taux de change officiels. Le regroupement des produits est effectué sur la base de la « Classification statistique et tarifaire pour le Commerce international » (C.S.T.); produits alimentaires, boissons et tabacs: groupe C.S.T. 0 et 1; matières premières et produits industriels: groupes C.S.T. 2 à 9.

#### Tableau 4

- Production industrielle. Source : Institut national de Statistique (I.N.S.). Indice général.
- Construction. Source : I.N.S. Indice fondé sur le nombre d'heures-ouvriers.
- Chômeurs. Source : Ministère de l'Emploi et du Travail. Chômeurs complets indemnisés.
- Investissements. Source : Département d'économie appliquée de l'Université libre de Bruxelles (DULBEA). Formation brute de capital fixe aux prix courants.
- Consommation privée. Source : DULBEA. Prix courants.
- Exportations f.o.b., importations c.a.f. Conversion sur la base des taux de change officiels.
- Réserves officielles en or et en devises : réserves brutes en or et en devises convertibles des institutions monétaires officielles. Situation en fin de mois.
- Disponibilités monétaires : billets et monnaies en circulation, déduction faite des encaisses du Trésor de la Banque Centrale et des autres instituts bancaires, à l'exception des C.C.P. Dépôts à vue à moins d'un mois des résidents auprès du système bancaire. Avoir des comptes extraordinaires du Trésor et des non-résidents auprès des C.C.P. Situation en fin de mois.

## Grand-duché de Luxembourg

*Une certaine reprise des exportations a caractérisé l'économie luxembourgeoise pendant les derniers mois de l'année passée et au début de 1968. Toutefois, les impulsions émanant de la demande intérieure ne s'étant guère renforcées, la croissance économique n'a marqué qu'une légère accélération.*

*On peut s'attendre que celle-ci se poursuive durant les prochains mois, du fait notamment d'une progression plus vive des exportations et de la reprise prévisible des investissements des entreprises. Le taux de croissance du produit national brut, en termes réels, pourrait ainsi atteindre ou même dépasser les 2,5 % en 1968.*

### 1. L'évolution au cours des derniers mois

La tendance des *exportations* de biens et services s'est légèrement redressée au cours des derniers mois. Certes, le rythme d'expansion des exportations de produits sidérurgiques ne s'est guère accéléré; mais les données actuellement disponibles indiquent que la demande étrangère, et en particulier celle des pays partenaires, aurait marqué une certaine reprise dans les autres industries.

En revanche, le développement de la demande intérieure serait resté assez modéré au quatrième trimestre. La contraction des dépenses relatives à la *formation brute de capital fixe* s'est, en effet, manifestement poursuivie, surtout dans le secteur des entreprises. Quant aux dépenses de *consommation privée*, leur expansion a été entravée par un net affaiblissement de la hausse des salaires et par la persistance d'une forte propension à l'épargne des ménages.

La croissance de l'offre est devenue un peu plus vive. Le développement de la *production industrielle*, corrigé des fluctuations accidentelles et saisonnières, a été assez sensible depuis l'été dernier; l'indice national n'a pourtant guère dépassé, au quatrième trimestre, son niveau de la même période de 1966.

Le nombre de personnes occupées dans la sidérurgie et dans l'industrie minière ayant continué de se réduire, les tendances à la détente ont encore prédominé assez nettement sur le *marché de l'emploi*. Le nombre de demandeurs d'emploi a encore légèrement augmenté, tandis que le nombre d'offres d'emploi non satisfaites tombait à un niveau particulièrement bas.

D'après le nouvel indice officiel, la hausse des *prix à la consommation* s'est légèrement ralenti au cours du dernier trimestre de 1967; aussi le taux d'augmentation, d'une année à l'autre, a-t-il été assez faible (2,2 %). En janvier-février, toutefois, l'indice a dépassé de 3,1 % le niveau enregistré un an plus tôt.

### 2. Les perspectives

Il est à présumer que les tendances conjoncturelles à la reprise se renforceront durant les prochains mois. Cette prévision se fonde tout d'abord sur l'hypothèse d'un développement un peu plus rapide des *exportations* de biens et services. En effet, étant donné notamment l'évolution prévisible des échanges intracommunautaires, qui couvrent plus de 70 % des exportations luxembourgeoises, le taux d'expansion pourrait être légèrement supérieur au taux moyen de l'année 1967.

Par ailleurs, la *demande intérieure*, après la régression observée durant la majeure partie de l'année 1967, pourrait accuser une croissance appréciable. En ce qui concerne les investissements, il semble, en effet, que soit assurée la réalisation de certains projets d'extension d'entreprises étrangères; de plus, les autorités ont décidé un élargissement — à vrai dire limité — du programme d'investissements du Fonds des routes pour l'année 1968. La croissance des dépenses de consommation privée pourrait aussi être un peu plus vive qu'on ne l'avait prévu jusqu'ici, du fait notamment de l'incidence, sur les revenus des ménages, de la majoration

assez sensible des salaires enregistrée dans la sidérurgie au début de 1968.

Eu égard à ces perspectives, il est permis de croire, dans l'état actuel des choses, que le taux de 2,5 %, cité dans le précédent rapport trimestriel pour la croissance en volume du *produit national brut* en 1968, sera certainement atteint, et peut-être même légèrement dépassé.

Pareil taux de croissance peut, en soi, paraître assez modeste. Mais la structure de l'économie luxembourgeoise n'offre que des possibilités très

### Emplois et ressources de biens et services

	1965 <sup>(1)</sup>	1966 <sup>(1)</sup>		1967 <sup>(2)</sup>		1968 <sup>(3)</sup>
	Aux prix courants en millions de FL	Variations par rapport à l'année précédente en %				
		Volume	Valeur	Volume	Valeur	Volume
Exportations <sup>(4)</sup>	27 937	+ 1	+ 1	+ 3	+ 3,5	+ 3,5
Formation brute de capital fixe	9 811	— 2,5	— 1,5	— 15	— 13,5	+ 4
Consommation des administrations	3 637	+ 6	+ 12	+ 1,5	+ 4,5	+ 1
Consommation des ménages	20 141	+ 3	+ 6,5	0	+ 2	+ 3,5
Produit national brut	33 868	+ 1	+ 4	+ 2	+ 3,5	+ 2,5
Importations <sup>(4)</sup>	27 807	+ 1	+ 1,5	— 3,5	— 2,5	+ 4,5

<sup>(1)</sup> Service central de la statistique et des études économiques (STATEC), Luxembourg.

<sup>(2)</sup> Estimations des services de la Commission.

<sup>(3)</sup> Prévisions des services de la Commission.

<sup>(4)</sup> Biens, services et revenus de facteurs.

#### Remarques générales :

(a) La différence entre les données relatives aux emplois, d'une part, et celles qui concernent les ressources, d'autre part, est imputable aux variations de stocks.

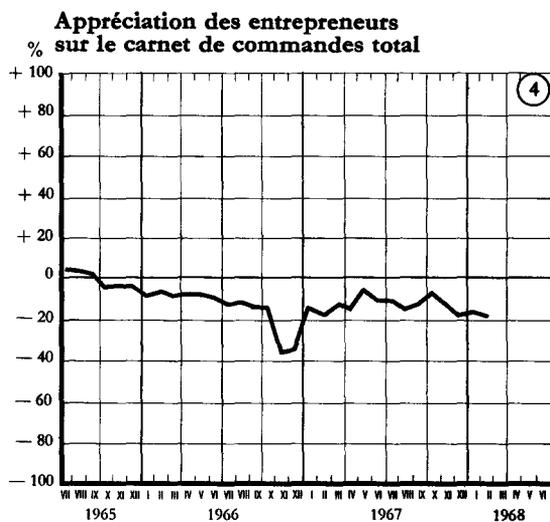
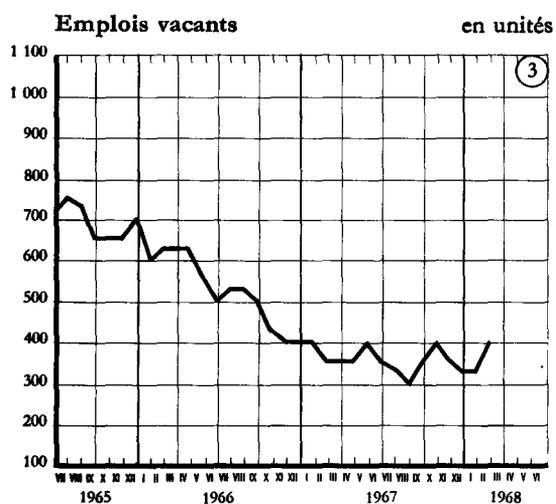
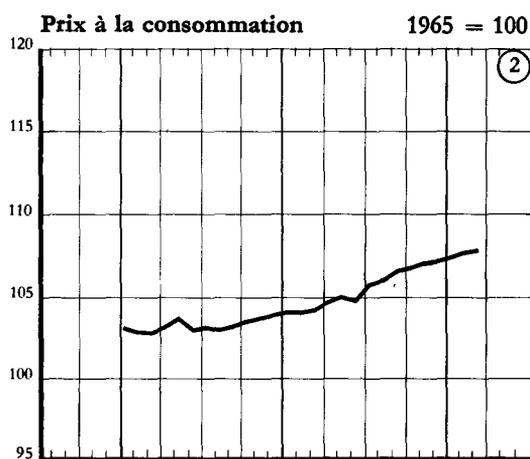
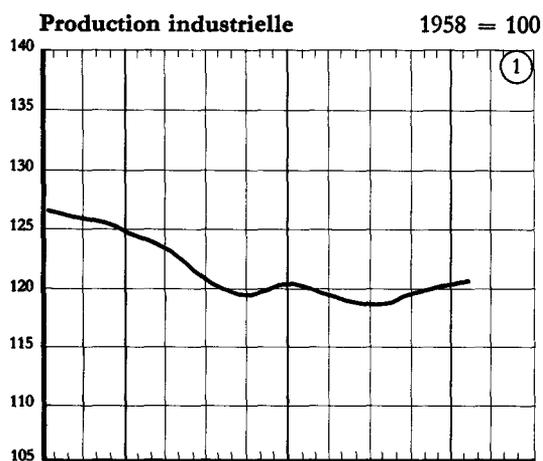
(b) Les estimations et les prévisions constituent des approximations qui ont été établies sur la base d'hypothèses déterminées, le plus souvent précisées dans le rapport trimestriel. Elles ont été examinées par les experts des pays membres. Leur élaboration et leur publication n'engagent que la responsabilité de la Commission.

limitées de pratiquer une *politique conjoncturelle* plus nettement orientée à l'expansion. Aussi, comme on l'a indiqué à maintes reprises, et notamment dans le précédent rapport trimes-

triel, toute action qui serait entreprise en ce sens devrait être contenue strictement dans les limites des priorités et de la programmation établies pour la croissance à moyen terme.



INDICATEURS ÉCONOMIQUES



REMARQUES :

Source : Office statistique des Communautés européennes (O.S.C.E.) (sauf mention contraire).

Graphique 1 : Courbe de tendance; estimation établie sur la base des indices de l'O.S.C.E. (non compris la construction ni l'industrie des denrées alimentaires, boissons et tabacs) corrigés des variations saisonnières et accidentelles.

Graphique 2 : Indice des prix à la consommation. Nouvel indice, publié à partir du 1<sup>er</sup> novembre 1967. Source : STATEC.

Graphique 3 : Indice corrigé des variations saisonnières. Moyennes mobiles sur trois mois.

Graphique 4 : Source: Enquête de conjoncture C.E.E. Sur le graphique sont représentées les différences entre les pourcentages « supérieurs à la normale » (+) et « inférieurs à la normale » (—) dans les réponses des entrepreneurs à la question relative au carnet de commandes.

**Grand-Duché de Luxembourg**

**TABLEAU 1: Données de base pour 1966**

Superficie totale (1000 km <sup>2</sup> )	2,6
Population totale (1000)	(335)
Densité par km <sup>2</sup>	128
Population active (1000)	140
Répartition en % de la population active par grands secteurs d'activité :	
— Agriculture	13
— Industrie	46
— Services	41
Répartition en % du produit intérieur brut en 1964 :	
— Agriculture	6,2
— Industrie	54,2
— Services	39,6

**TABLEAU 2: Principaux indicateurs mensuels**

	Année	Janv.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juill.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
Production industrielle (1958 = 100)	1966	120	121	119	122	125	124	119	111	119	121	121	117
	1967	120	121	121	123	124	122	121	111	120	119	123	119
	1968	118	120										
Production d'acier brut en 1000 t	1966	369	354	380	367	353	369	368	346	377	388	365	360
	1967	371	360	389	379	372	377	376	356	382	375	376	368
	1968	375	377										
Construction (1958 = 100)	1966	45	53	91	99	101	101	96	95	94	87	73	54
	1967	39	46	69	72	81	78	78	69	70	70	65	55
	1968	40	49										
Ouvriers occupés dans la sidérurgie et dans les mines (en 1000)	1966	24,0	24,0	23,8	23,8	23,8	23,7	23,7	23,7	23,8	23,7	23,6	23,6
	1967	23,5	23,4	23,4	23,3	23,3	23,2	23,1	23,0	23,0	22,9	22,9	22,8
	1968	22,7	22,6										
Prix à la consommation (1965=100)	1966	103,12	102,96	102,87	103,39	103,84	102,96	103,21	103,03	103,33	103,59	103,73	103,95
	1967	104,29	104,25	104,37	104,73	105,02	104,80	105,93	105,96	106,65	106,75	106,97	107,12
	1968	107,23	107,79										

REMARQUES

Source : Office statistique des Communautés européennes (sauf mention contraire).

*Tableau 1*

- Population totale au milieu de l'année.
- Répartition du produit intérieur brut au coût des facteurs.

*Tableau 2*

- Production industrielle.
- Production d'acier. Source : Service central de la Statistique et des Études économiques. (STATEC).
- Construction. Source : STATEC. Indice basé sur le nombre d'heures-ouvriers.
- Ouvriers occupés dans la sidérurgie et dans les mines. Source : STATEC.
- Prix à la consommation. Source: STATEC. Nouvel indice, publié à partir du 1<sup>er</sup> novembre 1967.



## L'évolution des salaires, de la productivité et des coûts salariaux dans l'industrie

### Remarques méthodologiques

Depuis 1962, la Commission publie chaque année, en annexe à l'un de ses rapports trimestriels sur « La situation économique de la Communauté », un exposé relatif à l'évolution des salaires, de la productivité, des coûts salariaux par unité de valeur ajoutée et des indices des prix implicites dans les industries (construction comprise) des pays de la Communauté, des Etats-Unis et du Royaume-Uni. Aussi peut-on se référer, en ce qui concerne les définitions et méthodes de calcul utilisées, aux indications fournies à ce sujet dans les précédents exposés (1).

Il suffira de rappeler ici que les données statistiques ont été empruntées, dans la mesure du possible, aux comptes nationaux, de manière à permettre une comparabilité suffisante entre pays. Il convient toutefois de souligner que la comparaison ne saurait porter que sur l'évolution des indices, non sur les niveaux absolus atteints dans les divers pays. Cette restriction est d'autant plus importante que les relations entre les différents niveaux atteints pendant la période de référence (1958) ne doivent pas nécessairement être considérées comme « exactes ». De plus, les courbes sont établies sur la base de calculs effectués en monnaies nationales; or, depuis 1958, certains taux de change ont été modifiés. Pour ce qui concerne l'évolution la plus récente, il y a notamment lieu de tenir compte de l'incidence de la dévaluation de la livre sterling.

L'évolution des *salaires* est traduite par le mouvement des rémunérations (brutes) par salarié, y compris les contributions patronales à la sécu-

rité sociale. En ce qui concerne la Belgique, on ne dispose toujours pas d'une ventilation par secteurs économiques des rémunérations des salariés entendues selon la définition ci-dessus; c'est donc l'indice des salaires de la Banque nationale de Belgique qui a été retenu pour ce pays.

Par *productivité du travail*, il y a lieu d'entendre ici la valeur ajoutée brute à prix constants par salarié. Pour les Etats-Unis cependant, la base de calcul est constituée par des indices « Federal Reserve » de la production industrielle, aucune série continue n'étant disponible en matière de valeur ajoutée. Les statistiques relatives à la durée du travail sont malheureusement encore incomplètes, de sorte que ni l'évolution des salaires, ni la productivité du travail n'ont pu être calculées par heure ouvrée avec la précision voulue. Ceci rend surtout plus difficile l'interprétation des développements qui ont été observés dans les dernières années, au cours desquelles l'évolution de la conjoncture a entraîné, dans la plupart des pays, d'importantes modifications de la durée effective du travail.

Il y a lieu d'observer, d'autre part — et ceci s'applique non seulement à la productivité, mais aussi aux autres grandeurs — que les graphiques reflètent l'évolution effective, mais ne permettent aucune déduction quant aux causes de celle-ci. L'accroissement de la productivité du travail, tel qu'il ressort des graphiques, ne constitue qu'un rapport mathématique entre l'évolution de la valeur ajoutée à prix constants, d'une part, et du nombre des salariés, d'autre part. Il est évidemment très aléatoire d'attribuer l'amélioration de la productivité du travail à certains facteurs particuliers, tels que le rendement, l'organisation, le progrès technique, etc.

(1) Voir notamment les annexes aux rapports trimestriels n°s 2-1962 et 1-1963.

Les *coûts salariaux par unité de valeur ajoutée brute* ressortent de l'évolution des salaires, d'une part, et de la productivité du travail, d'autre part. Cet élément peut se calculer aussi bien en tant que quotient de la rémunération des salariés divisée par la valeur ajoutée brute (à prix constants), que comme quotient de la rémunération par salarié divisée par la valeur ajoutée brute (à prix constants) par salarié.

L'*indice des prix implicite* indique dans quelle mesure l'évolution de la valeur ajoutée à prix courants diffère de celle à prix constants. Il y a lieu de remarquer que cet indice ne peut pas être considéré comme représentatif de l'évolution des prix des produits finals, puisqu'il ne reflète pas les variations des prix des biens et services fournis « de l'extérieur » aux industries (« input »).

### L'évolution en 1967

Dans la plupart des pays membres, l'année 1967 a été caractérisée par un renversement de tendance dans l'évolution des salaires, de la productivité du travail et des coûts salariaux par unité de valeur ajoutée <sup>(1)</sup>.

En ce qui concerne les *coûts salariaux par unité de valeur ajoutée*, une diminution absolue a été enregistrée dans la république fédérale d'Allemagne, ainsi qu'aux Pays-Bas <sup>(2)</sup>; la Belgique et — à un degré nettement moindre — la France ont connu un ralentissement du rythme d'accroissement. En revanche, les coûts unitaires ont fortement progressé en Italie, après la régression observée durant les deux années précédentes; mais cette hausse résulte en partie du fait que la fiscalisation partielle des contributions patronales aux assurances sociales, introduite au mois d'août 1964, a été abrogée au début de l'année 1967.

Dans la *république fédérale d'Allemagne*, la baisse des coûts unitaires en 1967 s'explique tout d'abord par le ralentissement considérable de la hausse des salaires d'une année à l'autre, qui est retombée à 1,5 %, montrant une adaptation relativement rapide à la détente sur le marché de l'emploi, par rapport à d'autres pays

membres qui se sont trouvés dans une situation analogue. En outre, l'accroissement de la productivité s'est légèrement accéléré, pour atteindre 3,5 % par rapport à 1966; cette évolution — si l'on se réfère aux définitions utilisées — signifie que l'emploi dans l'industrie a diminué beaucoup plus rapidement (de 6 %) que la production (de 2,5 %).

Aux *Pays-Bas*, le ralentissement de la hausse des coûts salariaux unitaires est surtout imputable à l'augmentation moins rapide des salaires. En effet, après une progression annuelle de 12 % au cours des années 1964 à 1966 inclus, les salaires n'ont plus augmenté que de 8,5 % en 1967. De ce fait, les coûts salariaux unitaires, en 1967, ont légèrement diminué dans l'ensemble de l'industrie, construction comprise; il convient toutefois de tenir compte des facteurs particuliers dont l'incidence s'est manifestée dans ce dernier secteur.

Bien que, par rapport aux Pays-Bas, l'accroissement de la production ait été bien plus modeste en *Belgique*, l'évolution des coûts salariaux par unité de valeur ajoutée y a été plus favorable qu'au cours de nombreuses années antérieures. La productivité a continué, en 1967, de progresser à un rythme assez régulier (3,5 %), tandis que la hausse des salaires a été ramenée au taux nettement plus modéré de 5,5 %.

En *France*, le ralentissement de l'expansion économique en 1967 s'est reflété tant dans l'évolution de la productivité (+ 3,5 %) que dans celle des salaires (+ 6 %). Au total cependant, l'augmentation des coûts salariaux par unité de valeur ajoutée est restée légèrement inférieure à celle qui avait été enregistrée l'année précédente.

L'*Italie*, enfin, est le seul pays de la Communauté où la pression dans le sens de la hausse, exercée par les coûts salariaux sur le niveau des coûts, ait été plus forte qu'en 1966. Les salaires y ont augmenté de 9 %; cette accélération a tenu à la « défiscalisation », déjà mentionnée, des contributions patronales aux assurances sociales. En revanche, la productivité, qui avait été caractérisée par une très nette amélioration au début de l'essor conjoncturel des années 1965 et 1966, a accusé en 1967 une progression moins rapide; celle-ci a cependant atteint 5 %, taux qui correspond à peu près à la moyenne des dix dernières années. Il semble que d'une manière générale la tendance des coûts salariaux

(1) Les calculs des chiffres qui ont servi de base aux graphiques ont été achevés le 15 mars.

(2) Il convient de noter cependant que la légère diminution observée dans ce pays tient à l'accroissement exceptionnellement rapide de la productivité dans la construction, lui-même imputable aux conditions climatiques nettement plus favorables qu'en 1966.

unitaires se soit légèrement améliorée vers la fin de l'année dernière. En effet, les indices désaisonnalisés de la production accusent à cette époque une progression plus rapide, tandis que la tendance à la hausse des salaires a été relativement faible.

Ainsi qu'il ressort des perspectives d'évolution économique esquissées dans le présent rapport, on peut s'attendre, en 1968, à une expansion assez nettement accélérée de la production industrielle, du moins dans la république fédérale d'Allemagne, en France et en Belgique. Durant la majeure partie de l'année, les capacités de production resteront probablement suffisantes pour éviter que cette progression ne provoque de nouvelles tensions inflationnistes. Aussi peut-on escompter que l'évolution des coûts salariaux par unité de valeur ajoutée soit, dans l'ensemble, relativement favorable.

L'évolution observée dans les deux pays non membres de la Communauté qui ont été inclus dans la présente analyse, à savoir les Etats-Unis et le Royaume-Uni, accuse des tendances divergentes. Aux *Etats-Unis*, le ralentissement de

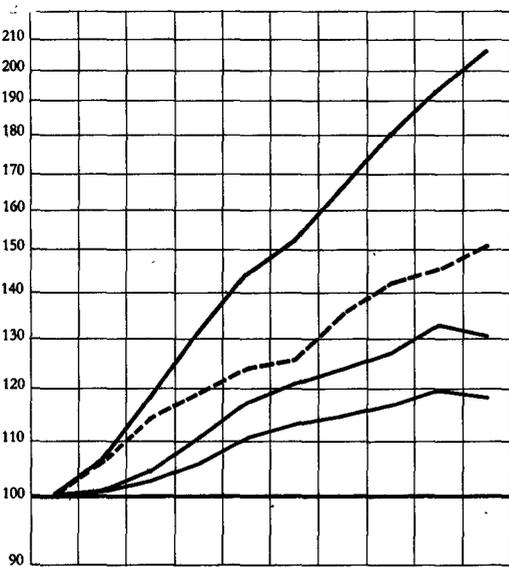
l'activité économique, d'une année à l'autre, a enrayé le développement de la productivité dans l'industrie. Avec une nouvelle augmentation de 5 % des salaires — considérable dans le cas des Etats-Unis — la hausse des coûts salariaux par unité de valeur ajoutée, qui s'était ébauchée en 1966, après de nombreuses années de stabilité presque totale, est devenue plus rapide.

Au *Royaume-Uni*, les salaires n'ont augmenté que faiblement au premier semestre, qui a vu appliquer une politique de revenus très restrictive. La masse salariale par travailleur n'a augmenté que de 3,5 % en moyenne annuelle. Les progrès de la productivité du travail s'étant légèrement accélérés par rapport aux années antérieures, les coûts salariaux par unité de valeur ajoutée n'ont subi que peu de variations.

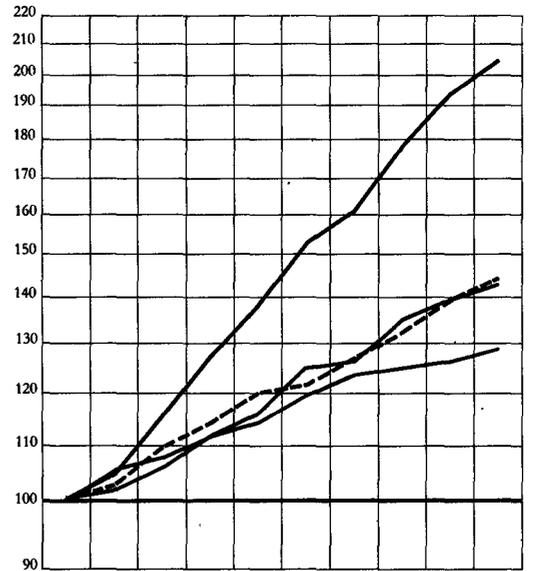
Pour apprécier l'évolution au cours de l'année 1968, il conviendra de tenir compte, dans les comparaisons internationales portant sur le mouvement des coûts salariaux, de la dévaluation de la livre sterling intervenue en novembre dernier.

# SALAIRES, PRODUCTIVITÉ ET COUTS SALARIAUX DANS L'INDUSTRIE

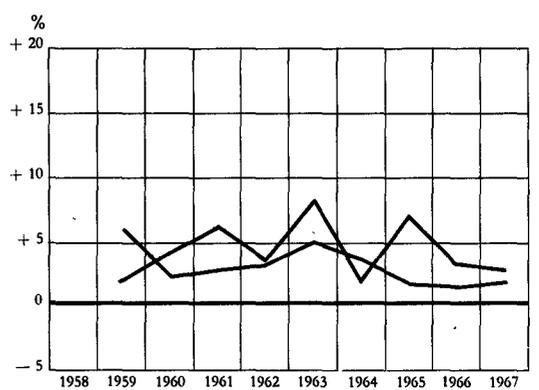
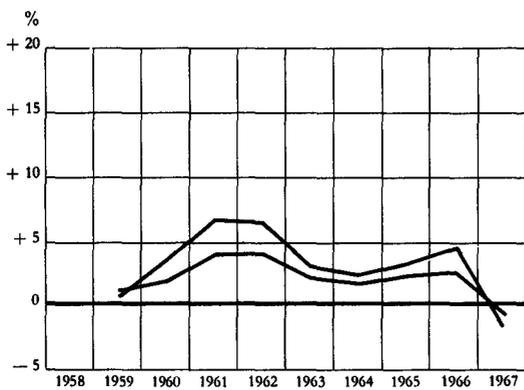
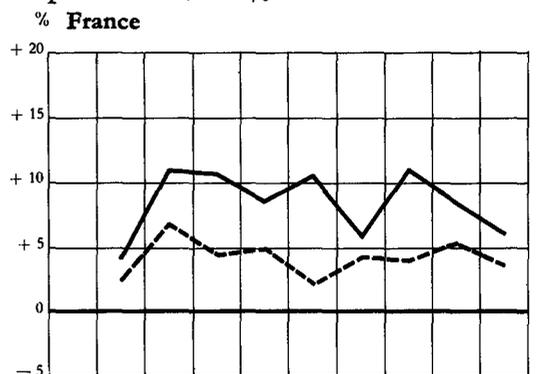
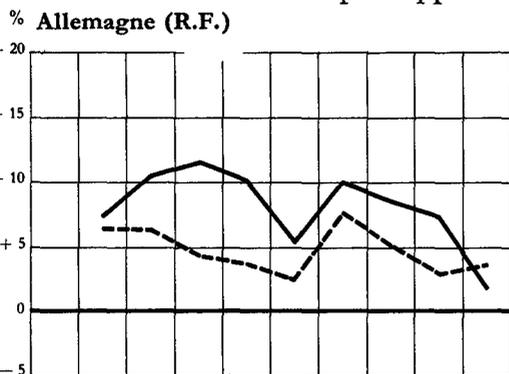
**Allemagne (R.F.)**  
échelle semi-logarithmique ; 1958 = 100



**France**  
échelle semi-logarithmique ; 1958 = 100



Variations par rapport à l'année précédente, en %

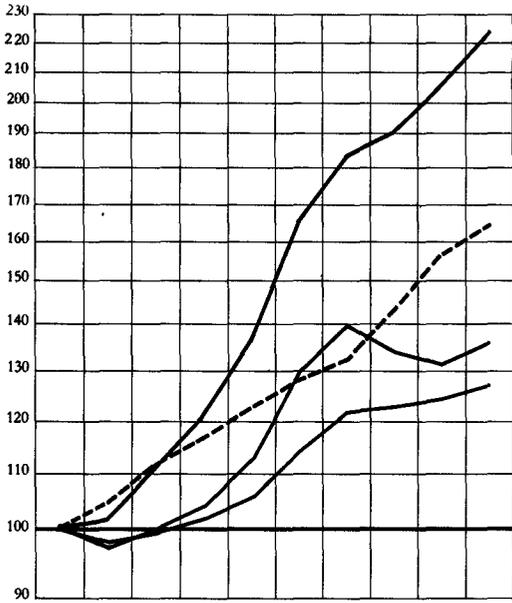


- Rémunérations par salarié
- - - - - Valeur ajoutée brute (aux prix de 1958) par salarié
- Coûts salariaux par unité de valeur ajoutée brute
- Indice de prix implicite

# SALAIRES, PRODUCTIVITÉ ET COÛTS SALARIAUX DANS L'INDUSTRIE

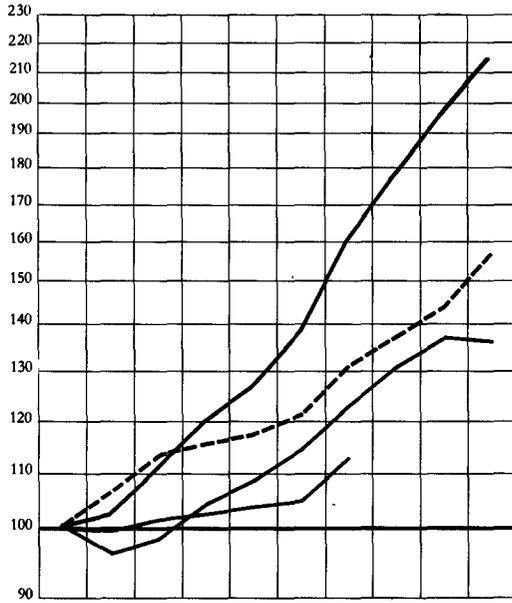
**Italie**

échelle semi-logarithmique ; 1958 = 100



**Pays-Bas**

échelle semi-logarithmique ; 1958 = 100

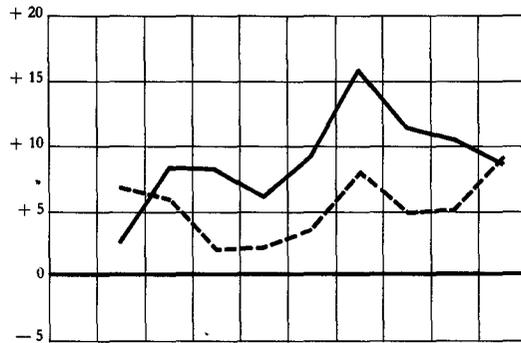


Variations par rapport à l'année précédente, en %

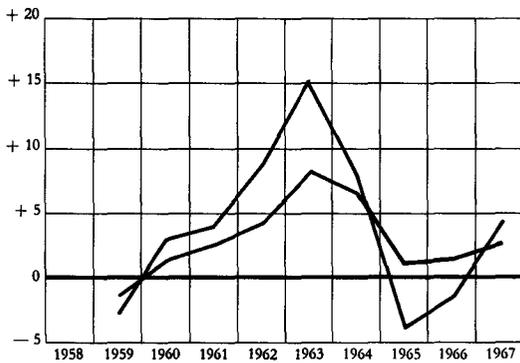
**% Italie**



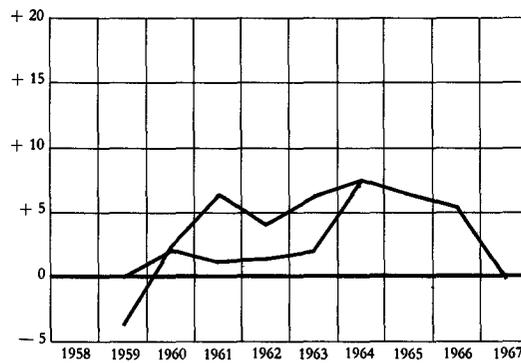
**% Pays-Bas**



%



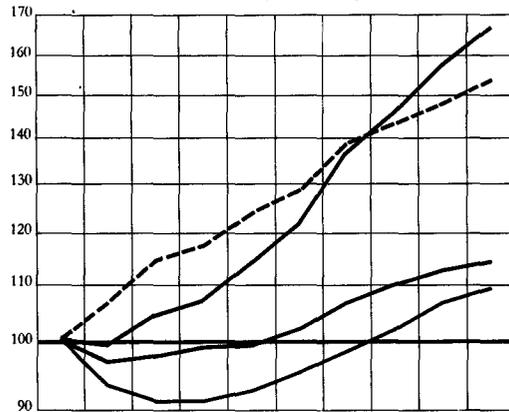
%



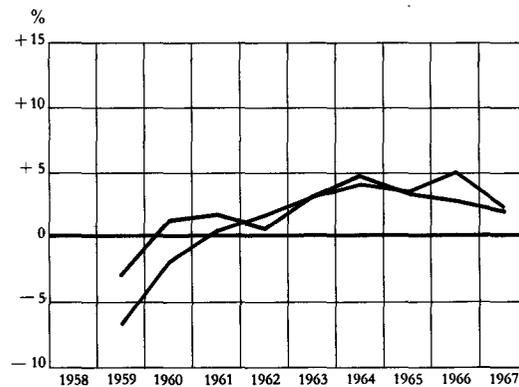
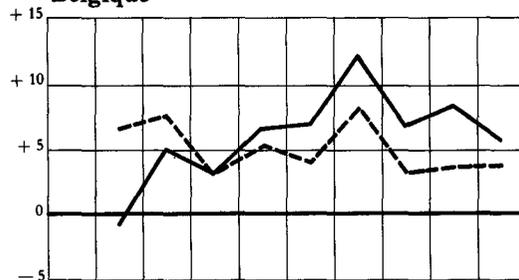
*N.B.* : Les données représentées dans les graphiques sont exprimées en monnaies nationales.

# SALAIRES, PRODUCTIVITÉ ET COUTS SALARIAUX DANS L'INDUSTRIE

**Belgique**  
échelle semi-logarithmique ; 1958 = 100

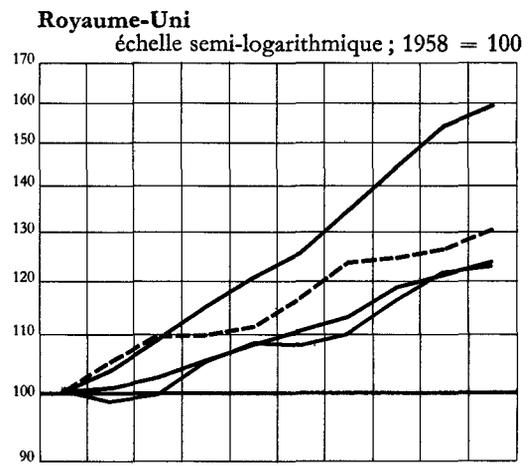
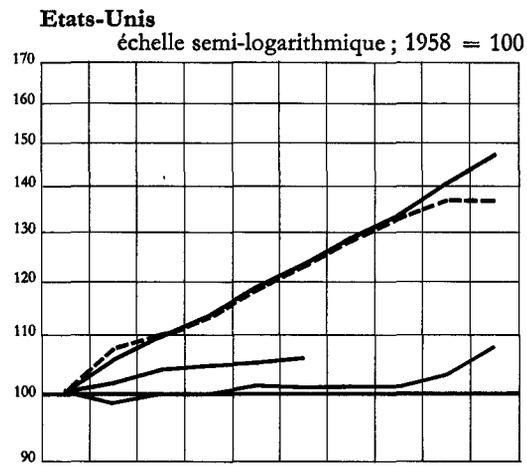


Variations par rapport à l'année précédente, en %  
**% Belgique**

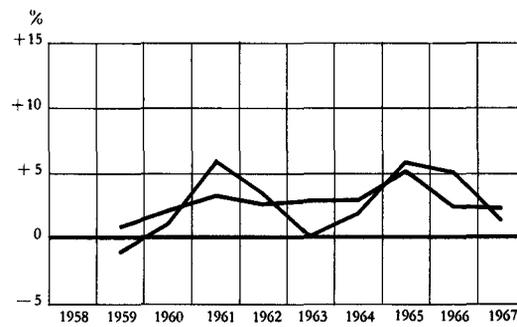
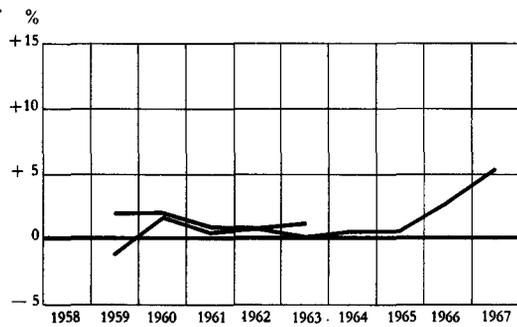
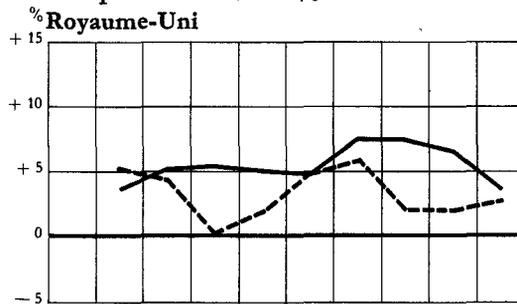
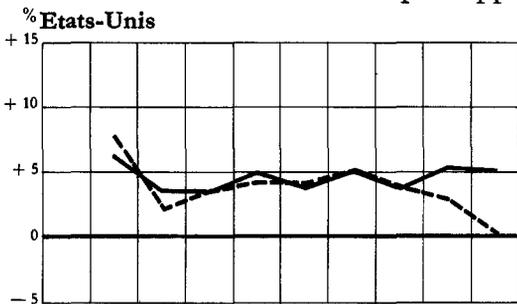


- *Rémunérations par salarié*
- - - - - *Valeur ajoutée brute (aux prix de 1958) par salarié*
- *Coûts salariaux par unité de valeur ajoutée brute*
- *Indice de prix implicite*

# SALAIRES, PRODUCTIVITÉ ET COUTS SALARIAUX DANS L'INDUSTRIE



Variations par rapport à l'année précédente, en %



N.B. : Les données représentées dans les graphiques sont exprimées en monnaies nationales.

